



Université du Québec
à Rimouski

**Représentations sociales du déchet et rôle des acteurs locaux dans
la gestion des déchets solides ménagers dans la commune de Sèmè-Podji
au Bénin**

Mémoire présenté

dans le cadre du programme de maîtrise en développement régional et territorial
en vue de l'obtention du grade de maître ès arts

PAR

© ANTHELME GANSA

Février 2026

Composition du jury :

Laurent Dambre-Sauvage, président du jury, Université du Québec à Rimouski

Geneviève Brisson, directrice de recherche, Université du Québec à Rimouski

Maha Bouhlel-Abid, examinatrice externe, Université Manouba, Tunisie

Dépôt initial le 29 octobre 2025

Dépôt final le 11 février 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

À Arielle, Angélique et Voltaire ;

Persévérez et laissez vos marques sur ce monde.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de ce mémoire. Leur soutien et leur encouragement ont été inestimables tout au long de mon parcours.

D'abord, je tiens à remercier sincèrement ma directrice de mémoire madame Geneviève Brisson et ma co-directrice, madame Nathalie Lewis, pour leur accompagnement, patience et leur engagement. Je vous suis reconnaissant pour vos conseils éclairés et votre disponibilité. Vos contributions ont été précieuses.

Je tiens à remercier Justin, Didier et Roland pour leur disponibilité et accompagnement durant mon séjour au Bénin lors de ma collecte des données.

Je remercie aussi les agents de la mairie de Sèmè-Podji, pour leur ouverture d'esprit, leur collaboration et leur acceptation. Vos implications dans mon projet ont été déterminantes.

Je remercie les acteurs de la gestion des déchets de la commune de Sèmè-Podji, notamment les responsables des GIE de Sékandji et celui d'Ekpé, pour leur expertise et leur engagement en faveur de l'environnement. Vos connaissances ont enrichi mon travail.

Je remercie ma famille pour son soutien indéfectible. Sa présence a été ma source d'inspiration. Ma conjointe, pour son encouragement et sa compréhension pendant cette période intense et malgré la distance.

Enfin, à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire, je vous adresse mes plus sincères remerciements.

RÉSUMÉ

Cette recherche a pour but d'explorer les représentations sociales du déchet et le rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers (DSM) dans la commune de Sèmè-Podji au Bénin. Elle vise, d'une part, à comprendre comment les déchets solides ménagers sont effectivement gérés dans ce contexte local, en examinant les dispositifs, les pratiques et les logiques d'organisation en place. D'autre part, elle cherche à identifier les rôles joués par les différents acteurs impliqués dans cette gestion – notamment les collectivités locales, les PME, les ONG et les femmes Gohotos du secteur informel – afin de mieux cerner leurs responsabilités et leurs interactions. Enfin, l'étude s'attache à mettre au jour les conceptions et représentations sociales que ces acteurs entretiennent à propos du déchet. Cette recherche repose sur une approche qualitative de type exploratoire. Des entretiens semi-directifs ont été menés, complétés par l'analyse documentaire puis traités à l'aide d'une analyse thématique visant à dégager les récurrences, différences et nuances dans les discours. Les résultats révèlent des représentations ambivalentes du déchet : tantôt perçu comme une nuisance, tantôt comme une ressource valorisable. Une autre vision identifiée, plus discrète mais significative, est celle du déchet vu comme objet magico-symbolique. Ces représentations influencent fortement les attitudes et les degrés d'implication des acteurs. Par ailleurs, l'étude met en évidence des limites institutionnelles, des tensions entre acteurs formels et informels, ainsi que la perception d'une faible coordination entre les parties prenantes. Cette recherche souligne l'importance de prendre en compte les dimensions sociales et culturelles dans la conception des politiques publiques en matière de gestion des déchets.

Mots clés : Représentations sociales, déchets solides ménagers, acteurs locaux, gestion des déchets, commune de Sèmè-Podji.

ABSTRACT

This research aims to explore the social representations of waste and the role of local actors in the management of household solid waste (HSW) in the municipality of Sèmè-Podji in Benin. It seeks, on the one hand, to understand how household solid waste is actually managed in this local context by examining the systems, practices, and organizational logics in place. On the other hand, it aims to identify the roles played by the various actors involved in this management—notably local authorities, SMEs, NGOs, and the Gohotos women in the informal sector—in order to better understand their responsibilities and interactions. Finally, the study seeks to uncover the conceptions and social representations that these actors hold regarding waste. This research is based on a qualitative exploratory approach. Semi-structured interviews were conducted, supplemented by document analysis, and then processed using thematic analysis aimed at identifying recurrences, differences, and nuances in the discourse. The results reveal ambivalent representations of waste: sometimes seen as a nuisance, sometimes as a resource that can be valued. Another identified perspective, more discreet but significant, is that of waste viewed as a magical-symbolic object. These representations strongly influence the attitudes and levels of involvement of the actors. Furthermore, the study highlights institutional limitations, tensions between formal and informal actors, as well as the perception of weak coordination among stakeholders. This research highlights the importance of taking social and cultural dimensions into account in the design of public policies for waste management.

Keywords: Social representations, solid household waste, local actors, waste management, municipality of Sèmè-Podji.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ix
RÉSUMÉ	xi
ABSTRACT.....	xiii
TABLE DES MATIÈRES.....	xv
LISTE DES TABLEAUX	xx
LISTE DES FIGURES	xxii
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES.....	xxiv
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE	3
1.1 UNE AUGMENTATION DE LA QUANTITÉ DE DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS EN AFRIQUE	3
1.2 SÈMÈ-PODJI, UNE VILLE DU BÉNIN, POURRAIT ÊTRE MARQUÉE PAR LA PROLIFÉRATION DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS, AVEC POTENTIELLEMENT DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT	5
1.2.1 Sèmè-Podji, une ville marquée par la prolifération des déchets solides ménagers ?.....	5
1.2.2 Des conséquences négatives sur l'environnement et la santé	6
1.3 GOUVERNANCE : CADRE LÉGISLATIF DE LA FILIÈRE DE LA GESTION DES DSM AU BÉNIN.....	8
1.4 LES ACTEURS LOCAUX DE LA GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS AU BÉNIN	10
1.4.1 Le rôle des collectivités locales dans la gestion des déchets solides ménagers.....	11
1.4.2 Le rôle du secteur formel privé dans la gestion des déchets solides ménagers et leur implication	12

1.4.3	Le rôle des ménages et leur participation dans la gestion des déchets solides ménagers	13
1.4.4	Le rôle des ONG et des organismes communautaires dans la gestion des déchets solides ménagers et leur faible implication	14
1.4.5	Le rôle du secteur informel dans la gestion des déchets solides ménagers	15
1.5	QUESTION DE RECHERCHE, ET RAISONS DU CHOIX DE CETTE PROBLÉMATIQUE	16
1.5.1	Question de recherche.....	16
1.6	PERTINENCE DE LA RECHERCHE	17
CHAPITRE 2 ÉTAT DE L'ART ET CADRAGE CONCEPTUEL.....		19
2.1	LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES	20
2.1.1	Historique et définitions des représentations sociales	21
2.1.2	Fonctions des représentations sociales.....	23
2.1.3	Les représentations sociales du déchet	24
2.2	LA NOTION DE DÉCHET ET LA GESTION DES DÉCHETS	26
2.2.1	Mode de la gestion des déchets.....	29
2.3	CE QUE DIT LA LITTÉRATURE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À LA GESTION DES DÉCHETS	31
2.3.1	Défis liés à la gestion des déchets ménagers dans les pays en voie de développement	31
2.3.2	Les opportunités liées à la gestion des déchets ménagers dans les pays en développement.....	33
2.4	GOUVERNANCE DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS DANS LES PED	35
2.4.1	Rôle et participation des acteurs du secteur informel à la gestion des déchets solides ménagers dans les PED.....	38
2.4.2	Participation et engagement des ménages dans le processus de gestion des déchets solides ménagers	41
2.5	RÉSUMÉ DES CONCEPTS CLÉS DE LA RECHERCHE.....	43
2.6	RETOUR SUR LA QUESTION ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	44
CHAPITRE 3 PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET METHODOLOGIE		47
3.1	PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE : LA COMMUNE DE SÈMÈ-PODJI.....	47

3.1.1	Historique de la Commune	47
3.1.2	Situation géographique et administrative	48
3.1.3	Cadre humain.....	52
3.1.4	Dynamique économique et sociale	54
3.2	MÉTHODOLOGIE	56
3.2.1	Population d'étude et échantillonnage.....	57
3.2.2	Collecte des données, stratégie d'enquête et d'analyse.....	59
3.2.3	Éthique de la recherche	61
3.2.4	Limites et difficultés rencontrées	62
CHAPITRE 4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS		65
4.1	LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DU DÉCHET	66
4.1.1	Déchet : une vision négative.....	66
4.1.2	Déchet vu comme une ressource	68
4.1.3	Le déchet magico-symbolique.....	69
4.2	LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA QUESTION DES DÉCHETS.....	70
4.2.1	Rôle et responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion des déchets	70
4.2.2	Collaboration et conflits entre acteurs	81
4.3	LE PROCESSUS DE GESTION DES DÉCHETS ET LES OPINIONS À SON ÉGARD	82
4.3.1	Les étapes du processus.....	83
4.3.2	Gouvernance et opinions sur le système de gestion des déchets.....	91
4.3.3	Principaux problèmes liés à la gestion des déchets selon les acteurs rencontrés et leurs propositions de solutions.....	95
CHAPITRE 5 INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS		107
5.1	LECTURE TRANSVERSALE DES RÉSULTATS	107
5.1.1	Collaboration entravée et zones de tension	108
5.1.2	Consensus autour des lacunes du système actuel	108
5.2	INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS À LA LUMIÈRE DU CADRE THÉORIQUE ET DES RECHERCHES EXISTANTES	110
5.2.1	Déchets : définitions et représentations sociales	110
5.2.2	Mode de gestion des déchets : défis et opportunités	112
5.2.3	Défis et opportunités liés à la gestion des déchets	113
5.2.4	Gestion participative des déchets solides ménagers	114

5.2.5 Pistes pour des recherches ultérieures.....	116
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	119
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	123
ANNEXE I GUIDE D'ENTRETIEN.....	130
ANNEXE II FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (FIC)....	134
ANNEXE III CERTIFICAT ÉTHIQUE.....	140

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste et définition des opérations de gestion des déchets selon Bergeron (2015).....	28
Tableau 2 : Liste des villages et quartiers de ville de la commune de Sèmè-Podji répartis par arrondissement.....	54

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Carte administrative du Bénin avec les départements	49
Figure 2: Département de l'Ouémé, division administrative.....	50
Figure 3: Carte administrative de la commune de Sèmè-Podji (Mairie de Sèmè-Podji, 2017).....	51
Figure 4: Répartition spatiale de la population de Sèmè-Podji.....	53

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

CA	Chef d'arrondissement
CeCPA	Centre de promotion agricole
CÉR	Comité d'éthique de la recherche
CFA	Communauté financière africaine
CPS	Centre de promotion sociale
DSM	Déchet solide ménager
GIE	Groupement d'intérêt économique
RGPH-4	Institut national de la statistique et de l'analyse économique
MDGL-Bénin	Ministère de la décentralisation et de la gouvernance locale du Bénin
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
PED	Pays en développement
PME	Petite et moyenne entreprise
PUGEMU	Programme d'urgence de gestion environnementale et milieu urbain
REP	Responsabilité élargie du producteur
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat

SGDS-GN	Société de gestion des déchets et de la salubrité du grand Nokoué
UQAR	Université du Québec à Rimouski
UN	United Nations

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'urbanisation rapide, la croissance démographique et la transformation des modes de consommation entraînent une accumulation de déchets dont les conséquences touchent à la fois l'environnement, la santé publique et la qualité de vie des habitants dans plusieurs villes africaines (Karak et al., 2012). Ainsi, la gestion des déchets solides ménagers (DSM) représente aujourd'hui un défi majeur pour les villes africaines en pleine expansion. La commune de Sèmè-Podji, située au sud-est du Bénin, n'échappe pas à cette dynamique. Elle est confrontée à une augmentation importante de la production de déchets, rendant la question de leur gestion à la fois urgente et complexe (Azonnakpo et al., 2020 ; Kpadenou, 2023).

Au-delà des aspects techniques et organisationnels, la gestion des déchets ne peut être comprise sans une attention particulière aux dimensions sociales qui y sont associées. Les représentations sociales, c'est-à-dire les images, croyances et attitudes partagées par les individus au sujet d'un phénomène, influencent profondément les comportements, les décisions politiques et les pratiques quotidiennes en matière de gestion des déchets (Dupré, 2013). Dans ce contexte, la présente étude se propose d'examiner les représentations sociales du déchet ainsi que le rôle des acteurs locaux dans la gestion des DSM à Sèmè-Podji.

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre comment les différents acteurs locaux perçoivent les déchets et s'engagent dans leur gestion. Les représentations qu'ils construisent autour du déchet influencent non seulement leurs actions, mais aussi les relations entre acteurs, les dynamiques de gouvernance et l'efficacité globale du système de gestion des déchets. Cette démarche se justifie par une double pertinence : scientifique, d'une part, car peu d'études traitent de ces enjeux au Bénin et plus précisément à Sèmè-Podji ; et sociale, d'autre part, car elle peut contribuer à l'élaboration de stratégies durables, participatives et adaptées au contexte local.

Ainsi, cette étude poursuit trois objectifs spécifiques :

1. Comprendre la manière dont les déchets solides ménagers sont gérés à Sèmè-Podji ;
2. Identifier les rôles des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers ;
3. Mettre au jour les conceptions et représentations du déchet des acteurs locaux de la commune.

Pour répondre à ces objectifs, une approche qualitative a été retenue. Elle repose sur la réalisation d'entretiens semi-structurés auprès de divers acteurs, ainsi qu'un traitement interprétatif des données récoltées. La rédaction de ce mémoire s'organise en cinq chapitres. Le chapitre 1 pose la problématique générale. Il aborde les enjeux actuels de la gestion des déchets solides ménagers en Afrique, avec un accent sur le contexte béninois et sur les difficultés rencontrées à Sèmè-Podji. Le chapitre 2 présente les notions clés et le cadre théorique. Il met en avant le concept de représentations sociales et souligne l'intérêt de cette approche dans l'étude des pratiques liées aux déchets. Le chapitre 3 décrit le terrain d'étude et la méthode utilisée. Il explique les outils de collecte des données, le profil des répondants et la stratégie d'analyse retenue. Le chapitre 4 et 5 présentent respectivement les résultats recueillis sur le terrain lors d'une enquête de terrain effectuée auprès de 18 acteurs locaux de la gestion des déchets dans la commune de Sèmè-Podji et la discussion des résultats.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE

Dans ce premier chapitre, nous montrerons qu'il y a une augmentation de la quantité de déchets solides ménagers (DSM) dans les grandes villes africaines, et que Sèmè-Podji, une commune du Bénin, semble également connaître cette réalité, ce qui aurait entraîné des conséquences sur l'environnement et la santé de la population dans cette ville. Face à cet enjeu, où différents types d'acteurs participent à la gestion des DSM, nous présenterons le cadre législatif de la filière, ensuite le rôle de ces acteurs. Enfin, nous présenterons la question de recherche et les raisons du choix de la problématique, la pertinence, ainsi que l'intention et les contributions de la recherche.

1.1 UNE AUGMENTATION DE LA QUANTITÉ DE DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS EN AFRIQUE

En Afrique, la quantité de déchets solides augmente de façon significative. De même, si les tendances actuelles se maintiennent, la production de DSM en Afrique continuera d'augmenter considérablement. Cette augmentation de la quantité de déchets solides est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la croissance démographique, l'urbanisation rapide, l'émergence de la classe moyenne, les changements dans les modes de consommation et de production des individus, ainsi que le commerce et le trafic de déchets à l'échelle mondiale (Karak et al., 2012). D'après les prévisions de la Banque mondiale en 2019, la production de DSM sur le continent pourrait tripler d'ici l'année 2050, passant de 174 millions de tonnes en 2016 à 516 millions de tonnes.

En effet, l'Afrique connaît une croissance démographique rapide. D'ici 2050, plus de la moitié de la croissance démographique mondiale se produira en Afrique (Nations Unies, 2022). Proportionnellement, le continent connaîtra les changements démographiques les plus forts. Par exemple, la population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050 (Nations Unies, 2022). Cependant, une population plus nombreuse entraîne une augmentation de la consommation, et par conséquent, de la production de déchets solides ménagers¹ (Eyebiyi, 2011).

En outre, l'urbanisation rapide semble entraîner des changements dans les modes de vie en Afrique. À mesure que de plus en plus de personnes migrent vers les zones urbaines à la recherche d'opportunités économiques, la concentration de la population dans ces zones peut entraîner une augmentation de la production de déchets : « Presqu'un Africain sur deux vivra dans les villes en 2025 » (UN- Habitat, 2011, cité dans Jacquemot, 2013). L'émergence d'une classe moyenne africaine, pourrait également avoir des implications sur la production de déchets solides ménagers (Jacquemot, 2013). Par conséquent, les changements dans les modes de consommation et de production peuvent également contribuer à cette dynamique. Ainsi l'influence des modèles de consommation occidentaux, caractérisés par une utilisation intensive des emballages et une obsolescence rapide des produits, pourrait aussi conduire à une production accrue de déchets (Karak et al., 2012).

Le Bénin, un des pays de l'Afrique de l'Ouest, n'est pas en marge de cette réalité de hausse de la quantité de déchets ménagers. Ce pays a 12 départements subdivisés en 77 communes. Sèmè-Podji est l'une de ses communes. Selon Kpadenou (2023), cette commune connaît également une augmentation de sa population ainsi qu'une urbanisation rapide, ce qui aurait entraîné une augmentation de la quantité de DSM avec des conséquences sur l'environnement et la santé de la population dans cette commune.

¹ Par déchets solides ménagers (DSM), nous entendons les déchets non liquides ni biomédicaux produits par les habitants, les espaces publics et les établissements non industriels.

1.2 SÈMÈ-PODJI, UNE VILLE DU BÉNIN, POURRAIT ÊTRE MARQUÉE PAR LA PROLIFÉRATION DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS, AVEC POTENTIELLEMENT DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

1.2.1 Sèmè-Podji, une ville marquée par la prolifération des déchets solides ménagers ?

Comme nous l'avons souligné précédemment, Sèmè-Podji est l'une des cinq villes phares du Bénin. En moins de dix ans, la population de cette commune a doublé (RGPH-4, 2013). Elle fait frontière avec le Nigéria, la plus grande puissance économique de l'Afrique, et fait partie de l'axe Abidjan-Lagos, ce qui transforme cette ville en un centre important de commerce et d'échange (RGPH-4, 2013). En 2021, cette commune comptait 280 241 habitants et elle était composée de 68,1 % de citoyens (RGPH-5, 2023), entraînant donc une augmentation de la consommation et, par conséquent, de la production de DSM (Kpadenou, 2023). De même, son dynamisme démographique s'expliquerait en partie par sa position géographique qui lui permet d'offrir des terrains disponibles et d'attirer les résidents du Grand Nokoué² (RGPH-4, 2013). Cette ville connaît une urbanisation rapide entraînant une augmentation de déchets produits. Par exemple, on observe plus de 84 dépotoirs sauvages dans la commune, évalués à plus de 4208 tonnes de déchets en 2013 (Kpadenou, 2023). La situation se serait légèrement améliorée avec l'arrivée du projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain (PUGEMU) et de la société de gestion des déchets et de la salubrité du grand Nokoué (SGDS-GN SA), mais selon l'auteur, il existe encore des dépotoirs sauvages d'ordures à plusieurs endroits (Kpadenou, 2023).

Malgré l'existence de divers textes réglementaires et les interventions de différentes entreprises, la question de l'assainissement de l'environnement, et plus spécifiquement celle de la gestion des déchets solides ménagers (DSM), reste une préoccupation majeure pour les populations vivant dans les quartiers périphériques et densément peuplés de la commune.

² Le Grand Nokoué est le nom donné à l'ensemble des communes de Cotonou, Porto-Novo, Ouidah, Abomey-Calavi et Sèmè-Podji, situées dans le sud du Bénin, autour du lac Nokoué. Ces communes forment une agglomération qui représente le principal pôle économique, politique et culturel du pays.

Selon les enquêtes menées dans le cadre de l'analyse de durabilité de la ville de Sèmè-Podji, elle continue de faire face à un enjeu majeur lié à la gestion des DSM, qui vient après les inondations (Azonnakpo et al., 2020 ; Kpadenou, 2023). Kpadenou a souligné que « les ouvrages prévus pour l'assainissement de la ville souffrent de dysfonctionnement car obstrués par les déchets, empêchant les eaux d'atteindre leur exutoire » (2023, p. 8). Il complète en disant que certaines populations ne sont pas abonnées aux services de pré-collecte des DSM et s'occupaient eux-mêmes de leurs déchets sans nécessairement suivre les mesures prescrites. Dans cette commune, jusqu'en 2022, près de 78,1 % des ménages se débarrassaient de leurs déchets domestiques en les jetant dans l'environnement, sur des sites d'élimination non autorisés ou directement dans les rues (Kpadenou, 2023).

1.2.2 Des conséquences négatives sur l'environnement et la santé

Effets des déchets sur la santé et l'environnement

Plusieurs auteurs ont montré que l'augmentation des DSM couplée avec la manière actuelle dont sont gérés les déchets auraient entraîné des conséquences graves sur l'environnement et la santé de la population (Ayimadé, 2024 ; Azonnakpo et al., 2020). Les auteurs Kondoh et al. (2019) ont aussi abordé le sujet à travers plusieurs types de pollution, à savoir : la pollution atmosphérique, la pollution hydrique et la pollution terrestre. Selon eux la pollution atmosphérique est due aux émissions de gaz à effet de serre provenant de la décomposition des déchets organiques et de l'incinération des déchets. De même, les pratiques qui consistent à brûler les déchets à ciel ouvert contribuent aux changements climatiques, qui provoquent des inondations dans certains milieux (Ayimadé, 2024). Quant à la pollution hydrique, selon Kondoh et al. (2019), elle est due au ruissellement des déchets vers les sources d'eau, ce qui pourrait entraîner la contamination des lacs. Pour ce qui est de la pollution terrestre, ces mêmes auteurs ont souligné qu'elle est due à l'accumulation des déchets sur les sols, ce qui pourrait entraîner la propagation des maladies. Les déchets représentent ainsi une véritable menace pour la biodiversité et les ressources naturelles (Kondoh et al., 2019). Ils créent

également une détérioration générale de l'aspect des lieux (Ayimadé, 2024 ; Kondoh et al., 2019 ; Koledzi et al., 2014).

Les déchets peuvent aussi causer des problèmes de santé publique en raison de la pollution de l'air, ainsi que de la propagation de maladies (Kondoh et al., 2019 ; Koledzi et al., 2014 ; Gbinlo, 2010). Ils sont très dangereux s'ils ne sont pas traités correctement car ils contiennent souvent des substances nocives qui peuvent causer des cancers, des malformations, des troubles neurologiques ou hormonaux (Koledzi et al., 2014).

De plus pour les auteurs Koné-Bodou et al. (2019), les déchets ont un impact sur la santé à travers des risques infectieux, toxiques et allergiques. Selon ces auteurs, ces risques sont liés à la multiplication des agents pathogènes, et à l'exposition aux substances chimiques. Nous retenons que l'augmentation de la quantité de DSM dans cette commune entraîne des conséquences graves sur l'environnement et la santé.

Situation spécifique de la commune de Sèmè-Podji

Sèmè-Podji est une zone côtière située au milieu d'un ensemble de masses d'eau formé par le lac Nokoué, la lagune de Porto-Novo, le fleuve Ouémé et l'océan Atlantique (RGPH-4, 2013, cité dans Kpadenou, 2023). On assiste ainsi à des conséquences négatives sur l'environnement et plusieurs cas de maladies dans cette région du Bénin (Ayimadé, 2024 ; Azonnakpo et al., 2020). Les déchets, notamment les plastiques, affectent également la qualité de l'eau, et les activités économiques liées à l'eau, comme la pêche et l'agriculture (Kondoh et al., 2019). Selon Ayimadé (2024) et Azonnakpo et al. (2020), la proximité de ces milieux aquatiques rend la commune vulnérable à la pollution hydrique. Le ruissellement des déchets vers ces plans d'eau pourrait entraîner une contamination, avec des répercussions sur la santé des populations et les activités économiques locales.

Les pratiques de brûlage à ciel ouvert sont également observées dans la commune. Selon Kpadenou (2023), ces pratiques contribuent à la dégradation de la qualité de l'air et

pourraient avoir un impact sur la santé respiratoire des habitants, bien que les données locales précises sur ces effets restent limitées.

Compte tenu de ces éléments, la gestion des DSM est un sujet crucial pour le développement durable dans la commune de Sèmè-Podji, et a attiré et continue d'attirer l'attention des dirigeants, spécialistes et différents chercheurs (Ayimadé, 2024). De ce fait, des actions sont menées par des dirigeants, et par la population locale pour réduire les effets négatifs de l'augmentation de la quantité de déchets solides ménagers et améliorer la santé et le cadre de vie des populations. D'après les recherches empiriques, la gestion des DSM nécessite une bonne gouvernance et fait intervenir divers acteurs qui participent et développent des stratégies en fonction de leur position (Banerjee et Sarkhel, 2020).

1.3 GOUVERNANCE : CADRE LÉGISLATIF DE LA FILIÈRE DE LA GESTION DES DSM AU BÉNIN

Plusieurs textes et lois du Bénin encadrent la gestion des déchets solides et c'est sur eux que repose la réglementation des DSM au Bénin. Ainsi la Constitution béninoise du 11 décembre 1990 en son article 27 stipule : « Toute personne a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et a le devoir de le défendre, de même l'État veille à la protection de l'environnement » (Constitution béninoise, 1990). Cette loi exprime ainsi le principe du droit à un environnement propre et sain, qui est reconnu par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Toute personne a donc le droit de vivre dans un environnement propre, sain et durable qui ne compromet pas sa santé ou sa qualité de vie dans une région donnée. Ce droit exige également le respect et la protection de l'environnement, ainsi que l'élimination de sa pollution et de sa dégradation. Les États ont donc l'obligation de protéger l'environnement en appliquant les lois et réglementations et en mettant aussi en place des actions pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant le développement durable.

Du même souffle, la loi n° 98-030³ (1999) portant loi-cadre sur l'environnement, en ses articles 65 à 73, définit toutes les activités en matière de gestion des DSM. Elle précise clairement que les déchets doivent être traités correctement, pour supprimer ou diminuer le plus possible leurs impacts négatifs sur la santé humaine, les ressources naturelles, et la qualité de l'environnement. De même, le décret n° 2003-332 du 27 août 2003⁴ portant sur la gestion des déchets solides en République du Bénin, souligne la nécessité de réduire, de valoriser, d'éliminer et de transférer les déchets de manière contrôlée.

La responsabilité de la gestion des déchets est fixée par une autre loi (du 21 septembre 1987), la loi n° 87-015 portant Code d'hygiène publique et gestion des déchets en République du Bénin, définit le cadre global de la gestion des DSM. Selon cette loi, il est interdit de jeter ou de brûler de manière inappropriée des déchets de toute nature (ordures, débris, eaux usées, graisses, huiles usagées, véhicules hors d'usage) sur la voie publique. Cette loi impose également que les décharges contrôlées soient situées à au moins cinq kilomètres des habitations les plus proches et à au moins cinquante mètres d'une source d'eau. Le code d'hygiène publique proscrit par ailleurs le mélange des déchets solides ménagers avec les déchets provenant des abattoirs et les « produits toxiques ou pharmaceutiques ».

Toutefois, l'Assemblée nationale du Bénin a récemment actualisé cette loi en janvier 2022⁵ pour prendre en compte les nouveaux enjeux en matière de santé publique et d'amélioration du cadre de vie des populations. Ainsi le jeudi 20 janvier 2022, la loi n° 2022-04 a été votée et intègre les questions relatives aux rôles des collectivités décentralisées dans la promotion de l'hygiène et l'amélioration de l'environnement.

³ [Loi N° 98-030 du 12 février 1999 | Secrétariat général du Gouvernement du Bénin](#), consulté le 31 décembre 2023

⁴ [Décret n°2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides en République du Bénin. - Légibénin \(legibenin.net\)](#) consulté le 31 décembre 2023

⁵ [Assemblée Nationale : La loi portant hygiène publique adoptée | Gouvernement de la République du Bénin](#) consulté le 31 décembre 2023

Une autre loi porte sur l'organisation des communes en République du Bénin. C'est la loi n° 97-02 du 15 janvier 1999. Elle stipule que « les communes ont la charge de la collecte et du traitement des déchets solides autres que les déchets industriels ». Ainsi les communes sont responsables et doivent s'occuper de l'environnement, de l'hygiène et de la propreté de leur région.

Cependant, pour donner un souffle aux autorités locales et municipales, le gouvernement du Bénin a créé en novembre 2018 par le décret n° 2018-542 du 28 novembre 2018 une Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité dans le Grand Nokoué (SGDS-GN SA)⁶. Cette dernière a pour mission d'accompagner les collectivités locales dans leur stratégie d'assainissement dans leurs localités respectives. Ainsi cette société a pour mission la collecte, le tri, le recyclage, le traitement et la valorisation des déchets dans cinq communes du Grand Nokoué que sont Cotonou, Porto-Novo, Ouidah, Sèmè-Podji et Abomey-Calavi. Depuis le démarrage des activités de cette société jusqu'en 2022, seulement 450 000 ménages bénéficient du service d'enlèvement des ordures dans ces cinq villes (Ayimadé, 2024). Malheureusement la capacité de la société ne couvre pas toutes les villes situées dans le grand Nokoué et cette dernière manque d'équipement et rencontre plusieurs perturbations⁷.

1.4 LES ACTEURS LOCAUX DE LA GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS AU BÉNIN

La gestion des déchets ne relève pas uniquement des autorités locales; elle implique également d'autres acteurs tels que les citoyens, les entreprises formelles et informelles, et les associations locales (Dansou et Odoulami, 2017; Eyebiyi, 2011).

⁶ SGDS-GN | Société Gestion des Déchets et de la Salubrité du Grand Nokoué

Consulté le 15 septembre 2023

⁷ Perturbation dans la collecte des déchets : les raisons avec Valery LAWSON, DG/SGDS-GN - YouTube

Le décret 2003-332⁸, portant gestion des DSM en République du Bénin, a défini les différents acteurs au niveau local qui jouent des rôles importants dans la gestion des déchets solides ménagers. Il s'agit des collectivités locales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organismes communautaires. Les ménages et les acteurs du secteur informel participent eux aussi à la gestion des DSM (Dansou et Odoulami, 2017; Eyebiyi, 2011). Le secteur informel joue également un rôle non négligeable dans le recyclage des déchets, bien qu'il n'y ait pas de politique spécifique pour soutenir ce secteur (Dansou et Odoulami, 2017).

1.4.1 Le rôle des collectivités locales dans la gestion des déchets solides ménagers

La loi n°98-007 du 15 janvier 1999⁹ au Bénin a permis aux collectivités locales d'avoir une personnalité juridique et une autonomie financière et elles sont considérées comme des entités distinctes avec des droits et des responsabilités juridiques. Leur capacité d'agir en tant que personne morale leur permet de prendre des décisions importantes pour leur région. De plus, elles ont le pouvoir de gérer leurs propres finances, de percevoir des impôts ou des revenus locaux, et de prendre des décisions de manière indépendante par rapport à l'autorité centrale. Elles fournissent aussi des services de gestion des déchets ménagers de leurs localités. Bien que la décentralisation ait renforcé le rôle des collectivités locales et municipales dans la gestion des DSM, l'efficacité globale de ce secteur est entravée par plusieurs faiblesses (Eyebiyi, 2011 ; Kpadenou, 2023).

Cependant, les autorités locales seraient confrontées à des difficultés en raison de la quantité croissante de déchets domestiques. Elles auraient souvent du mal à financer les infrastructures de gestion des DSM, en partie en raison de la pression exercée sur les budgets publics par d'autres priorités, telles que la santé et l'éducation (Gnessi et Kibora, 2019). On

⁸ Décret n°2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides en République du Bénin. - Légibénin (legibenin.net) consulté le 15 septembre 2023

⁹ Loi N° 98-007 du 15 janvier 1999 | Secrétariat général du Gouvernement du Bénin

Consulté le 15 septembre 2023

assisterait également aux problèmes de ressources humaines et techniques, de corruption et de communication qui freinent le développement de cette activité de gestion de DSM (Eyebiyi, 2011 ; Gnessi et Kibora, 2019).

Selon certains auteurs, cette situation affectant les autorités locales aurait engendré la présence d'autres acteurs formels privés ou informels dans la gestion des déchets solides ménagers (Eyebiyi, 2011 ; Gbinlo, 2010; Gnessi et Kibora, 2019).

1.4.2 Le rôle du secteur formel privé dans la gestion des déchets solides ménagers et leur implication

Il existe des entreprises privées au Bénin qui achètent les matières recyclées auprès des habitants et font l'exportation de ces métaux recyclés vers d'autres pays (Kpadenou, 2023). Elles sont des semi-grossistes et grossistes et emploient de jeunes détaillants appelés « Gan gblé gblé hôtô ¹⁰» qui font le recyclage des métaux, des appareils électroniques qui sont dans des tas d'ordures. Ces entreprises offrent aussi des perspectives et d'occasions d'emploi aux jeunes les plus démunis.

De plus, certaines organisations non gouvernementales se sont transformées en des petites et moyennes entreprises (PME) depuis l'arrivée du PUGEMU et œuvrent pour la plupart dans la pré-collecte et le recyclage des déchets (Ayimadé, 2024 ; Gbinlo, 2010). Cette transformation était une exigence pour avoir accès aux contrats. Aussi depuis l'année 2018, la majorité de ces entreprises sont recrutées pour travailler avec la société SGDS-GN SA et assurer la pré-collecte des déchets solides (Kpadenou, 2023). Selon le même auteur, ces PME sont rémunérées à un prix fixé par tonnes de déchets collectés, ce qui les motive à collecter le plus de déchets. Ces entreprises rencontreraient cependant beaucoup de difficultés,

¹⁰ « Gan gblé gblé hôtô » signifie « un acheteur de métaux recyclés » en goun, une langue locale au Bénin.

attribuées à l'absence ou au manque d'instruments et de financement adéquats, mais surtout de l'état dégradé des routes dans ces villes du Bénin (Ayimadé, 2024 ; Kpadenou, 2023).

1.4.3 Le rôle des ménages et leur participation dans la gestion des déchets solides ménagers

L'une des étapes présentées comme une clé de la gestion des DSM est le tri à la source (Dansou et Odoulami, 2017; Gbinlo, 2010; Mangenda et al., 2020; Sangaré, 2012). Selon plusieurs auteurs, cette étape de la gestion des déchets se réalise au sein du ménage et revient la plupart du temps aux ménages résidant dans les maisons et agglomérations (Monqid, 2011; Gbinlo, 2010). Cependant, au Bénin, des études indiquent que certains habitants des quartiers riches comme pauvres trouvent souvent la pratique du tri difficile à appliquer (Gbinlo, 2010; Kpadenou, 2023). Notons également l'absence de bacs à ordures pour faciliter la tâche aux ménages (Kpadenou, 2023).

D'après plusieurs autres auteurs, on note aussi la faible participation des citoyens dans les activités de gestion de DSM (Dansou et Odoulami, 2017; Gbinlo, 2010; Mangenda et al., 2020; Sangaré, 2012). De plus, certaines personnes percevraient que la gestion des déchets relève -principalement des autorités publiques, - et ne se sentiraient pas responsables de cette tâche (Monqid, 2011).

En ce sens, d'autres auteurs soulignent que certains habitants refusent de s'abonner aux structures de pré-collecte et qu'ils ont souvent recours à la pratique de la combustion des déchets à l'air libre (Gbinlo, 2010; Kpadenou, 2023). Ces auteurs observent, dans de nombreux quartiers, que les ménages ont tendance à jeter leurs déchets dans des endroits inappropriés, tels que les rues, les caniveaux ou les cours d'eau, plutôt que d'utiliser les bacs de collecte (Dansou et Odoulami, 2017).

1.4.4 Le rôle des ONG et des organismes communautaires dans la gestion des déchets solides ménagers et leur faible implication

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent aussi des rôles dans la gestion des déchets, et cela est présenté comme particulièrement le cas dans les pays en développement (PED) (Eyebiyi, 2011; Kpadenou, 2023). Il s'agit des structures responsables de la sensibilisation et de la pré-collecte. Elles peuvent déplacer les déchets des maisons vers les endroits de dépôts nommés points de regroupement, organiser des campagnes de nettoyage. Ces organismes reçoivent l'autorisation d'exercer grâce aux communes, mais ne reçoivent pas de paiement venant de ces communes pour leurs activités de gestion des déchets (Kpadenou, 2023; Lafore, 2010). De même, elles interviennent pour la plupart dans l'éducation et la sensibilisation de la population, notamment auprès des jeunes, sur l'importance de la gestion des déchets et la préservation de l'environnement (Dansero et al., 2015). Au Bénin, l'association « Gbobêto¹¹ », créée en 2018, intervient dans le recyclage au des points de regroupement des déchets. Cette association « " Gbobêto " mène des activités de formation technique et sanitaire, de renforcement des capacités de gestion et d'accompagnement à l'insertion dans un système de protection sociale » (Kpadenou, 2023, p.17). C'est grâce aux paiements des factures des abonnements des populations locales que ces structures arrivent à financer leurs activités et elles cherchent souvent à renforcer leur partenariat avec les autorités locales (Gbinlo, 2010). Ces organisations rencontrent des difficultés, surtout d'ordre financier à cause du faible taux d'abonnement des populations locales (Eyebiyi, 2011; Kpadenou, 2023).

¹¹ « Gbobêto » signifie « ramasseur d'ordures » en goun une langue locale du Bénin

1.4.5 Le rôle du secteur informel dans la gestion des déchets solides ménagers

Bien que le rôle des acteurs du secteur formel puisse parfois être perçu comme limité, certains auteurs ont souligné la contribution du secteur informel dans la gestion des déchets ménagers au Bénin (Eyebiyi, 2011 ; Kpadenou, 2023).

Les acteurs du secteur informel dans la gestion des déchets sont des pré-collecteurs qui n'ont pas d'autorisation. Leurs clients semblent des individus qui ne sont pas abonnés ou qui ont rompu leur contrat avec une ONG (Eyebiyi, 2011 ; Topanou, 2012). Souvent on les appelle des clandestins et on les accuse de concurrence déloyale (Topanou, 2012). Les déchets que ces types d'acteurs ramassent sont souvent jetés sur les bords des lagunes, le long des routes, dans des caniveaux etc.

Par ailleurs, une autre part du secteur informel est composé des femmes qui achètent et revendent les plastiques et bouteilles recyclées (Kpadenou, 2023). Selon l'auteur, c'est une activité des femmes dites « Gohoto ¹²» qui interviennent dans les marchés à un prix variant selon la contenance des bouteilles et des plastiques recyclées. C'est un groupe informel, exclusivement féminin, qui jouerait un rôle crucial dans la collecte et le recyclage des bouteilles (Kpadenou, 2023). Selon la Fondation GNIDEHOUE (2023), ces femmes sont les pionnières dans le domaine de la collecte, du traitement et de la commercialisation des emballages plastiques de toutes sortes et que leur contribution est essentielle pour la gestion efficace des déchets solides ménagers au Bénin.

Le secteur informel semble accompagner le secteur formel dans le recyclage des déchets ménagers dans les pays en développement comme le Bénin. En revanche, selon les auteurs s'y étant penché, ce secteur n'est pas soutenu ni valorisé par les autorités locales, et au contraire, ce secteur est souvent ignoré par les pouvoirs locaux, car il n'y a pas de politique spécifique pour soutenir les acteurs de ce secteur (Eyebiyi, 2011 ; Topanou, 2012).

¹²«Gohoto» signifie « acheteur de bouteilles recyclées » en Goun, une des langues locales parlée au Bénin

Ainsi, différents acteurs jouent un rôle clé dans la réduction des volumes de déchets. Cependant, les rôles de ces derniers sont influencés par des réalités et des représentations sociales (Dupré, 2013). Ces représentations sont les images, les croyances, les valeurs et les attitudes que ces acteurs associent aux déchets et à leur gestion, et qui influencent leurs comportements, leurs attitudes, leurs pratiques et plus encore les systèmes de gestion (Dupré, 2013).

1.5 QUESTION DE RECHERCHE, ET RAISONS DU CHOIX DE CETTE PROBLÉMATIQUE

1.5.1 Question de recherche

Pour faire face aux enjeux de la gestion de DSM au Bénin et en particulier dans la commune de Sèmè-Podji, il est essentiel de comprendre la façon dont les DSM sont gérés dans la commune, comprendre le rôle de chacun des acteurs locaux, et comment ces acteurs se représentent le déchet et la gestion des DSM.

Provisoirement, notre recherche a pour question principale : Comment les déchets solides ménagers sont-ils gérés à Sèmè-Podji, quel est le rôle des acteurs locaux dans ce système et quels sont les représentations sociales du déchet de ces derniers qui influencent leur participation et engagement dans la gestion des déchets ménagers ?

De cette question principale, il découle trois autres qui sont plus spécifiques, à savoir :

- A- Comment les déchets ménagers sont-ils actuellement gérés à Sèmè-Podji ?

- B- Quelles sont les rôles spécifiques de chaque acteur local dans ce système de gestion à Sèmè-Podji ?

- C- Quelles sont les représentations sociales du déchet de ces acteurs locaux ; peuvent-elles influencer leur travail dans ce système de gestion ?

1.6 PERTINENCE DE LA RECHERCHE

En ce qui est de la pertinence de la recherche, nous l'aborderons sous deux angles : social et scientifique.

La gestion des DSM constitue un enjeu majeur pour les villes en développement, notamment à Sèmè-Podji. La pertinence sociale de ce sujet de recherche est multiple : la gestion actuelle des déchets entraîne des conséquences néfastes sur la santé publique et l'environnement (Kondoh et al., 2019). En dépit des efforts des acteurs et des citoyens de la région, la commune de Sèmè-Podji pourrait faire face à une croissance et l'accumulation des déchets solides ménagers, particulièrement dans les zones défavorisées (Kpadenou, 2023). L'étude des représentations sociales permettra de comprendre les perceptions et les pratiques des acteurs locaux permettant d'identifier certains facteurs pour améliorer la gestion des DSM.

L'étude des représentations sociales du déchet pourrait aussi jouer un rôle important dans l'élaboration de stratégies pour engager davantage chaque type d'acteurs. Rappelons que la gestion des DSM est d'une importance capitale pour les villes en développement telles que Sèmè-Podji, qui a une forte croissance démographique et une augmentation rapide de la production de déchets solides domestiques. La manière dont les déchets sont gérés a un effet sur la qualité de vie et la santé des habitants, et peut aussi perpétuer des injustices spatiales et environnementales (Dansou et Odoulami, 2017; Kpadenou, 2023).

Ainsi, la recherche sur les représentations sociales du déchet des acteurs à Sèmè-Podji est socialement pertinente, car elle pourrait offrir des perspectives pour améliorer la gestion des DSM dans cette région du Bénin. Elle pourrait aussi fournir des données empiriques pour les décideurs, aider à protéger l'environnement et améliorer la compréhension des aspects sociaux de ce problème.

Scientifiquement, cette recherche pourrait éclairer les politiques publiques afin de contribuer à l'élaboration de stratégies de développement durable. En articulant les dimensions environnementales, sociales et institutionnelles, cette recherche pourrait contribuer à une approche du développement durable. Dans le même temps, il existe peu d'études qui portent

sur la représentation sociale du déchet au Bénin et précisément dans la commune de Sèmè-Podji. Cette première incursion permettra, nous l'espérons, d'amorcer une prise de conscience sur la question et sur la complexité de la gestion des déchets.

En conclusion de ce premier chapitre, nous avons mis en lumière la problématique de l'augmentation et de l'accumulation des DSM dans les métropoles africaines, un phénomène dont la commune de Sèmè-Podji au Bénin ne semble pas épargnée. Plusieurs autres facteurs pourraient être à l'origine de l'aggravation du problème lié aux déchets, parmi lesquels on peut mentionner la croissance démographique, l'urbanisation ainsi que l'implication variable des acteurs locaux qui interviennent dans la gestion des déchets (Azonnakpo et al., 2020; Kpadenou, 2023).

Nous avons également exploré le cadre législatif au Bénin qui emprunte les termes de réduction et valorisation des déchets, d'éliminer et de transférer de manière contrôlée, de restaurer les sites pollués ou celui de prévenir les risques liés aux déchets. Ce cadre donne quelques pouvoirs aux communes de gérer leur territoire et précisément les déchets solides ménagers de leurs localités, de même que l'implication et participation des différents acteurs dans la filière des déchets.

Nous avons également abordé le paysage complexe des acteurs impliqués dans la gestion des DSM au Bénin, en mettant en évidence le rôle spécifique des collectivités locales, des PME, ONG et organismes communautaires, ainsi que des acteurs du secteur informel. Nous avons mentionné que chacun de ces acteurs joue un rôle essentiel, bien que leurs capacités soient souvent limitées

Provisoirement, notre question de recherche souhaite comprendre comment les déchets solides ménagers sont-ils gérés à Sèmè-Podji, quel est le rôle des acteurs locaux dans ce système et quels sont les représentations sociales du déchet de ces derniers qui influencent leur participation et engagement dans la gestion des déchets ménagers. Tournons maintenant notre regard vers le deuxième chapitre. Ce chapitre s'attachera à définir le cadre théorique et conceptuel des termes utilisés dans la question de recherche, et qui ensuite sous-tendra la suite de la démarche de recherche.

CHAPITRE 2

ÉTAT DE L'ART ET CADRAGE CONCEPTUEL

Ce chapitre est composé de deux sections distinctes.

La première souhaite présenter le concept de représentations sociales, qui est au cœur de notre question de recherche. Nous présenterons les principales acceptions de ce terme, et la manière dont il est appliqué à la question des déchets.

Dans un second temps, le chapitre présentera le terme de « gestion des déchets » et comment il est défini dans la littérature techno-scientifique. À la suite, nous nous attarderons à présenter les recherches récentes traitant de cette question dans des pays comparables au Bénin. Nous les nommons « pays en voie de développement ». Ces pays sont caractérisés par une croissance économique instable, un accès limité aux services de base (éducation, santé, eau potable), et dont les indicateurs économiques sont inférieurs à ceux des pays dits développés (Nations Unies, 2022).

Nous avons réalisé une recension d'écrits afin de comprendre comment les scientifiques, en sciences sociales et de la gestion, présentent la situation actuelle de la gestion des déchets solides ménagers (DSM).

Au final, ce cadrage nourrira notre réflexion pour opérationnaliser la question de recherche et l'affiner. L'issue de cette réflexion sera présentée à la fin de ce chapitre.

2.1 LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

L'approche des représentations sociales relève des sciences sociales : psychologie sociale, la sociologie, l'anthropologie, la communication et à d'autres domaines. Elle a été introduite par Serge Moscovici en 1961, qui a défini les représentations sociales comme des formes de connaissance, de pensée et de communication qui permettent aux individus et aux groupes de se représenter la réalité sociale et d'agir sur elle (Jodelet, 2003). Selon cette approche, les représentations sociales sont basées sur des expériences, des interactions, des influences et des informations reçues par les individus et les groupes de leur environnement social (Jodelet, 2003). Les représentations sociales sont aussi organisées et structurées, et hiérarchisées par des principes cognitifs et affectifs. Les représentations sociales ont une fonction cognitive, en aidant à comprendre et à expliquer la réalité sociale, une fonction identitaire, en exprimant les valeurs, les normes et les appartenances des individus et des groupes, et une fonction d'orientation, en guidant les comportements, les attitudes et les pratiques des individus et des groupes (Gaymard, 2021).

L'approche des représentations sociales peut être mobilisée pour étudier le déchet comme un objet social soumis à diverses représentations de la part des acteurs locaux. Cela peut également permettre de comprendre comment ces représentations se forment, se transmettent, se modifient et s'influencent mutuellement. De plus, elle peut expliquer comment ces représentations affectent la participation et l'engagement des acteurs locaux dans la gestion des déchets, ainsi que leurs relations avec les autres acteurs.

L'approche des représentations sociales présente plusieurs avantages pour analyser la problématique de recherche. En effet, cette approche prend en compte les aspects subjectifs, symboliques et culturelle de la réalité sociale, qui sont souvent négligées par les approches plus objectives. Elle permet également de comprendre la diversité, la complexité et la dynamique des représentations sociales, qui sont liées aux caractéristiques, aux contextes et aux situations des acteurs locaux.

2.1.1 Historique et définitions des représentations sociales

2.1.1.1 Historique

Dans son ouvrage intitulé « *La psychanalyse, son image et son public* » Serge Moscovici (1961) aborde pour la première fois le sujet des représentations sociales et de leur caractère complexe. Pour lui « Les représentations sociales sont des entités presque tangibles. Elles circulent, se croisent et se cristallisent sans cesse à travers une parole, un geste, une rencontre, dans notre univers quotidien » (Moscovici, 1961, p.39). Cependant, il souligne que le concept de représentations sociales est difficile à définir à cause de sa position mixte au croisement de concepts sociologiques et psychologiques (Moscovici 1961 cité dans Gaymard, 2021).

Moscovici (1961) a fait référence à Émile Durkheim (1898), qui considérait les représentations sociales comme « une catégorie générale de phénomènes, qui englobe à la fois des éléments psychologiques et sociaux tels que la science, l'idéologie et le mythe » (Moscovici, 1961, p.37). Pour Moscovici, c'est à ce dernier que l'on doit la création du concept des « représentations collectives » et « représentations individuelles ». Gaymard (2021) a précisé aussi dans son ouvrage « *les fondements des représentations sociales* » qu'on retrouve « les racines du concept de représentations sociales dans la distinction faite par Durkheim (1858-1917) entre représentations individuelles et représentations collectives » (Gaymard, 2021, p. 15). Cependant le concept de représentation sociale se différencie du concept de représentation collective par le caractère changeant et actif, de même il prend en compte les différentes connaissances partagées par des sous-groupes au sein des sociétés occidentales contemporaines (Moscovici, 1961). De plus Moscovici suggère qu'une meilleure compréhension des représentations sociales nécessite de les différencier des concepts similaires, tels que les mythes (Moscovici, 1961).

2.1.1.2 Conceptualisation

Guimelli (1999) dans son article, explique que « les représentations sociales constituent une modalité particulière de la connaissance, généralement qualifiée de "connaissance de sens commun", dont la spécificité réside dans le caractère social des processus qui les produisent » (p.63). Elles englobent toutes les croyances, connaissances et opinions créées et partagées par les membres d'un groupe en ce qui concerne un objet social spécifique (Guimelli, 1999).

Jodelet (1989) quant à elle, souligne que la notion de représentation sociale revêt différentes significations en fonction des disciplines des sciences humaines et sociales. Elle reconnaît « le concept complexe et ordonné comportant des éléments informatifs, cognitifs, idéologiques, normatifs, des croyances, des valeurs, des opinions à la base des comportements humains » (Jodelet, 1985, cité dans Fournier, 2011, p.17). Pour Jodelet (2003) le concept de représentation sociale désigne un ensemble de connaissances, de croyances, d'attitudes et d'opinions partagées au sein d'un groupe social, construites et transformées à travers des processus de communication et de partage de connaissances.

Ce sont donc « des interprétations de la réalité et des phénomènes complexes qui permettent à l'individu d'interpréter et d'expliquer le monde, et ainsi de se situer dans un environnement et de le maîtriser » (Jodelet, Moulin et Scipion, 1997 cité dans Dupré, 2013, p.182).

Nous retenons dans le cadre de notre travail l'approche de Jodelet (2003). Ainsi le concept de représentation sociale désigne un ensemble de connaissances, de croyances, d'attitudes et d'opinions partagées au sein d'un groupe social, construites et transformées à travers des processus de communication et de partage de connaissances. Cette définition a été choisie à cause de sa capacité à saisir la nature collective, dynamique, et sociale des représentations sociales. C'est un outil important pour appréhender les processus de pensée et de perception de différents acteurs.

2.1.2 Fonctions des représentations sociales

Les représentations sociales désignent la façon dont les individus construisent et partagent des idées, croyances et connaissances sur des sujets au sein de leur société (Gaymard, 2021). Les interactions sociales influencent donc les représentations sociales, et les représentations sociales sont le reflet de comment les gens arrivent à comprendre le monde qui est autour d'eux. Les représentations sociales sont nécessaires pour comprendre les individus, leurs positionnements dans la société, mais surtout leurs différentes manières d'interpréter et d'expliquer les sujets complexes. Elles jouent un rôle important dans la construction de l'identité sociale, la communication, l'orientation et la justification des comportements des individus.

Les fonctions des représentations sociales sont multiples et complexes (Gaymard, 2021). Abric (2008) met en évidence quatre fonctions essentielles associées au concept des représentations sociales qui sont :

- Une fonction de savoir qui permet de comprendre et d'expliquer la réalité ;
- Une fonction identitaire qui permet de définir l'identité et de sauvegarder la spécificité des groupes ;
- Une fonction d'orientation qui permet de guider les comportements, et ce, en posant notamment des conclusions avant même que l'action ne débute ;
- Une fonction justificatrice qui permet de justifier, à posteriori, les prises de position et les comportements. (Abric, 2008).

Les représentations sociales donnent du sens à la réalité, elles la rendent plus simple. Aussi elles créent un langage commun et des références pour faciliter la communication sociale. De même, elles permettent de se situer par rapport aux autres, en affirmant son appartenance à un groupe social et en se distinguant des autres groupes. Elles renforcent la cohésion sociale et la solidarité entre les membres d'un même groupe.

En somme, ces quatre fonctions fondamentales que Abric (2008) a énumérées, montrent que les représentations sociales sont importantes dans la vie quotidienne. Ces fonctions montrent

aussi que ces représentations ne sont pas que de simples idées abstraites, mais qu'elles jouent un rôle actif et influencent énormément la manière dont nous comprenons le monde, nous interagissons et justifions nos actions dans le contexte social.

Les représentations sociales ne sont pas statiques mais dynamiques et évoluent grâce aux changements sociaux ou individuels. Elles subissent de transformation ayant pour but de maintenir ou de modifier la représentation sociale. Selon Moscovici (2004, p.107) « une représentation sociale s'élabore selon deux processus fondamentaux : l'objectivation et l'ancrage ». L'ancrage est le processus permettant d'incorporer un objet nouveau ou étranger dans le système de représentations sociales existant. Il le nomme et le catégorise dans ce système. Il facilite aussi la réduction de l'incertitude et préserve l'identité sociale. En ce qui concerne l'objectivation, c'est le processus qui permet de rendre concret et tangible un objet abstrait ou complexe, en lui donnant une forme ou une image. Il aide à rendre la représentation sociale plus claire et compréhensible de tous.

Au total, les représentations sociales permettent de comprendre des phénomènes à la fois cognitifs et sociaux, qui façonnent la connaissance, la perception et l'action des personnes et des groupes sociaux.

2.1.3 Les représentations sociales du déchet

Plusieurs auteurs ont abordé la question des représentations sociales du déchet. Une étude de Mickaël Dupré (2013) a montré que les représentations sociales du déchet est essentiellement négative. Selon l'auteur, les déchets sont souvent perçus comme des éléments indésirables et nuisibles, associés à la saleté, à la pollution et à des problèmes environnementaux. Il souligne que cette perception négative du déchet peut décourager les individus de s'engager activement dans des pratiques de gestion des déchets.

Pour Lhuilier et Cochin (1999), les déchets sont aussi perçus comme une menace envahissante et incontrôlable et sont souvent associés à des notions de saleté, de désordre et de contamination. Dans ce même ordre d'idées, Bertolini (1996) a mentionné que le déchet

« c'est le sale, le malpropre, le nauséabond, le laid, le désordre, qu'il faut "castrer" (dans un récipient avec couvercle), et éliminer ou éloigner promptement » (p. 83). Traditionnellement, les déchets sont perçus comme ayant une valeur économique nulle ou négative. Cela signifie qu'ils sont considérés comme inutiles ou coûteux à éliminer.

En revanche, Bertolini (1996) souligne que le déchet ne se résume pas seulement une valeur économique nulle ou négative, mais à un ensemble complexe de valeurs socio-culturelles (Bertolini, 1996, cité dans Fontaine, 2022). Il précise que les déchets ne sont pas simplement des objets sans valeur ou nuisibles. Au contraire, et qu'ils sont intégrés dans un réseau de significations et de valeurs qui vont au-delà de la valeur économique. Pour lui les déchets sont intégrés dans un système complexe de valeurs et de significations. De même pour Sylvie Jaglin, Laure Debout et Isabelle Salenson (2018), loin d'être de simples rebuts, les déchets deviennent une véritable ressource grâce au travail d'une multitude d'acteurs, qui collectent, trient et transforment les matériaux, surtout des acteurs informels. La preuve, un objet jeté peut être perçu comme un déchet par une personne, mais comme une ressource potentielle par une autre.

Contrairement aux autres chercheurs, dans son essai intitulé "De la souillure", Mary Douglas (1971) examine les représentations sociales, en particulier les représentations culturelles liées aux déchets et à la saleté. Elle fait une comparaison entre divers systèmes et pratiques à travers le monde qui distinguent ce qui est considéré comme sale, impur et méprisable de ce qui est propre, pur et vital. Mary Douglas suggère que la façon dont nous percevons et gérons les déchets, la saleté et la pollution reflète des idées plus larges sur la société. Elle examine aussi comment la notion de déchet est socialement construite et chargée de significations complexes. Par exemple, la manière dont nous traitons les déchets peut symboliser nos valeurs, nos croyances et nos relations sociales. Pour certains la saleté et la pollution sont associées au désordre, mais elles peuvent également contenir des puissances créatrices pour ceux qui savent ou ceux sont autorisés à entrer en contact avec elles.

Toutes ces perceptions et représentations varient donc en fonction du contexte social, culturel et économique et influencent la manière dont les individus et les communautés gèrent et réagissent face aux déchets.

2.2 LA NOTION DE DÉCHET ET LA GESTION DES DÉCHETS

Les déchets, dans leur sens le plus fondamental, sont des matières, des substances ou des produits qui ne sont plus utiles à leur propriétaire d'origine et qui sont destinés à l'élimination (Fontaine, 2022). Cependant, il existe diverses définitions de la notion de déchet. Ces définitions diffèrent d'un auteur à un autre mais aussi selon les contextes dans lesquels le déchet est utilisé. Par exemple, pour Nyamba (2006), « Le concept de déchet peut signifier en fonction du contexte, impureté, la souillure, la saleté, les ordures ménagères » (Nyamba, 2006, cité dans Sangaré, 2012, p. 113). Pour Bertolini, (1996, p. 83) le déchet « c'est le sale, le malpropre, le nauséabond, le laid, le désordre, qu'il faut "castrer" (dans un récipient avec couvercle), et éliminer ou éloigner promptement. Le déchet est défini donc par " ce qu'on met à la poubelle" ». Ces définitions insistent sur les aspects négatifs du déchet en le décrivant comme quelque chose de sale, malpropre, nauséabond et laid. Elles soulignent également l'importance de les éloigner promptement et de les confiner dans un récipient avec couvercle pour ensuite l'éliminer. Pour Douglas (1971), « la saleté est un sous-produit de l'organisation et de la classification de la matière » (p. 55), et que les déchets, vus comme malpropres ou laids, sont en réalité des anomalies résultant du système de classification d'une culture. La notion de déchet est donc liée à notre inconfort face à des circonstances qui perturbent l'ordre tel que nous le concevons dans notre environnement (Douglas, 1971). Par exemple, trouver une brosse à dents égarée dans la cuisine ou de la poussière sur le tapis du salon.

En revanche, selon les contextes dans lesquels le déchet est utilisé, ce concept de déchet peut signifier « résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation » (Mustin, 1987, cité dans Sangaré, 2012, p. 113). C'est encore « toute substance matériau ou produit, ou plus généralement tout objet abandonné ou dont l'usage est destiné à l'abandon » (Mustin,

1987, cité dans Sangaré, 2012, p. 113). Un déchet peut donc être un objet, un matériau ou une ressource qui a perdu son utilité d'origine et qui n'est plus considéré comme utile ou non désirable. La notion de déchet ne se résume donc pas seulement une valeur économique nulle ou négative, mais à un ensemble complexe de valeurs socio-culturelles (Bertolini, 1996, cité dans Fontaine, 2022). Cette notion reste donc relative et comporte plusieurs significations.

Sangaré (2012) quant à lui, souligne que « les déchets peuvent être classifiés en plusieurs catégories : les déchets ménagers, les déchets industriels, les déchets agricoles et que ces déchets peuvent être solides, liquides ou même gazeux » (p. 113). Il souligne également qu'il y a d'autres types de déchets à savoir : des déchets dangereux (des substances telles que les produits chimiques nocifs, les médicaments périmés, etc.) ; des déchets organiques ; et les déchets électroniques. Les types de déchets qui concernent cette recherche sont les déchets solides ménagers issus des ménages, des commerces, des institutions et certaines industries, à l'exclusion des déchets dangereux, des déchets de construction et de démolition, des déchets industriels spéciaux et des eaux usées.

La gestion des déchets ménagers « consiste à identifier, collecter, traiter, transporter, éliminer ou utiliser les déchets produits par les ménages, en prenant en compte les considérations économiques, techniques, environnementales, sanitaires et sociales liées à cette activité » (Gbinlo, 2010). La gestion des déchets ménagers est donc l'ensemble des processus et des techniques visant à gérer les déchets produits par les ménages de manière efficace et écologique. Une gestion parfaite des déchets ménagers implique donc certaines opérations et nécessite la mise en place des systèmes ou structures conçues pour gérer les déchets de manière planifiée et coordonnée.

Bergeron (2015) a fait l'analyse des systèmes de gestion des déchets par la répartition des déchets. Il souligne que « les opérations de gestion des déchets sont la première composante du système de gestion des déchets où sept opérations sont distinguées » (p. 25). Il a résumé ces opérations dans un tableau (Tableau 1).

Tableau 1: Liste et définition des opérations de gestion des déchets selon Bergeron (2015)

Opérations	Définitions
Collecte	Ensemble des opérations consistant à enlever les déchets et à les acheminer vers un lieu de transfert, de tri, de traitement ou une installation de stockage des déchets
Transfert	Opération de regroupement des déchets collectés et leur transport subséquent pour leurs traitements subséquents
Tri et prétraitement	Opération intermédiaire de traitement des déchets visant à séparer des déchets mélangés en différentes catégories ou en modifier l'état pour en faciliter la valorisation et l'élimination
Valorisation matière et organique	Opération finale de traitement des déchets visant la réintroduction d'un élément ou d'un matériau récupéré dans le cycle de production dont il est issu, incluant la réintroduction de matière organique
Valorisation énergétique	Opération finale de traitement des déchets visant l'utilisation des déchets comme source d'énergie
Élimination	Toute opération finale de traitement des déchets qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances, matières ou produits ou d'énergie
Transport	Opération d'acheminement des déchets, excluant les opérations de collecte, entre différentes unités de gestion des déchets

Note. Reproduit à partir de « Analyse des systèmes de gestion des déchets par l'étude du mécanisme de répartition des déchets » par Francis Bergeron (2015) dans *Environnement, Ingénierie & Développement*. © Francis Bergeron.

Les opérations de gestion des déchets constituent un rôle important en tant que point de départ du système de gestion des déchets. Francis Bergeron a donc identifié sept opérations distinctes dans ce processus, ce qui confirme qu'il est nécessaire de planifier minutieusement chaque étape de la gestion des déchets, car elle est un processus complexe. Ainsi une gestion adéquate des déchets, est primordiale pour la réduction des impacts environnementaux associés aux déchets.

2.2.1 Mode de la gestion des déchets

Trois approches sont couramment utilisées pour la gestion des déchets solides : la première est une méthode traditionnelle qui repose sur l'incinération des déchets (Gbilimou et al., 2024 ; Gbinlo, 2010). La seconde est le mode de valorisation (recyclage et compostage) qui s'appuie une organisation du secteur informel et un appui des politiques publiques (Jaglin et al, 2018). Le troisième est le mode intégré ou durable qui est l'avenir de la gestion des déchets, car il tient compte de la prévention, tri, valorisation et gouvernance locale participative.

2.2.1.1 L'incinération des déchets

L'incinération des déchets est une technique de transformation des déchets solides ménagers (DSM) par l'action du feu. (Gbinlo, 2010). Pour l'auteur cette opération implique la combustion des déchets à des températures élevées (entre 850 et 1200°C) dans des fours spéciaux, appelés incinérateurs. L'incinération des déchets permet de réduire le volume des déchets de 90 %, et de produire de l'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité, grâce à la récupération de l'énergie produite par la combustion (Gbilimou et al., 2024). Mais cette méthode est moins répandue aujourd'hui en raison des coûts élevés et des impacts environnementaux. Cependant elle est plus utilisée dans les zones défavorisées (Gbilimou et al., 2024; Gbinlo, 2010).

2.2.1.2 Le mode de valorisation

La valorisation des déchets apparaîtrait selon des auteurs, comme une approche prometteuse permettant de transformer les déchets en ressources utiles. Qu'il s'agisse du recyclage, du compostage et de la méthanisation, ces différentes formes de valorisation contribueraient à réduire la quantité de déchets mis en décharge (Gbilimou et al., 2024; Gbinlo, 2010). La valorisation des déchets est un ensemble de procédés qui permettent de transformer des déchets en nouveaux produits ou en énergie (Gbilimou et al., 2024). Elle inclut le recyclage, la réutilisation, le compostage, et la valorisation énergétique, comme la production d'énergie à partir de la combustion des déchets. Par exemple, les déchets ménagers peuvent être incinérés pour produire de l'énergie sous forme de vapeur, de chaleur ou d'électricité, qui est ensuite utilisée pour le chauffage urbain ou pour répondre aux besoins énergétiques d'une usine.

2.2.1.3 Le mode intégré ou durable

Le mode intégré semble être l'avenir de la gestion des déchets dans les pays en voie de développement selon des auteurs. Ce mode repose sur l'idée d'une approche systémique qui prend en considération plusieurs volets : prévention, collecte, tri, la valorisation, traitement et élimination (Gbilimou et al., 2024). Cette approche est souvent conforme aux villes africaines à cause de leur contexte de croissance rapide de la population, les ressources limitées, la présence du secteur informel. De même il combine différents composants (techniques, institutionnelles, sociales). Sa mise en œuvre dépend d'un cadre politique et institutionnel renforcé, des financements et une participation des citoyens et surtout l'intégration réelle du secteur informel (Gbilimou et al., 2024).

2.3 CE QUE DIT LA LITTÉRATURE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À LA GESTION DES DÉCHETS

2.3.1 Défis liés à la gestion des déchets ménagers dans les pays en voie de développement

Les auteurs constitués semblent considérer que dans les pays en voie de développement, il n'existe pas de modèle unique ou standard de gestion des déchets, ce qui entraîne une grande complexité de la gestion des déchets ménagers (Durand, 2012 ; Gbinlo, 2010). Selon certains, cela serait attribuable à « des différences économiques, environnementales, culturelles et démographiques propres à chaque région ou pays » (Gbinlo, 2010). Par exemple, certaines zones urbaines peuvent disposer de systèmes de collecte et de traitement des déchets plus avancés que d'autres. Cependant les décharges sont le moyen le plus courant de gestion des déchets ménagers en Afrique et offre l'avantage de permettre l'élimination de volumes importants de déchets à des coûts raisonnables (Mangenda et al., 2020).

À ce sujet, Gbinlo (2010, p.14) dans sa thèse présente que, « dans de nombreux pays en développement la gestion des déchets ménagers se fonde le plus souvent sur le principe du "jeter - collecter – déposer à la décharge" ». Selon cet auteur dans de nombreuses régions en développement, ce système est souvent considéré comme une méthode fondamentale pour gérer les déchets solides ménagers surtout dans les régions qui ne disposent pas d'infrastructures de gestion des déchets plus avancées.

Mais pour Koledzi et al. (2014) « malheureusement elle se limite souvent dans les PED à un dépôt sauvage ou au remblayage des carrières sans protection des nappes phréatiques » (Koledzi et al.,2014, p,32) Selon ces auteurs, la mise en décharge est fréquemment non réglementée et engendre des problèmes pour l'environnement et la santé. En 2018, 69% des déchets en Afrique étaient jetés à l'air libre et étaient fréquemment brûlés. (Mangenda et al., 2020). Il faut noter que cette façon de procéder peut occasionner des problèmes environnementaux, telles que la contamination des sols et de l'eau (Kondoh et

al., 2019). Il peut également entraîner l'augmentation de niveaux de gaz à effet de serre dans les décharges, entraînant parfois des dangers pour la santé publique (Kondoh et al., 2019).

Sory et Tallet, (2012) quant à eux, soutiennent qu'en Afrique et dans quelques villes, qu'on peut identifier ce qu'on appelle le recyclage informel qui découle la plupart des cas, de la pauvreté, du chômage et des besoins sociaux-économiques. Pour eux le recyclage informel peut se référer à la collecte et le tri des déchets par des personnes ou des groupes non formellement organisés ou sanctionnés par les autorités locales. Un autre chercheur Durand (2011, 2012), a fait une étude sur la gestion des déchets à Lima au Pérou. Il a révélé la présence de trois systèmes distincts et entrelacés, chacun avec ses propres logiques géographiques et historiques, à savoir : l'autogestion, la gestion publique et la gestion partagée. L'auteur dans son article précise que « ces systèmes coexistent pour former enfin un système composite permettant de gérer les déchets de la ville ». Cette distinction met en valeur la diversité des approches en matière de gestion des déchets. On comprend donc que tout système de gestion des déchets est influencé par des facteurs géographiques (liés à la localisation des déchets, aux infrastructures, etc.) et historiques (liés à l'évolution de la gestion des déchets dans le temps). Ces trois systèmes à Lima au Pérou ne fonctionnent pas indépendamment, au contraire, ils sont entrelacés, ce qui signifie qu'ils interagissent les uns avec les autres (Durand, 2012). Chaque système apporte sa propre contribution à la manière dont la ville gère ses déchets. L'auteur montre ainsi l'importance du système de gestion partagée. Car, ce système selon lui repose sur le partage des charges et responsabilités entre les résidents et les acteurs institutionnels.

Mangenda et al. (2020), autres auteurs ont réalisé une étude sur la gestion des déchets ménagers dans la ville de Kinshasa en 2020. Ils ont cité Nkenku Luaka (2006) dans leur article. Ce dernier a souligné que « la gestion des déchets ménagers et, par extension, la planification et la gestion de l'environnement urbain sont des questions complexes pour les gestionnaires urbains en raison de leurs effets sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que pour la situation financière des villes » (Nkenku Luaka, 2006, cité dans Mangenda et al., 2020, p. 21). Selon ces auteurs la gestion des déchets ménagers est donc liée à la planification

et comprend diverses étapes, de la collecte à l'élimination, en incluant le tri, le recyclage et le traitement. Cette complexité provient également de la grande variété de déchets générés par les ménages, comme les déchets organiques, les produits chimiques dangereux, et les matériaux recyclables, entre autres.

La gestion des déchets ménagers demeure un domaine marqué par de multiples difficultés dans la majorité des pays en développement. Et ces difficultés existent à la fois sur le plan technique et économique, méthodologique et organisationnel (Kondoh et al., 2019 ; Koledzi et al., 2014 ; Gbinlo, 2010).

Pour Koledzi et al. (2014, p. 32), « les responsables locaux de la gestion des déchets sont souvent confrontés à des problèmes de planification, de gestion et de financement ». Pour eux, les principaux problèmes auxquels sont confrontés les Pays en Développement (PED) sont : le manque d'infrastructures efficaces et de financements ; les difficultés liées au fonctionnement et à la maintenance des équipements existants et enfin la qualité du personnel qui est souvent insuffisante.

En plus de tous ces différents problèmes, il y a aussi « les contraintes liées à l'incivilité des habitants et qui réfèrent aux aspects de l'éducation et de la sensibilisation » (Monqid, 2011, p. 88). Ainsi, pour l'auteure, le dépôt illégal de déchets ménagers ou le non-respect des règles de tri s'opposent en réalité à la gestion des déchets et contribue plutôt à l'accumulation de déchets dans les espaces publics, à la pollution, aux risques pour la santé publique.

En revanche la gestion efficace des déchets entraîne des opportunités énormes si elle est bien faite. Ce que nous présentons dans la suite.

2.3.2 Les opportunités liées à la gestion des déchets ménagers dans les pays en développement

Plusieurs auteurs, se sont intéressés aux avantages d'une gestion la gestion officielle des déchets. Selon eux, elle peut créer des opportunités énormes dans une région donnée. Ces

différentes opportunités incluent le potentiel de créer des emplois, de promouvoir le recyclage et la valorisation des déchets solides. C'est pourquoi Mangenda et al. (2020) ont mentionné que « la bonne gestion des déchets pourrait présenter des opportunités socioéconomiques et énergétiques par la valorisation des matières énergétiques et des ressources contenues dans les ordures » (Mangenda et al. ; 2020 ; p. 21).

De même, la gestion efficace des déchets peut favoriser la diminution de la pollution de l'environnement (Balet, 2023; Baguelin et al., 2021). Pour Balet (2023) la gestion des déchets est passée des activités de stockage et d'élimination à des objectifs considérablement plus élevés, tels que ceux de valorisation, de recyclage et de réemploi (Balet, 2023). De plus, la gestion peut également mener vers l'économie d'énergie. Par exemple pour Baguelin et al. (2021) le recyclage des matériaux nécessite généralement moins d'énergie que leur production à partir de matières premières. Pour ces mêmes auteurs, il existe une autre pratique liée à la gestion des déchets qui est la récupération. Cette pratique permet toutefois de faire passer le déchet du statut de perte à celui de ressource appelée à être réintroduite dans le circuit économique.

Un autre avantage lié à une gestion efficace des déchets est sa capacité à créer des emplois (Joxe, 2022). Cependant les activités de collecte, de traitement et de recyclage des déchets peuvent créer de nombreux emplois (Baguelin et al., 2021). Cependant, il a plusieurs études qui ont fait le lien entre politiques de gestion des déchets et emploi depuis les années 1990. Aux États-Unis par exemple, on note une relation positive entre le tonnage de déchets recyclés et le nombre d'emplois créés (Baguelin et al., 2021).

Pour Balet (2023) il existe deux méthodes de gestion des déchets solides à savoir le recyclage et le compostage, qui pourraient permettre de diminuer également une bonne quantité des déchets qu'on jette dans les décharges. Ces méthodes d'après l'auteur permettent la réduction des répercussions sur l'environnement et le climat en général.

Il faut noter que la gestion des déchets solides ménagers dans les PED implique la collaboration des communautés locales. C'est ce que nous allons aborder dans la suite.

2.4 GOUVERNANCE DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS DANS LES PED

Des textes abordent aussi la complexité de la gouvernance de la gestion des déchets dans les pays en développement, qui serait « surtout influencée par un système complexe de politiques et de régulations, ainsi que de la multitude des acteurs impliqués dans le processus » (Florin, 2021 ; Gbinlo, 2010, p.14).

Dans cette perspective, des auteurs décrivent les différents acteurs et leurs positions.

Sory et Tallet (2012) reconnaissent deux types d'acteurs dans la gestion des déchets : les acteurs du secteur informel et ceux du secteur formel. Pour ces chercheurs, ceux du secteur informel seraient motivés par des opportunités économiques, notamment la vente de matériaux recyclables. Ils sont généralement des récupérateurs, des personnes qui trient les déchets pour recycler, ou même des ramasseurs de déchets à petite échelle. Les acteurs locaux du secteur formel sont réglementés par des lois et des politiques publiques. Cependant, la coexistence de ces deux groupes entraîne des conflits ou des défis de même les acteurs formels accusent ceux du secteur informel d'être responsables de la prolifération des décharges sauvages dans la ville (Sory et Tallet, 2012, p.84). Ainsi les acteurs du secteur formel perçoivent les acteurs du secteur informel comme des concurrents non réglementés, tandis que les acteurs du secteur informel voient les acteurs du secteur formel comme entravant leurs moyens de subsistance. Mais l'observation des pratiques des pré-collecteurs par ces chercheurs, révèle que tous les acteurs, qu'ils soient informels ou formels, se débarrassent de leurs déchets soit dans les centres de collecte, soit dans les décharges illégales. (Sory et Tallet, 2012).

En outre, selon Gbinlo (2010), les acteurs dans la gestion des déchets ménagers des pays en développement comprennent les ménages, les entreprises, les sociétés privées de traitement des déchets qui impliquent les entreprises privées collectant les déchets, les gouvernements locaux et nationaux et les ONG. Les ONG participent souvent à la sensibilisation, aux programmes de développement des pratiques durables et à la plaidoirie pour une meilleure gestion des déchets. Chaque acteur joue un rôle dans la gestion des déchets solides ménagers.

La présence de plusieurs acteurs locaux dans la gestion des DSM peut également entraîner des conflits qui sont des situations de désaccord, de tension ou d'opposition entre les différents individus, groupes ou organisations de la communauté (Subra, 2016). Selon ce chercheur, ces conflits proviennent de causes multiples, telles que la divergence d'intérêts, de représentations sociales, le manque de communication et de participation entre les acteurs locaux.

Pour Bouhlel (2023), le domaine de la gestion des déchets solides est aussi touché par la corruption. L'auteure mentionne dans son article les exemples sur le scandale des déchets italiens (importation illégale d'ordures non-recyclables) et la démission d'un chef de gouvernement pour conflit d'intérêt dans une entreprise de gestion de déchets.

Pour Eyebiyi (2011), les autorités locales ont des rôles et responsabilités importants à jouer dans la gestion des déchets. L'un de ces rôles est d'encourager la participation active des communautés à la gestion des déchets (Cirelli et Maccaglia, 2021). Ce qui favorise une gestion participative autour du déchet. Les autorités locales établissent ainsi des mécanismes de coopération entre les acteurs pour favoriser des méthodes participatives. De ce fait elles soutiennent la participation à des initiatives communautaires pour aider les projets liés à la gestion des déchets (Cirelli et Maccaglia, 2021). Selon ces mêmes auteurs, pour atteindre toutes les régions et toutes populations, les autorités utilisent diverses formes de communication. Ce qui permet de prendre en compte les intérêts de tous les groupes sociaux importants.

Bénédicte Florin (2021) souligne dans un article que, dans plusieurs villes du Sud méditerranéen, les nouvelles politiques de gestion des déchets cherchent à moderniser le secteur, mais qu'elles oublient souvent les travailleurs et travailleuses informels.

2.4.1.1 Participation et rôle du secteur formel privé à la gestion des DSM

Parmi les écrits scientifiques consultés, l'implication et l'impact du secteur privé formel sont traités, et indiqués qu'ils sont souvent négligés (Hoornweg et Bhada-Tata, 2012).

D'abord, le secteur privé est présenté comme jouant un rôle essentiel dans la gestion des déchets et surtout dans la collecte des déchets solides ménagers dans les pays en développement (Wilson, 2007). Selon l'auteur de nombreuses entreprises privées dans les PED se spécialisent dans la collecte et le transport des déchets ménagers vers les centres de traitement. De plus, ces sociétés réalisent des importants investissements dans des technologies de pointe afin de rendre la collecte plus performante et de limiter les dommages causés à l'environnement (Hoornweg et Bhada-Tata, 2012).

Comme le soulignent Ziraba et al. (2016), il y a une variété d'entreprises privées qui s'occupent des traitements des déchets, allant des décharges aux usines de recyclage et de compostage. En effet, ces différentes sociétés favorisent la transformation déchets en ressources précieuses, comme l'énergie ou les matériaux recyclés (Zaman, 2015).

Selon Oelofse et Godfrey (2017), ces sociétés peuvent faire des campagnes de sensibilisation pour encourager des comportements écoresponsables en matière de gestion des déchets.

Au total, l'implication du secteur privé est bien importante dans la gestion des déchets, de même la gestion des déchets nécessite une collaboration de tous les acteurs impliqués, le secteur privé y compris (Hoornweg et Bhada-Tata, 2012).

2.4.1.2 Participation des ONG et des organismes communautaires à la gestion des déchets solides ménagers

Une organisation non gouvernementale (ONG) est un organisme à but non lucratif, reconnu par les autorités compétentes de la région, et qui intervient dans le social (Perroulaz, 2004). Pour Perroulaz (2004), elles sont définies par plusieurs critères, notamment le critère lié au non lucratif de leur action, leur indépendance financière et politique, ainsi que la notion d'intérêt public.

En matière de gestion des DSM, les écrits scientifiques consultés indiquent que ces ONG jouent un rôle crucial, surtout dans les PED. Elles interviennent souvent lors de la pré-collecte, une étape nécessaire pour évacuer les déchets des habitations difficilement accessibles par les services de collecte traditionnels. Ces opérations de pré-collecte sont généralement soutenues par des programmes internationaux et font parfois appel à des petites organisations locales financièrement (Joxe, 2022; Zahrani et al., 2006). Selon ce chercheur, ces organisations non gouvernementales font du mieux qu'elles peuvent et avec les moyens financiers disponibles, pour orienter les citoyens sur les enjeux liés aux déchets et surtout de les sensibiliser à la préservation de l'environnement.

Mais malgré leur importance, leurs résultats réels issus de leur implication dans une zone donnée sont souvent difficiles à comprendre (Zahrani et al., 2006). Car il est difficile de mesurer concrètement les résultats de leurs actions dans une zone donnée.

En plus de la présence des acteurs du secteur formel il y a aussi des acteurs du secteur informel qui interviennent énormément dans la gestion des DSM dans les PED.

2.4.1 Rôle et participation des acteurs du secteur informel à la gestion des déchets solides ménagers dans les PED

Le secteur informel des déchets est constitué par l'ensemble des acteurs qui collectent, trient, recyclent ou valorisent les déchets solides ménagers sans être reconnus ni réglementés par

les autorités publiques (Dias, 2016 ; Cirelli et Florin, 2015 ; Florin, 2021 ; Topanou, 2012). Ces auteurs soulignent que ce secteur joue un rôle important dans la gestion des déchets solides ménagers dans les PED, où les systèmes formels sont souvent défectueux, insuffisants ou inadaptés aux réalités locales.

Dans la plupart des écrits sur la gestion des déchets dans des pays en développement, le secteur informel est étudié. On indique ses rôles : aide à diminuer la quantité des déchets solides mis en décharge, à la préservation des ressources naturelles, à la création d'emplois et de revenus pour les populations vulnérables (Eyebiyi, 2011). Des textes décrivent ces stratégies. À titre d'exemple, Monqid a étudié le cas du Caire, en Égypte, c'est une communauté de zabbâlîn non réglementée qui collecte, trie et valorise environ 80 % des déchets municipaux produits soit environ 980.000 tonnes par an (Monqid, 2011). Les zabbâlîns utilisent des charrettes tirées par des ânes ou des camionnettes pour transporter les déchets, qu'ils trient ensuite à domicile ou dans des ateliers. Ils vendent les matériaux recyclables à des intermédiaires ou à des industries, et utilisent les déchets organiques pour nourrir des porcs, dont ils vendent la viande dans les lieux publics et dans les marchés (Monqid, 2011).

De même, Durand (2012) s'est attardé à Lima au Pérou. Il a suivi les recicladores des agents non réglementés qui travaillent et récupèrent les déchets solides dans les rues, les décharges ou les dépôts. Ils envoient environ 100 000 personnes, qui collectent près de 530 000 tonnes de déchets par an (Durand, 2012). Ils utilisent des appareils comme des brouettes, des tricycles ou des camions pour transporter les déchets, qu'ils trient et vendent à des centres de recyclage ou à des industries. Certains recicladores se sont organisés en associations ou en coopératives pour améliorer leurs conditions de travail et de revenu (Durand, 2012).

En Tunisie, Bouhlel-Abid en 2024 a mené le même travail dans le Grand Tunis sur les récupérateurs informels de déchets, qui sont appelés « *Berbechas* », et interviennent dans le tri et recyclage des déchets. Ils jouent un rôle central dans la chaîne de valorisation des déchets, tout en étant marginalisés des dispositifs institutionnels de gestion (Bouhlel, 2024).

Pour Dias (2016), les récupérateurs et les récupératrices de déchets constituent des acteurs essentiels dont le rôle dépasse largement la simple collecte informelle des déchets. Son analyse montre que ces travailleurs et travailleuses, souvent issus des groupes les plus marginalisés, assurent une part significative du recyclage et contribuent à réduire les coûts environnementaux et économiques de la gestion des déchets. Elle souligne également que, malgré cette contribution majeure, leur reconnaissance institutionnelle demeure inégale : certaines villes du sud commencent à les intégrer dans leurs politiques publiques, tandis que d'autres continuent de les exclure ou de criminaliser leurs pratiques.

Au Bénin, Kpadenou (2023) et la Fondation Gnidehoué (2023) ont documenté le cas des femmes communément "Gohoto" (vendeuses de bouteilles en langue locale). Celles-ci sont présentées pour leur rôle pionnier dans l'économie alternative, particulièrement dans la collecte, le traitement et la vente des emballages plastiques (Fondation Gnidehoué, 2023). Les textes indiquent qu'elles joueraient un rôle crucial dans le développement durable en donnant une seconde vie à ces matériaux, contribuant ainsi à réduire la pollution plastique (Kpadenou, 2023). Selon l'auteur, leur travail a un impact positif sur l'environnement et la santé publique, puisque cela évite que ces déchets plastiques ne finissent dans la nature ou dans les cours d'eau.

Pour Samson (2009), les récupérateurs de déchets sont longtemps marginalisés, or ils jouent d'importants rôles dans la gestion des déchets solides, et qu'il est important de reconnaître leur place dans et chercher à améliorer leurs conditions de travail.

De même, les travaux de Claudia Cirelli et Bénédicte Florin (2016) mettent en lumière la position ambivalente des récupérateurs et récupératrices de déchets, pris entre des formes persistantes de marginalisation et un manque de reconnaissance. Leur analyse montre que ces acteurs et actrices, longtemps invisibilisés dans les politiques publiques, jouent pourtant un rôle essentiel dans la gestion quotidienne des déchets solides ménagers et dans le fonctionnement informel mais efficace des circuits de recyclage.

Soulignons que les textes présentent aussi que tout le secteur informel des déchets fait face à de nombreux défis, tels que la précarité, la stigmatisation, la concurrence, la faible organisation, l'accès limité aux équipements, aux financements et aux marchés, ou encore les risques sanitaires et sécuritaires (Bouhleb, 2023 ; Samson, 2009 ; Sory et Tallet, 2012 ;). De plus ce secteur semble souvent ignoré, marginalisé ou réprimé par les pouvoirs publics, qui ne reconnaissent pas sa contribution à la gestion des déchets solides ménagers (Bouhleb, 2023 ; Cirelli et Florin, 2015, 2016 ; Dias, 2016 ; Sory et Tallet, 2012).

2.4.2 Participation et engagement des ménages dans le processus de gestion des déchets solides ménagers

Certains travaux soulignent que le tri des déchets est crucial, mais pour d'autres c'est au niveau de la pré-collecte. C'est à ce stade que les ménages doivent jouer un important rôle. Dès lors, on comprend rapidement que les ménages seraient un maillon important dans la gestion des déchets solides ménagers. Ainsi « dans le système Poubelle, un effort est demandé aux ménages pour la pré-collecte et la présentation à la collecte » (Bertolini, 1996, p.83). Notons que la pré-collecte concerne le ramassage initial des déchets sans tri préalable, tandis que le tri à la source implique la séparation des déchets à leur point d'origine pour faciliter le recyclage ultérieur.

Une étude réalisée par Kondoh et al. (2019) sur l'état des lieux de la gestion des déchets dans le grand Lomé au Togo, met en évidence le rôle crucial des ménages dans la gestion des déchets solides ménagers et précisément sur le plan de la pré-collecte. Pour eux « cette étape constitue la première phase dans la gestion des déchets » (Kondoh et al. ; 2019, p. 2203). En effet, « lors de la pré-collecte, les déchets sont pris en charge depuis leur origine, c'est-à-dire les ménages, jusqu'à leur dépôt dans les centres de transit où les entreprises de collecte prennent le relais » (Kondoh et al. ; 2019, p. 2203). Les ménages sont ceux qui produisent le plus les déchets solides ménagers dans les localités à l'étude. Les ménages sont les principaux

acteurs de la pré-collecte et sont d'une certaine façon concernés par le tri des déchets à la source en séparant les produits ou objets recyclables des déchets résiduels.

Tarrisse-Vicard et al. (2013) quant à eux, ont réalisé des entretiens avec les membres d'une communauté locale dans le cadre de leur recherche. Ils soulignent que « ces personnes interrogées ont conscience qu'elles ont un rôle à jouer au sein de l'ensemble de la filière de gestion de déchets ménagers et que la qualité de leurs pratiques impacte l'environnement dans un certain sens, elles ont tout de même tendance à se déresponsabiliser vis-à-vis des conséquences de comportements de tri moins " soucieux " » (Tarrisse-Vicard et al., 2013, p.13). On remarque donc une prise de conscience et de responsabilité chez certains citoyens de l'importance de leurs actions individuelles dans le processus global de gestion des déchets.

Monqid (2011) dans son article sur la gestion des déchets au Caire souligne que « les habitants des quartiers riches ou pauvres trouvent la pratique du tri difficile à appliquer » (Monqid, 2011, p.92). Cela montre que l'enjeu du tri des déchets ne se limite pas à des catégories socio-économiques spécifiques mais touche l'ensemble de la population. De même pour certains ménages, la gestion des déchets relève principalement des autorités publiques et ils ne se sentent pas responsables de cette tâche (Monqid, 2011).

D'autres études sur la gestion des déchets ménagers, ont insisté sur le rôle important des ménages et de la nécessité de les impliquer dans la gestion des déchets surtout au niveau de la réduction de la production de déchets et la valorisation des déchets produits (Joxe, 2022 ; Kondoh et al., 2019 ; Mangenda et al., 2020 ; Sangaré, 2012).

Nous venons de voir comment les acteurs liés à la gestion des déchets solides ménagers s'organisent et coopèrent pour assurer une bonne gestion des déchets. Mais cette gestion ne dépend pas seulement des acteurs, elle dépend aussi des représentations sociales que les acteurs et citoyens se font des déchets, de leur différent rôle et de l'impact des déchets sur l'environnement.

2.5 RÉSUMÉ DES CONCEPTS CLÉS DE LA RECHERCHE

Représentation sociale : Ce concept désigne un ensemble de connaissances, de croyances, d'attitudes et d'opinions partagées au sein d'un groupe social, qui se développent et se modifient par la communication et l'échange d'informations (Jodelet, 2003). Les représentations sociales reposent sur des expériences vécues, des liens sociaux, des connaissances acquises et des croyances culturelles. Elles changent et s'adaptent constamment et peuvent être modifiées par divers moyens tels que la communication, la négociation ou les conflits (Jodelet, 2003).

Les représentations sociales du déchet peuvent influencer la participation et l'engagement des acteurs locaux dans la gestion des DSM, en fonction de la façon dont ils perçoivent les problèmes, les solutions, les responsabilités, les bénéfices et les risques liés à cette activité. Par exemple, les représentations sociales des déchets peuvent être positives (ressources, opportunités, symboles, etc.) ou négatives (souillures, nuisances, dangers, tabous, etc.) selon les contextes culturels, économiques et environnementaux.

Acteurs locaux : ce sont les individus, les groupes ou les organisations qui interviennent à l'échelle locale, c'est-à-dire au niveau du quartier, de la commune ou de la ville, et qui sont concernés par les enjeux du développement local (Gbinlo, 2010). Ils peuvent être classés en trois catégories : les acteurs formels (les autorités locales, les entreprises formelles de collecte, de traitement ou de valorisation des DSM, les associations ou les ONG ou les organismes communautaires dans ce domaine) et les acteurs informels (les entreprises informelles de collecte, de traitement ou de valorisation des DSM, les vendeuses de bouteilles ou plastiques recyclées) et les habitants qui peuvent être des leaders d'opinion, les comités de quartier. Les acteurs locaux ont des rôles, des intérêts, des capacités, des opportunités et des contraintes différents dans la gestion des DSM. Les acteurs locaux peuvent coopérer, négocier, s'opposer ou s'ignorer dans la gestion des DSM, selon leurs représentations sociales du déchet, leurs stratégies et leurs rapports de force.

Gestion des déchets solides ménagers (DSM) : c'est l'ensemble des activités qui visent à prévenir, réduire, trier, collecter, transporter, traiter, valoriser et éliminer les DSM, dans le respect des principes du développement durable (Bergeron, 2015). Elle implique différents acteurs et prend en compte des aspects techniques, économiques, sociaux, culturels, juridiques et environnementaux (Gbinlo, 2010). La gestion des DSM vise aussi à réduire les impacts négatifs des déchets sur la santé humaine, la qualité de vie, les ressources naturelles et le climat (Gbinlo, 2010). Elle est basée sur une hiérarchie des options, qui privilégie la prévention, puis la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique et enfin l'élimination (Nkenku Luaka, 2006, cité dans Mangenda et *al.*, 2020). Certains auteurs recommandent que les gouvernements locaux et tous les acteurs engagés dans la gestion des déchets mettent en œuvre les ressources humaines, matérielles et financières à leur disposition.

Déchets solides ménagers (DSM) : Il s'agit de tous les déchets produits par les ménages, les commerces, les institutions et certaines industries, à l'exclusion des déchets dangereux, des déchets de construction et de démolition, des déchets industriels spéciaux et des eaux usées (Tchuikoua, 2015). Dans le cadre de cette recherche, nous entendons par déchets solides ménagers (DSM) les déchets non liquides ni biomédicaux produits par les habitants. Par exemple, les emballages, les déchets alimentaires, les papiers, les cartons, les textiles, les plastiques, les métaux, les verres, les piles, les ampoules, etc. font partie des DSM.

2.6 RETOUR SUR LA QUESTION ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

À la suite de la présentation du cadrage conceptuel, il convient de revenir sur la question de recherche et les objectifs qui orientent cette recherche. La gestion des DSM, selon les écrits, constitue un enjeu majeur dans les pays en voie de développement, notamment au Bénin, où les dynamiques urbaines, les contraintes infrastructurelles et les défis environnementaux rendent la problématique particulièrement complexe (Kondoh et al., 2019 ; Mangenda et al., 2020 ; Sangaré, 2012).

Dans ce contexte, la commune de Sèmè-Podji semble illustrer une situation locale marquée par une croissance démographique rapide, une urbanisation soutenue et une pression croissante sur les ressources et les services de base (Kpadenou, 2023).

Face à ces enjeux, il apparaît essentiel de comprendre comment les DSM sont gérés dans cette commune, d'identifier les rôles spécifiques des acteurs locaux impliqués dans ce système, et d'analyser les représentations sociales qu'ils construisent autour du déchet.

Ainsi, la question principale de cette recherche est formulée comme suit : Comment les déchets solides ménagers sont-ils gérés à Sèmè-Podji, quel est le rôle des acteurs locaux dans ce système et quels sont les représentations sociales du déchet de ces derniers qui influencent leur participation et engagement dans la gestion des déchets ménagers ?

De cette question centrale découlent trois questions spécifiques :

- Quelles sont les représentations sociales du déchet de ces acteurs locaux ; peuvent-elles influencer leur travail dans ce système de gestion ?
- Comment les déchets ménagers sont-ils actuellement gérés à Sèmè-Podji ?
- Quels sont les rôles spécifiques de chaque acteur local dans ce système de gestion à Sèmè-Podji ?

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre comment les différents acteurs locaux perçoivent les déchets et s'engagent dans leur gestion. Il s'agit d'analyser les représentations sociales du déchet, les pratiques associées, ainsi que les interactions entre les acteurs, afin de mieux cerner les logiques qui sous-tendent le fonctionnement du système local de gestion des DSM.

L'analyse s'articule autour de trois objectifs essentiels : tout d'abord, explorer les représentations sociales du déchet des acteurs locaux de la commune de Sèmè-Podji. Ensuite, étudier les différents acteurs engagés dans la gestion des déchets, en mettant en lumière leurs rôles et responsabilités. Enfin, examiner le processus de gestion des déchets solides ménagers et les représentations des acteurs à son sujet.

En conclusion, ce chapitre nous a permis de présenter un aperçu du cadre conceptuel de notre recherche sur les représentations sociales du déchet et la gestion des déchets solides ménagers. Nous avons d'abord défini les notions de déchets et leur gestion, en mettant l'accent sur les différents types et les méthodes utilisées dans la gestion des déchets. Nous avons ensuite approfondi les principaux défis et opportunités liés à cette question, en examinant son impact sur l'environnement, l'économie et la santé.

Nous avons également discuté du rôle et de l'implication des acteurs locaux formels et informels, dans la gestion des déchets solides ménagers, en précisant les avantages et les contraintes de la gestion participative. Enfin, nous avons abordé le concept de représentations sociales, en retraçant son origine, ses définitions, ses fonctions, ses structures et sa dynamique. Nous avons établi les bases théoriques de notre étude, en identifiant les approches et les concepts essentiels qui serviront de bases de notre analyse.

Le chapitre suivant nous conduit à nous interroger sur la méthode la plus appropriée pour recueillir et traiter les données relatives aux représentations sociales du déchet des acteurs locaux de la gestion des déchets ainsi que leur rôle dans ce système. C'est ce que nous allons présenter dans le chapitre 3, consacré à la méthodologie de notre recherche.

CHAPITRE 3

PRESENTATION DE LA COMMUNE ET METHODOLOGIE

Ce chapitre a pour objectif de fournir un aperçu du milieu d'étude et de présenter la méthodologie utilisée pour réaliser cette recherche. Le cadre de recherche est la commune de Sèmè-Podji, une ville située au sud-est du Bénin. Cette commune présente un intérêt particulier et une grande importance pour notre recherche, car elle possède plusieurs atouts économiques, sociaux et environnementaux, mais également de nombreux défis à relever. Nous allons donc décrire dans un premier temps l'historique de cette commune, sa situation géographique et administrative, son cadre humain et sa dynamique économique et sociale. Ensuite, nous discuterons de la manière dont nous allons définir la population d'étude et l'échantillonnage, ainsi que du plan d'action qui orientera notre stratégie de terrain. Enfin, nous présenterons les techniques de collecte que nous avons utilisées pour recueillir des données, et les techniques pour analyser les données collectées afin de répondre à nos questions de recherche.

3.1 PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE : LA COMMUNE DE SÈMÈ-PODJI

3.1.1 Historique de la Commune

Sèmè-Podji a été créée en tant que sous-préfecture de Houènou en 1965 et en ces moments, elle était connue sous le nom de banlieue du Sud-Est de Porto-Novo (MDGL-Bénin, 2021). Elle couvrait la zone allant de la lagune de Porto-Novo à celle de Cotonou. Par la suite, son nom est changé pour être appelé sous-préfecture de Sèmè-Podji après le remaniement de 1967 à 1971. Après la révolution du 26 octobre 1972, elle a changé et a pris le statut de district de Sèmè-Podji. Mais depuis l'arrivée de la décentralisation après la Conférence

nationale des forces vives de février 1990, on l'appelle la commune de Sèmè-Podji¹³. C'est une ville et commune à la fois qui se trouve sur la route entre Cotonou, qui est la plus grande ville du Bénin, et Porto-Novo, la capitale du pays. C'est une ville qui fait la transition entre deux zones différentes importantes du Bénin et possède un potentiel de développement économique grâce à ses activités industrielles. Elle a aussi de nombreux avantages surtout grâce à la qualité de son sol, sa position géographique proche du Nigéria et son accès au fleuve Ouémé¹⁴.

3.1.2 Situation géographique et administrative

Le Bénin, pays d'Afrique de l'Ouest, s'organise administrativement en douze départements qui structurent son territoire : l'Atacora, l'Alibori, le Borgou, la Donga, les Collines, le Zou, le Plateau, le Couffo, l'Ouémé, le Mono, l'Atlantique et le Littoral. Les principales villes sont Cotonou, le siège du gouvernement et le centre commercial et économique ; Porto-Novo la capitale administrative ; Abomey; Parakou ; Natitingou et Djougou. Les départements sont ensuite subdivisés en communes, tandis que ces dernières se décomposent à leur tour en arrondissements ; ainsi, chaque niveau administratif possède à la fois des fonctions spécifiques et un territoire clairement délimité, ce qui permet d'assurer une gestion cohérente et structurée de l'ensemble du pays¹⁵.

Parmi ces divisions, le département de l'Ouémé occupe une place dans le sud du pays, connu pour son dynamisme, sa densité humaine et son ouverture sur le littoral. C'est au sein de ce département que se trouve la commune de Sèmè-Podji.

¹³ SEME-PODJI | ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, consulté le 23 décembre 2023

¹⁴ Monographie de la commune de Sèmè-Podji, avril 2006 consulté le 23 décembre 2023

¹⁵ La Géographie du Bénin – Divisions, Départements, et Communes consulté le 21 janvier 2026

Figure 1 : Carte administrative du Bénin



Figure 1: Carte administrative du Bénin avec les départements

Source : Institut Géographique National (IGN), « Carte administrative du Bénin », 2024, carte en ligne. Disponible sur : <https://www.IGN-Bénin.fr> (consulté le 10 janvier 2026).

Cette figure représente la carte administrative du Bénin, on distingue clairement les douze départements qui structurent le territoire national, et parmi eux, le département de l’Ouémé apparaît dans la partie sud-est du pays.

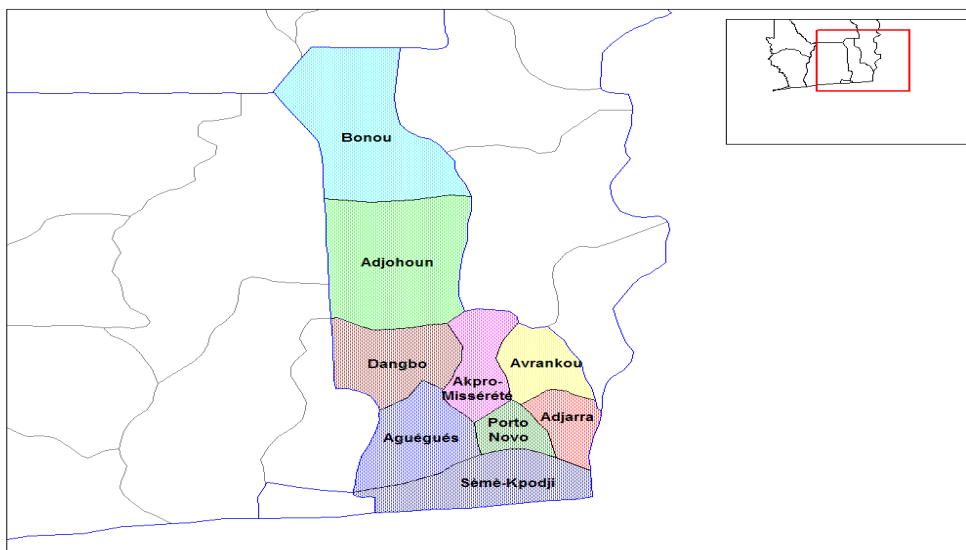


Figure 2: Département de l'Ouémé, division administrative

Isaac 2009, « Département de l'Ouémé, division administrative du Bénin. » Image utilisée avec permission.

Le département de l'Ouémé, situé dans le sud-est du Bénin, est l'un des espaces les plus densément peuplés et les plus dynamiques du pays. Il regroupe plusieurs communes qui structurent son organisation administrative : Porto-Novo, Sèmè-Podji, Adjarra, Avrankou, Akpro-Misséréte, Dangbo et Bonou. Sur la carte du département, la commune de Sèmè-Podji apparaît clairement à l'extrême sud-est : elle longe la côte atlantique et s'étire jusqu'à la frontière avec le Nigéria. Cette position littorale et frontalière en fait un espace stratégique, ouvert sur les échanges internationaux et situé entre Porto-Novo et Cotonou. Elle est une cité intermédiaire, une future zone industrielle, située entre les départements du Littoral et de l'Ouémé (MDGL-Bénin, 2021). Elle détient une superficie de 250 km² et est délimitée au sud par l'océan Atlantique, à l'est par la République Fédérale du Nigéria, à l'ouest par la commune de Cotonou, et au nord par les communes de Porto-Novo et des Aguégués. En ce qui concerne le plan administratif, la commune se compose de six (06) arrondissements :

Agblangandan, Aholouyèmè, Djèrègbé, Ekpè, Tohouè et Sèmè-Podji (MDGL-Bénin, 2021). Un chef d'arrondissement (CA) élu dirige chaque arrondissement de la commune. La commune bénéficie de plusieurs avantages grâce à ses terres, sa proximité avec le Nigeria et le fleuve Ouémé. L'économie repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, pêche et le commerce.

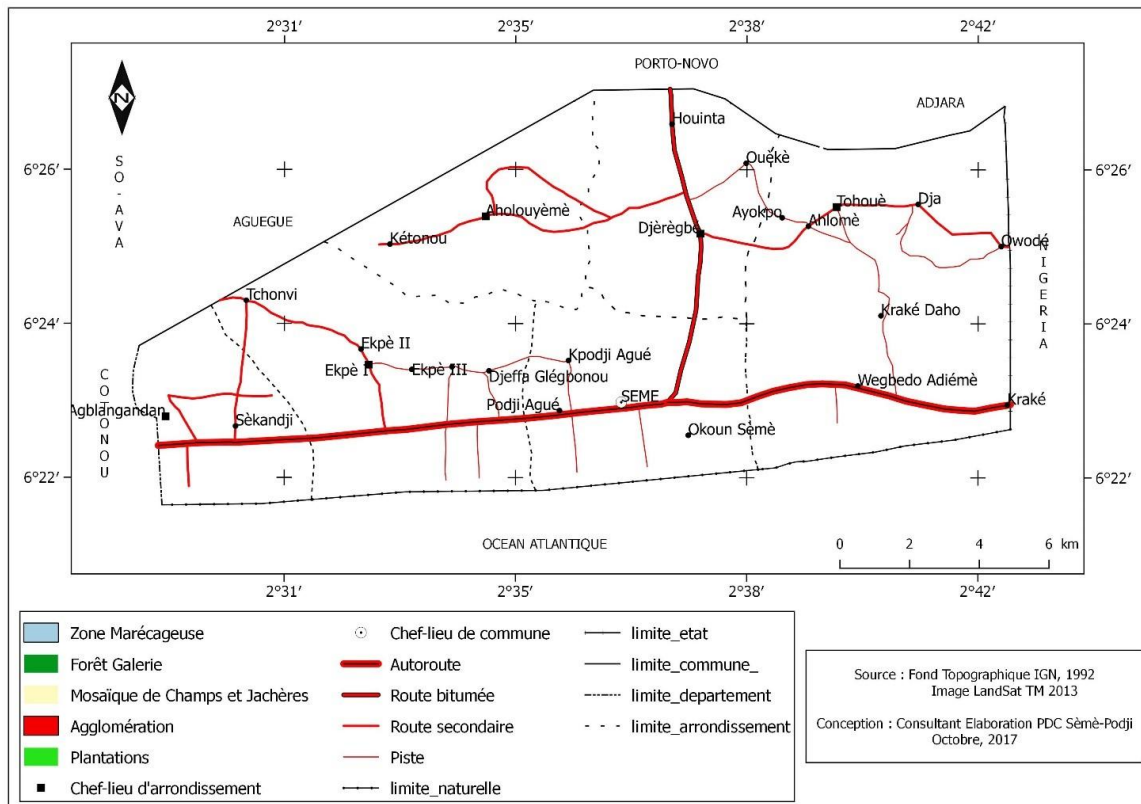


Figure 3: Carte administrative de la commune de Sèmè-Podji (Mairie de Sèmè-Podji, 2017)

Image utilisée avec permission.

3.1.3 Cadre humain

La population de Sèmè-Podji augmente sans cesse à cause des immigrants venant de Cotonou et des autres départements du Bénin (RGPH-4_2013, p,7). De même, cette ville connaît une forte croissance démographique. En dix ans, le nombre d'habitants de cette commune est passée de 115 238 habitants en 2002 à 224 207 habitants en 2013, ce qui correspond à un taux de croissance annuel intercensitaire de 6,24 % (RGPH-4, 2013). Cette population est composée majoritairement de jeunes. Grâce aux récentes données du recensement de la population, 63% de la population a moins de 25 ans et 5,16 % de la population a 55 ans (RGPH 4_2, p,7). Ces traits et caractéristiques sont communs aux pays en développement, comme le Bénin, où le taux de fécondité est élevé. C'est également une population majoritairement féminine avec 51,46% de femmes et elle est composée de 68.1% d'urbains (RGPH 4_2, p,7).

Avec une densité moyenne de 897 habitants par Km², cette population se répartit de façon inégale dans les six arrondissements (Figure 2 ci-dessous) où les arrondissements de Agblangandan et d'Ekpè rassemblent respectivement 25,94% et 33,82 % soit 59,76% de la population totale.

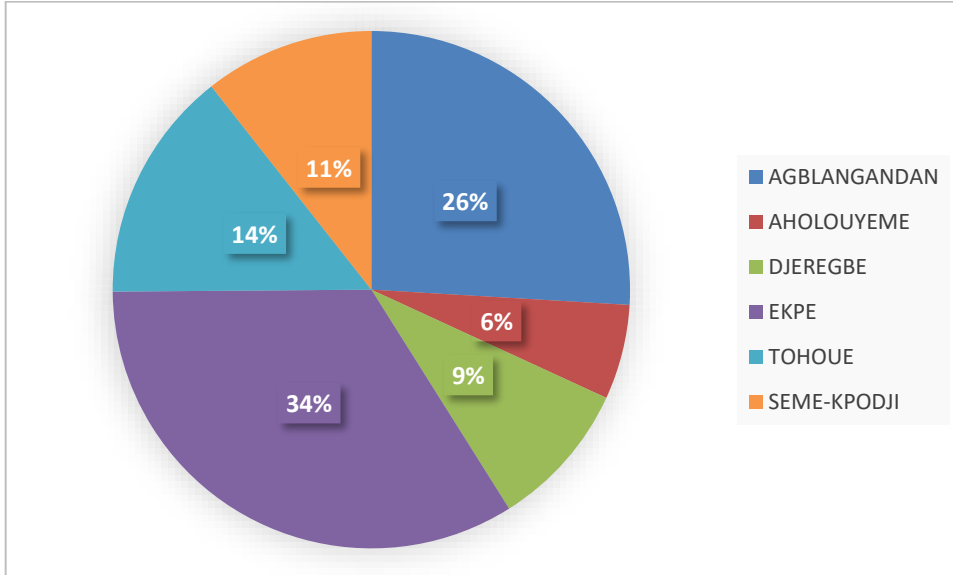


Figure 4: Répartition spatiale de la population de Sèmè-Podji

(Anthelme Gansa en 2024 avec les données du RGPH-4, 2013)

La commune de Sèmè-Podji comme présentée au début possède six arrondissements, dont les plus peuplés sont Agblangandan et Ekpe. Le moins peuplé est Aholouyemè. Ces six arrondissements sont délimités par le fleuve Ouémé, le Nigeria, l’océan Atlantique, le lac Nokoué et les communes de Cotonou, Porto-Novo et des Aguégués. Cependant la population de cette commune est inégalement répartie en fonction de critères géographiques, économiques et culturels (RGPH4_2, p,7).

La commune comporte 55 villages et quartiers de ville, qui sont répartis dans les six arrondissements.

Tableau 2 : Liste des villages et quartiers de ville de la commune de Sèmè-Podji répartis par arrondissement.

Arrondissement	Villages et Quartiers	Total
Agblangandan	Kpakpakanmè, Lokokoukoumè, Mondokomè, Davatin, Agbalilamè, Agblangandan, Gbakpodji, Sèkandji Houéyogbé, Sèkandji Ananmandossi, Sèkandji Gangnoncomè, Akpokpota	11
Ekpè	Tchonvi, Tchonvi Agbolokoun, Ekpè Wétchindahomè, Ekpè Kanhonou, Ekpè Gbédjamè, Ekpè Ekpècomè, Ekpè Seyivè, Ekpè Marina, Ekpè Kp10, Djèffa Houédomè, Djèffa Gbago, Djèffa Glégbonou, Djèffa Kohouénou	13
Aholouyèmè	Kétonou, Dénou, Agonsagbo, Djèho, Goho, Torri Agonsa, Aholouyèmè	7
Djèrègbé	Djèrègbé Wèla, Djèrègbé, Gbéhonmè, Awanou, Gbokpa, Houinta, Houèkè	7
Tohouè	Ayokpo, Ahlomè, Kpoguidi, Dja, Tohouè, Kraké Daho, Glogbo, Glogbo Missèbo, Wégbégo – Adièmè, Hovilokpo	11
Sèmè – Podji	Podji Missérété, Podji, Podji Gbago, Podji Agué, Agogon, Okoun Sèmè	6

Source : Tableau réalisé à partir des données de l'RGPH-4, 2013.

3.1.4 Dynamique économique et sociale

La commune de Sèmè-Podji dispose de nombreuses potentialités pour son développement économique et social parmi lesquels un climat favorable à l'agriculture et une proximité avec

le Nigeria, le fleuve Ouémé et une zone franche industrielle (Mairie de Sèmè-Podji, 2017). En revanche elle connaît des défis importants tels que la pauvreté, le chômage, l'insécurité, la dégradation de l'environnement et le manque d'infrastructures (Mairie de Sèmè-Podji, 2017). L'élevage, l'agriculture, la pêche et la pisciculture sont des activités pratiquées dans cette commune. Mais l'activité principale demeure l'agriculture, qui permet la production du maïs, du manioc, du riz, de l'ananas, de la noix de coco et du palmier à huile (Mairie de Sèmè-Podji, 2017). La commune possède un centre de promotion agricole (CeCPA) et un autre centre de promotion sociale (CPS) pour accompagner les producteurs (Mairie de Sèmè-Podji, 2017).

La zone franche industrielle de Sèmè-Podji a plus de 200 entreprises, et qui sont principalement dans les secteurs du textile, de la plasturgie, de la métallurgie, de l'agroalimentaire, et l'industrie (RGPH-4, 2013). Les zones franches offrent aux investisseurs des avantages fiscaux et douaniers, ainsi que des infrastructures modernes et des services de qualité (RGPH-4, 2013). De même, le commerce est une activité dynamique de la commune, grâce à sa position stratégique avec le Nigeria, le plus grand marché de la sous-région (Kpadenou, 2023). Aussi le secteur touristique a un fort potentiel dans la commune, et possède plusieurs attraits, tels que la plage de Sèmè-Podji et le lac Nokoué. La commune dispose également d'un centre culturel, d'un stade et de plusieurs associations sportives et culturelles. Le tourisme est cependant peu développé, faute de promotion et d'infrastructures adaptées (RGPH-4, 2013).

Selon l'RGPH-4 (2013), en termes de statistique, le secteur tertiaire employait plus de 67,5% des personnes actives de 15 à 64 ans, dont 43,2% travaillaient dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration. Les secteurs primaire et secondaire couvraient respectivement 4,3% et 14,9% des actifs. Dans cette commune, le secteur informel dominait les activités économiques avec 88,1% d'actifs et 1,5% de chômeurs (RGPH-4, 2016).

3.2 MÉTHODOLOGIE

L'approche qualitative est en effet une méthode de recherche en sciences sociales qui cherche à décrire et à comprendre les significations, motivations, attitudes, perceptions et expériences des acteurs sociaux dans leur environnement et dans un contexte donné (Bourgeois, 2021). Les données sur lesquelles ce type de recherche se base sont verbales ou visuelles, et sont recueillies par différentes techniques telles que l'entretien, l'observation, l'analyse de contenu ou de discours, etc... (Paillé et Mucchielli, 2021). En revanche, une telle méthode ne tente pas de capturer toutes les dimensions possibles du phénomène étudié, mais de le faire en profondeur et dans toute sa complexité.

D'après Paillé et Mucchielli (2021), l'approche qualitative comporte plusieurs avantages pour la recherche en sciences sociales, notamment :

- Elle permet d'appréhender la réalité sociale dans sa diversité et sa dynamique, en tenant compte du point de vue des acteurs, de leurs interactions, de leurs pratiques et de leurs contextes ;
- Elle favorise aussi la découverte de phénomènes nouveaux, inattendus, en laissant une place à l'induction, à la créativité du chercheur ;
- Elle permet de mieux comprendre des processus et des mécanismes qui se cachent derrière les phénomènes sociaux, en mettant en évidence les relations de causalité, les effets de sens, etc. ;
- Elle est facilement adaptable, ce qui permet au chercheur de modifier son objet, ses questions ou ses méthodes en fonction des nouvelles connaissances acquises au cours de l'étude ;
- Elle est exploratoire et créative, ce qui permet au chercheur de découvrir des aspects inattendus ou non étudiés d'un phénomène ;
- Elle donne la priorité aux points de vue des répondants, ce qui permet de respecter leur expérience, leur croyance et leur vision du monde.

Selon ces mêmes auteurs, elle présente également des limites, notamment :

- Elle est subjective et dépendante du chercheur, ce qui peut introduire des biais dans les résultats ;
- Ces résultats ne sont pas nécessairement applicables à d'autres populations ou contextes ;
- Elle est coûteuse car elle nécessite une collecte et une analyse de données détaillées ;
- Elle est difficile à vérifier et à reproduire, car elle repose sur des données qualitatives qui ne sont pas facilement mesurables ou quantifiables.

L'approche qualitative est utilisée dans le domaine de la gestion des DSM, qui est un enjeu majeur pour les sociétés urbaines, tant sur le plan environnemental, sanitaire, économique que social. Elle permettra d'analyser les représentations sociales du déchet des acteurs locaux dans la gestion des DSM.

Ainsi, dans le cas de notre recherche sur la gestion des DSM dans la commune de Sèmè-Podji, l'approche qualitative serait pertinente pour :

- Comprendre la manière dont les DSM sont gérés à Sèmè-Podji ;
- Identifier les rôles des acteurs locaux dans la gestion des DSM ;
- Mettre au jour les conceptions et représentations du déchet des acteurs locaux de la commune dans la gestion des DSM, en analysant leurs discours.

Dans la suite de cette section, il sera question de présenter la population d'étude et l'échantillonnage, la collecte des données, la stratégie d'enquête et d'analyse, et l'aspect éthique de la recherche.

3.2.1 Population d'étude et échantillonnage

La population cible de notre recherche est constituée des acteurs locaux de la gestion des déchets solides ménagers dans la commune de Sèmè-Podji au Bénin. Ces acteurs sont les personnes ou les organisations qui participent directement ou indirectement à l'une ou plusieurs activités de gestion des DSM telles que la collecte, le transport, le traitement, le

recyclage ou l'élimination des déchets. Le décret 2003-332¹⁶ portant gestion des DSM en République du Bénin, a défini les différents acteurs au niveau local qui jouent des rôles importants dans la gestion des déchets solides ménagers. Il s'agit des collectivités locales, les PME, les ONG et des organismes communautaires. Les ménages et les acteurs du secteur informel participent eux aussi à la gestion DSM au Bénin (Dansou et Odoulami, 2017 ; Eyebiyi, 2011). Certains de ces acteurs ne seront pas pris en compte dans le cadre de cette étude, en raison de contraintes de temps, soit : les ONG et les organismes communautaires et les ménages. Ainsi nous retiendrons trois types d'acteurs impliqués dans la gestion des DSM :

- les collectivités locales, représentées par les coordonnateurs d'arrondissement (CA), qui sont des acteurs clés et jouent un rôle essentiel pour la mise en œuvre des politiques publiques en matière de gestion des déchets et de promotion du recyclage ;
- les PME représentées par les pré-collecteurs, sont des acteurs essentiels pour la collecte, le tri, le nettoyage et la transformation des bouteilles plastiques ;
- les acteurs informels : ce sont les récupérateurs, les artisans, les petites et moyennes entreprises informelles, les vendeuses de bouteilles recyclées qui sont des femmes dites « Gohotos », les pré-collecteurs informels etc...

Cependant, dans le cadre de cette recherche, nous avons choisi comme acteurs du secteur informel, les vendeuses de bouteilles et plastiques recyclées (femmes dites « Gohotos »), qui sont uniquement des femmes et sont des acteurs marginaux mais néanmoins important pour la valorisation des bouteilles et des plastiques et peu pris en compte dans les études recensées.

Nous avons considéré deux arrondissements de la commune de Sèmè-Podji. Il s'agit de Agblangandan et d'Ekpè. Nous avons choisi ces deux arrondissements car ils représentent deux zones contrastées en termes de géographie, de démographie et d'économie.

¹⁶ Décret n°2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides en République du Bénin. - Légibénin (legibenin.net) consulté le 15 septembre 2023

Pour cette étude exploratoire, nous avons utilisé un échantillonnage intentionnel. Pour les entretiens, nous avons sélectionné les répondants en fonction de leurs connaissances, expériences, ancienneté, ou leurs pratiques liées aux déchets. Nous avons réalisé 18 entretiens dont trois (03) avec les coordonnateurs d'arrondissement (CA), six (08) avec des responsables de petites et moyennes entreprises (PME) et cinq (07) avec des femmes vendeuses de bouteilles et plastiques recyclées, communément appelées « Gohotos ».

3.2.2 Collecte des données, stratégie d'enquête et d'analyse

3.2.2.1 Collecte de données

Les différentes techniques que nous avons utilisées pour collecter les données pour notre recherche qui se veut qualitative sont des entretiens semi-structurés.

3.2.2.2 L'entrevue

Cette phase de collecte des données s'est déroulée du 8 juin au 5 juillet 2024, alors que nous étions sur place au Bénin dans la commune de Sèmè-Podji précisément à Pk10. Au total 18 entretiens semi-directifs ont été réalisés dont trois (03) avec les coordonnateurs d'arrondissement (CA), six (08) avec des responsables de petites et moyennes entreprises (PME) et cinq (07) avec des femmes vendeuses de bouteilles et plastiques recyclées, communément appelées « Gohotos ».

Nous avons à l'entame pris des rendez-vous afin de rencontrer en personne les répondants qui ont reçu la lettre de présentation et le formulaire de consentement, et qui ont accepté de nous accorder de leur temps pour prendre part à ce projet qui pourrait contribuer à l'amélioration de la gestion des déchets dans la commune. Les entretiens ont été menés en face à face avec les répondants. Des informations ont été recueillies auprès de ces répondants, qui ont pu exprimer librement leurs opinions, leurs idées, raconter leurs expériences et exposer leur point de vue sur des questions prédéfinies.

Le guide d'entretien couvrait des questions relatives à :

- La situation actuelle de la gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ;
- Les acteurs et les enjeux de la gouvernance des déchets à Sèmè-Podji ;
- Les rôles spécifiques de chaque acteur dans le système de gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ;
- Les représentations sociales du déchet des acteurs locaux ;

Soulignons aussi que nous avons fait recours à des prétests pour tester et affiner nos instruments de collecte de données. Les entretiens semi-directifs ont été administrés par nous-mêmes aux répondants sélectionnés.

La durée des entretiens était entre 30 minutes et une heure (1h) de temps. Cette durée a varié en fonction de la manière dont l'entretien se déroule (en personne ou par téléphone), de la catégorie de l'individu et de ses connaissances sur les divers sujets abordés. Nous avons conduit les entretiens dans des lieux définis avec l'accord des répondants, et les avons enregistrés avec la permission de ces derniers. Et si l'enregistrement n'était pas possible nous avons pris des notes des éléments essentiels de l'entretien.

3.2.2.3 Le recrutement

Sur le terrain, nous avons recruté les répondants à enquêter, en respectant les critères de diversité des points de vue. Pour cela, nous avons utilisé deux méthodes complémentaires :

- La méthode réputationnelle, qui consiste à sélectionner des personnes qui sont plus connues et ont assez d'expérience dans le domaine étudié, en se basant sur les noms apparaissant dans les sources documentaires recensées, mais aussi des personnes connues par des leaders communautaires, ou des personnes ressources du milieu ;
- La méthode boule de neige, qui consiste à demander aux personnes déjà enquêtées de recommander d'autres personnes susceptibles de participer à l'enquête.

La méthode réputationnelle nous a permis de choisir les responsables des PME et aussi les coordonnateurs d'arrondissement.

Pour le cas des femmes collectant les bouteilles, c'est plus grâce à la méthode boule de neige que nous avons pu identifier ces répondantes.

3.2.2.4 Analyse de données

En ce qui concerne l'analyse des données, nous avons fait une analyse thématique de contenu. Selon Van Campenhout et al. (2022), l'analyse de contenu implique un traitement méthodique des informations collectées. Ainsi notre analyse de contenu va impliquer la transcription, la codification, la catégorisation et la comparaison des données.

Nous avons transcrit fidèlement mot à mot nos entretiens audios en texte. Et pour anonymiser les répondants rencontrés lors de nos entretiens tout en respectant l'éthique de la recherche, nous avons utilisé un code basé sur des lettres et des chiffres. Comme E1 pour souligner que c'est le premier entretien. Ce qui a permis de protéger l'identité des répondants en évitant toute identification directe. Nous avons cherché à identifier les thèmes, les motifs et les relations entre les données. Ensuite nous avons catégorisé des données, qui consiste à regrouper les données en catégories ou en thèmes, en fonction de leur similarité ou de leur relation, puis nous avons fait l'interprétation des données, qui consiste à donner du sens aux catégories ou aux thèmes, en les reliant aux objectifs et aux questions de recherche. Enfin nous avons fait une synthèse des résultats.

3.2.3 Éthique de la recherche

La politique de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) sur la recherche impliquant des êtres humains a été claire sur l'éthique de la recherche en milieu universitaire. Elle souligne que : « toute recherche menée avec des répondants humains vivants sera évaluée et approuvée par le comité d'éthique de la recherche (CÉR) avant d'être mise en œuvre »

(UQAR, 2012 : 3). Ainsi avant d'aller sur le terrain pour faire la collecte de données nous avons soumis une demande de certification éthique avec l'accord de notre directrice et co-directrice de mémoire. Pour faire cette demande, nous avons envoyé au comité d'éthique de la recherche, une brève présentation de notre projet de recherche, le formulaire de consentement qui décrit les conditions de participation à ce projet, le droit de retrait, la protection de leur identité pour raison de confidentialité, leur approbation à signer le formulaire. Nous avons complété le guide d'entretien. Le comité avait apporté quelques corrections et recommandations. À la fin, la demande du certificat d'éthique pour notre recherche a été approuvée le 5 avril 2024 ce qui nous a permis d'aller sur le terrain pour la collecte de données et de commencer la réalisation de nos entretiens. Nous mettons donc un exemplaire du certificat éthique en annexe en plus du guide d'entretien, de la lettre de présentation du projet et du formulaire de consentement.

3.2.4 Limites et difficultés rencontrées

Quelques limites sont à énumérer dans le cadre de la réalisation de cette recherche. Cette recherche se retrouve dans un champ d'étude qui n'est pas trop abordé sur le pays Bénin, ni sur la commune de Sèmè-Podji. Comme limites :

- Nous avons souvent dû confronter nos préjugements à la réalité du terrain, et considérer d'un œil nouveau les situations et les personnes ;
- Il y a très peu de recherches qui portent sur les représentations sociales du déchet en Afrique et sur le rôle des acteurs locaux africains de la gestion des déchets solides ménagers ;
- Nous avons dû réduire notre temps de séjour sur le terrain pour la collecte de données à deux mois, pour des raisons financières et aussi pour le temps alloué à cette recherche. Ce temps était un peu serré pour une collecte de données ;

- Certains responsables de PME ont refusé de répondre à certaines questions qui touchent le gouvernement en place. En effet ils étaient méfiants et pensaient que nous sommes envoyés par le gouvernement pour savoir ce qui se trame sur le terrain,
- Nous nous sommes limités à deux arrondissements de la commune à savoir l'arrondissement de Ekpè et celui de Agblangandan. En dépit de ces limites, la recherche s'est bien déroulée.

Quant aux difficultés sur le terrain, nous en avons rencontrés quelques-unes. Les coupures d'électricité nous ont causé beaucoup d'ennuis. Par exemple en pleine discussion avec un répondant il y avait des coupures d'électricité et on était parfois obligé de reporter la séance à une autre date. Ces coupures duraient entre six (05) et dix (10) heures de temps en journée comme dans la soirée. Les conditions météorologiques, comme la chaleur intense qui dépassait les 34 degrés Celsius, ont également rendu plus difficiles les tâches.

Les conditions sanitaires sur les sites de décharge ont aussi demandé des actions supplémentaires, comme le port de masques, pour éviter tout risque de contamination.

En conclusion, ce chapitre nous a permis de situer notre étude dans son contexte spatial. Nous avons choisi la commune de Sèmè-Podji comme terrain d'investigation, car elle illustre les enjeux liés à la gestion des déchets solides dans les villes africaines. La commune couvre une superficie de 250 km². Elle se compose de six (06) arrondissements : Agblangandan, Aholouyèmè, Djèrègbé, Ekpè, Tohouè et Sèmè-Podji. Nous avons présenté les caractéristiques historiques, géographiques, administratives, humaines, économiques et sociales de cette commune, ainsi que les acteurs impliqués dans la gestion des déchets. Notre population cible est constituée de : chefs d'arrondissements (CA) ; les responsables de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les femmes dites « Gohoto » qui interviennent dans le secteur informel. Ces acteurs seront choisis dans deux arrondissements de la commune de Sèmè-Podji. Il s'agit des arrondissements de Agblangandan et d'Ekpè. Nous avons fait ces choix parce que ces deux arrondissements représentent deux zones contrastées en termes de géographie, de démographie et d'économie.

Nous avons ensuite exposé la méthodologie que nous avons adoptée pour répondre à notre problématique générale, en définissant la population d'étude et l'échantillonnage, le plan d'action et la stratégie de terrain, de même que les techniques de collecte et d'analyse des données. Pour la collecte de données, nous avons utilisé de différentes techniques de recherche qualitative, telles que les entretiens semi-structurés. Pour l'analyse des données, nous avons fait une analyse qualitative des données, qui implique la transcription, la codification, la catégorisation et la comparaison des données. Ainsi, ce chapitre constitue le cadre de référence de notre recherche, qui nous permettra de passer à l'analyse des résultats dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Ce chapitre s'intéresse à la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji, en mettant en lumière les représentations sociales du déchet ainsi que les rôles des acteurs locaux impliqués dans ce processus. L'analyse s'articule autour de trois objectifs essentiels : tout d'abord, explorer les représentations sociales du déchet des acteurs locaux de la commune de Sèmè-Podji. Ensuite, étudier les différents acteurs engagés dans la gestion des déchets, en mettant en lumière leurs rôles et responsabilités. Enfin, examiner le processus de gestion des déchets solides ménagers et les représentations des acteurs à son sujet.

Ce chapitre présentera les résultats découlant de l'analyse des entrevues réalisées à Sèmè-Podji, précisément dans les arrondissements d'Agblangandan et de Epkè, telles que présentées dans le chapitre précédent. Les données ont été recueillies principalement auprès des acteurs impliqués dans la gestion des déchets solides ménagers, à savoir les coordinateurs d'arrondissement (autorités locales), les responsables de PME engagées dans la collecte des déchets et les femmes Gohotos, actives dans le secteur informel en tant que vendeuses de bouteilles recyclées. L'étude ne s'est pas directement penchée sur les perceptions des habitants, mais sur celles des acteurs intervenant dans la gestion des déchets. Les représentations sociales analysées ici sont donc celles exprimées par ces catégories d'acteurs et non celles de l'ensemble de la population.

La première partie du chapitre présentera les représentations sociales du déchet, la deuxième partie du chapitre examinera les acteurs impliqués dans la gestion des déchets, en analysant leurs rôles et responsabilités, et la dernière partie du chapitre abordera le processus de gestion des déchets et les représentations des acteurs à son sujet. Cependant, des répondants ont identifié des problèmes et proposé diverses solutions pour améliorer la situation.

4.1 LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DU DÉCHET

Les représentations sociales désignent l'ensemble des perceptions, croyances et connaissances partagées par un groupe sur un sujet donné. Elles influencent la manière dont les individus perçoivent et interagissent avec leur environnement (Gaymard, 2021).

Dans cette section, nous explorerons les représentations sociales des acteurs locaux de la commune de Sèmè-Podji concernant le déchet :

4.1.1 Déchet : une vision négative

Une première perception du déchet est connotée négativement. D'une part certains répondants parlent du déchet comme une nuisance, c'est-à-dire une source de désagrément et d'insalubrité qui perturbe leur environnement (E4 ; E5 ; E6 ; E12 ; E13 ; E15 ; E18). Un répondant souligne que cette manière de voir est répandue dans la population : « beaucoup de gens voient encore les déchets comme une nuisance, quelque chose de sale et de désagréable » (E6). Pour d'autres les déchets créent des odeurs nauséabondes, et sont des saletés et qu'il faut s'en débarrasser rapidement (E6). Pour un autre répondant, les odeurs résultant des déchets sont insupportables. Il explique :

« Tu seras en train d'inhaler les odeurs nauséabondes des produits qui ont été consommés de ces bouteilles ou plastiques. Les déchets, ça sent beaucoup de mauvaises odeurs. De plus, les éboueurs souffrent quotidiennement des odeurs des déchets. Parce que parfois ça gaze et ça sent très mauvais pour ces employés » (E16).

Le retard dans l'enlèvement des déchets peut entraîner une détérioration qui aggrave les odeurs selon un répondant. Il explique : « quand ils ne viennent pas enlever les ordures, c'est un véritable problème. Pendant plusieurs jours, les ordures se détériorent et dégagent des odeurs nauséabondes » (E14). Selon un autre, les mauvaises odeurs peuvent provoquer des problèmes liés à la respiration des individus (E5).

Les déchets sont aussi connotés négativement en ce qu'ils entraîneraient des conséquences néfastes sur la santé et l'environnement. Un répondant illustre ce point en mentionnant les plastiques dans les océans : « souvent, les déchets sont de très mauvaises choses pour l'environnement et la santé. Regardez les plastiques dans les océans, cela tue les poissons » (E4). Les déchets sont souvent considérés comme une source de pollution, entraînant des problèmes de santé. Un répondant expose son point de vue sur le sujet : « Les déchets, il faut mettre ça dans les poubelles et les vider rapidement. Cela peut créer des problèmes liés à la respiration des individus » (E5).

Le traitement des déchets est également perçu comme un travail sale par ceux qui en font leur occupation. Un répondant que nous avons rencontré explique : « les gens nous voient comme des gens qui mettent la main dans la saleté. Et nous voient toujours avec des yeux de pauvreté » (E15). D'autre part, un autre désigne les déchets simplement comme « des ordures qu'il faut se débarrasser »

Pour certains répondants, les déchets sont simplement des objets inutiles à éliminer (E15 ; E18). Un répondant explique : « les déchets sont des objets dont on n'a plus besoin et qui doivent être éliminés » (E15). Un autre déclare : « les déchets, ce sont les ordures, ce sont les choses qu'on ne peut plus utiliser » (E18).

Selon un autre répondant, « c'est dangereux, les déchets » (E12). Selon lui, les déchets non traités peuvent s'accumuler et devenir un problème de sécurité. Il explique : « ils ont stocké plein de déchets dans une chambre là, et c'est dangereux » (E12).

L'utilisation des déchets pour des remblais pose des risques importants pour les habitations et la santé publique (E5 ; E11). Un répondant explique : « d'autres les utilisent pour faire les remblais des maisons. Oh ils oublient que cela crée l'écoulement des maisons et d'autres problèmes surtout sanitaires » (E5).

En somme, les témoignages soulignent que les déchets sont associés à des représentations sociales négatives à Sèmè-Podji. Ils sont vus comme des éléments sales, inutiles et polluants, avec des conséquences néfastes sur la santé et l'environnement.

4.1.2 Déchet vu comme une ressource

Plusieurs autres répondants perçoivent les déchets non comme un fardeau, mais comme une ressource précieuse (E1, E3, E7, E8, E15), ce qui est à l'opposé d'une image d'inutilité présentée précédemment. Un répondant exprime son point de vue : « pour moi, il y a des ressources si on fait le tri et si on transforme aussi ces déchets en autres biens » (E6). Un autre partage son expérience en déclarant : « les déchets ne sont pas quelque chose d'inutile. Ils peuvent être réutilisés ou recyclés. Et c'est ce que nous faisons, et c'est bon pour l'environnement » (E3). Un autre confirme ce point de vue en soulignant : « je crois fermement que chaque déchet peut être une ressource si nous le gérons correctement » (E12). De plus en plus de personnes comprennent que les déchets peuvent être une ressource s'ils sont bien gérés (E6).

La perspective économique des déchets est également soulignée par plusieurs répondants. Pour eux : « dans le secteur des déchets, il y a beaucoup d'argent qui circule » (E1, E15). Un parmi eux affirme : « pour moi, les déchets, on peut s'enrichir avec. C'est de l'argent. Surtout le recyclage » (E15).

A cet effet, certains acteurs ont intégré la gestion des déchets dans leurs activités génératrices de revenus. Un répondant précise :

« Il y a la richesse dans le déchet. Si je vous donne un petit exemple, avant quand on était une ONG, on avait notre zone, là où on opérait. Quand on travaille pour les ménages jusqu'à la fin, tu vas sur le terrain, tu fais ton recouvrement, ça nous a permis non seulement pour ceux qui travaillent pour nous de les mettre à l'aise, de les payer, ça nous a permis à nous-mêmes au moins de subvenir à nos besoins » (E8).

En somme, une autre représentation des déchets montre que, loin d'être perçus uniquement comme une nuisance, sont vus par plusieurs répondants comme une ressource précieuse pouvant être réutilisée ou recyclée. Ce point positif est en lien avec le fait que certains mettent en avant leur potentiel économique, soulignant que la gestion des déchets peut générer des revenus importants.

4.1.3 Le déchet magico-symbolique

Une dernière représentation sociale du déchet le poserait comme un objet et un site magico-symbolique, du moins c'est ce que semblent suggérer des points de croyance évoqués par nos répondants lorsqu'ils traitent des déchets, et paraissent ajouter aux représentations sociales sur ce sujet.

Certains répondants considèrent que ramasser les déchets la nuit pourrait attirer les mauvais esprits (E13, E15, E16). L'un des répondants explique : « ici, on nous dit souvent de ne pas ramasser les ordures la nuit, ni de balayer la nuit, car cela attire les esprits » (E15). Cette idée est encore renforcée par une pratique courante dans certains endroits où les gens effectueraient des rituels sur les tas d'ordures, selon un répondant (E13). Ce serait pour des pratiques spirituelles ou symboliques (E15 ; E16). Ces pratiques serviraient à honorer des ancêtres, éloigner les mauvais esprits ou marquer des événements particuliers selon ces mêmes répondants.

Pour certains répondants cette représentation pourrait limiter l'engagement des communautés locales dans les activités de nettoyage ou de gestion des déchets, renforçant parfois les problèmes liés à l'accumulation des déchets solides ménagers à des endroits (E13; E15 ; E16).

Pour synthétiser, à Sèmè-Podji, les représentations sociales du déchet reflètent des représentations variées et parfois paradoxales. Ils sont souvent perçus comme des éléments sales et inutiles, associés à des odeurs nauséabondes, des risques pour la santé et des problèmes environnementaux. Par ailleurs, leur gestion est parfois vue comme un travail dévalorisé. Cependant, d'autres répondants considèrent les déchets comme une ressource ou une opportunité économique, qui, avec une gestion appropriée, peuvent être transformés en biens utiles ou recyclés, générant des revenus et des emplois pour les acteurs impliqués.

En outre, les croyances ajoutent aussi à la représentation sociale du déchet, qui sont alors dotés d'une fonction magico-symbolique, soit comme des lieux liés à des esprits.

4.2 LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA QUESTION DES DÉCHETS

La gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji repose sur l'intervention de plusieurs acteurs issus de différents secteurs. Chacun joue un rôle spécifique et contribue, à divers niveaux, au fonctionnement du système. Ces acteurs interagissent entre eux, créant des dynamiques de coopération, mais aussi des tensions liées aux enjeux organisationnels et économiques.

Dans cette section, nous présenterons les responsabilités et rôles des principaux acteurs impliqués. Nous examinerons d'abord le secteur public, qui encadre la gestion des déchets à travers la société de gestion des déchets et les autorités locales (SGDS). Ensuite, nous aborderons le secteur privé, où les PME et les éboueurs assurent la collecte et le traitement des déchets. Nous étudierons également la contribution des organismes de la société civile et des ONG, ainsi que le rôle essentiel du secteur informel, notamment des femmes Gohotos, qui participent activement au recyclage et à l'économie locale.

Enfin, cette section mettra en lumière les dynamiques de collaboration et de conflits qui émergent entre ces acteurs, permettant de mieux comprendre les enjeux et défis liés à la gestion des déchets solides ménagers dans la commune.

4.2.1 Rôle et responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion des déchets

4.2.1.1 Le secteur public

Description

Des répondants ont mentionné qu'il y a les autorités locales qui sont des acteurs clés de la gestion des déchets solides dans la commune de Sèmè-Podji précisément la mairie qui demeure un acteur important (E1 ; E6 ; E8 ; E11 ; E14). L'un des répondants dit : « nous travaillons souvent avec la mairie et elle travaillait aussi avec ceux qui viennent enlever les

ordures dans la région [...] C'est nous qui faisons le grand boulot, mais les autorités nous accompagnent aussi » (E14).

De même pour d'autres, les maires sont au cœur des informations et décisions venant de la SGDS. Un répondant mentionne que : « tous les maires sont dans le conseil d'administration de la SGDS. Et tout ce qui se passe ils sont au courant » (E8). Un autre répondant souligne que : « la collecte des ordures est réglementée et collectée par la mairie et les mairies ont confié cela à la SGDS » (E13).

Pour un autre, ce sont les agents de la mairie qui sont responsables d'une grande partie de la gestion des déchets dans la commune (E16).

La société de gestion des déchets et de la salubrité (SGDS)

Des répondants ont souligné que la SGDS créée par le Gouvernement, est un acteur important de la gestion des déchets à Sèmè-Podji (E5 ; E6 ; E11). C'est elle qui gère en plus des PME les déchets dans la commune (E11). Un autre répondant a mentionné que « oui, c'est la société SGDS qui vend ses poubelles homologuées. C'est un peu partout dans les arrondissements et dans les centres de regroupement des déchets » (E5). De plus en collaboration avec des PME, la SGDS effectue divers travaux de gestion des déchets dans différents arrondissements : « il y a la société SGDS qui fait déjà quelques travaux. Elle travaille en commun accord avec des PME de mon arrondissement » (E6).

En ce qui concerne la perception de l'amélioration des résultats de la gestion des déchets sous la SGDS, un répondant a noté : « en ce qui concerne les résultats de la gestion des déchets sous la SGDS, il y a vraiment une réelle amélioration. Si on dit qu'il n'y a pas d'amélioration, là on a péché contre le gouvernement » (E8). Cette amélioration s'explique en partie par la création de la SGDS par le Gouvernement dans le cadre de la modernisation du secteur de la gestion des déchets. Ce projet s'inscrit dans une volonté nationale de rendre ce secteur plus organisé et efficace face aux défis environnementaux croissants. La SGDS a pour mission de coordonner la gestion des déchets dans le Grand Nohoué, et en étroite collaboration avec les autorités locales, notamment les mairies, pour superviser les activités. Le gouvernement du

Bénin, en mettant en place la SGDS, a également fourni des cadres réglementaires et des ressources dans le but d'améliorer la gestion des déchets.

La question de la gratuité du service a également été soulevée par des répondants. Avec l'avènement de la SGDS, c'est devenu gratuit le service de la collecte des déchets (E9 ; E11 ; E15 ; E17). Avec la mise en place de la SGDS, le service de collecte des déchets est devenu gratuit pour les habitants de Sèmè-Podji. Les habitants n'ont plus besoin de payer pour que leurs déchets soient ramassés. Cette gratuité a été instaurée pour faciliter l'accès au service, encourager les habitants de la région à utiliser les systèmes de collecte et améliorer la gestion des déchets dans la région (E11 ; E17).

Cependant, des critiques ont été formulées par des promoteurs de PME à l'encontre de la SGDS, notamment en ce qui concerne les conditions et la rémunération des services : « les conditions qu'on a signées avec la SGDS ne sont pas bonnes » (E 11 ; E13) et « auparavant c'étaient les ménages qui nous payaient. Mais avec la SGDS, il faut un certain nombre de tonnages avant d'être payé » (E13).

D'autres répondants ont exprimé leur déception quant à la gestion actuelle par la SGDS et sont déçus de la façon dont les choses sont gérées actuellement au niveau de la SGDS (E 9 ; E11 ; E14).

Ainsi on peut retenir que la SGDS a été créée par le gouvernement pour moderniser le secteur de la gestion des déchets dans les communes du Grand Nohoué. En collaboration avec les mairies et les PME, elle devrait jouer un rôle central en organisant et en encadrant les activités de collecte et de traitement des déchets. Cette initiative, soutenue par des cadres réglementaires et des ressources nationales, a permis certaines améliorations, notamment en rendant le service de collecte gratuit pour les habitants. Cependant, des critiques ont été exprimées concernant les conditions et la rémunération des services, par les PME partenaires, qui regrettent des accords jugés défavorables et des paiements conditionnés à des tonnages.

Le rôle des autorités locales

Les autorités locales ont été décrites par les répondants comme devant fournir les infrastructures et les réglementations nécessaires pour assurer un traitement efficace des déchets (E9 ; E 11 ; E12 ; E13). Mais pour mieux comprendre la chaîne de responsabilité dans la gestion des déchets à Sèmè-Podji, il est important de noter que cette tâche incombe initialement au gouvernement. Celui-ci délègue ensuite cette responsabilité aux autorités locales. Mais pour la modernisation du secteur, cette responsabilité a été transférée à une entreprise, la SGDS (E9 ; E12 ; E13).

Pour un autre répondant, cependant la responsabilité et le rôle des autorités locales sont maintenant exercés par la SGDS. Il souligne qu'« avant c'était la mairie qui gérait les choses et travaillait avec les ONG, ils ont mis de côtés les autorités locales et c'une entreprise du gouvernement la SGDS d'en haut qui gère les déchets maintenant dans notre zone » (E13).

Cette situation semble amener un effacement des autorités locales dans la gestion. Seuls les membres de la SDGS sont visibles sur le terrain, tandis que les autorités locales, privées de leur pouvoir, restent inactives face à l'accumulation des déchets (E11).

4.2.1.2 Le secteur privé

Description

Pour certains répondants, les acteurs locaux de la gestion des déchets sont associés aux petites et moyennes entreprises privées de la région (E6, E13). Un répondant a souligné : « il faut voir les PME qui font la collecte, il y a aussi les responsables et aussi les opérateurs. Les responsables font partie de l'encadrement, et les opérateurs sont ceux qui ont des tricycles qui vont sur le terrain » (E13).

D'autres répondants soulignent la présence de groupements d'intérêt économique qui sont composés de ces Petites et moyennes entreprises (PME) (E6 ; E8). Ils mentionnent également des groupements d'intérêt économique (GIE) tels que l'« Union des verts d'Agblangandan » et « Epkè propre » qui jouent des rôles importants.

Le rôle des petites et moyennes entreprises

D'après les répondants, les petites et moyennes entreprises (PME) qui interviennent dans la gestion des déchets, sont chargées de la collecte des déchets dans la commune, comme le dit celui-ci, issu lui-même d'une PME « nous nous spécialisons dans la collecte, le traitement et le transport des déchets solides ménagers » (E12).

Par ailleurs, un autre répondant souligne une problématique majeure liée à la collecte des déchets solides ménagers. Il affirme que « les entreprises de collecte doivent toutes fois assurer un service efficace et enlever les déchets, ce qui n'est pas le cas » (E12). Les entreprises de collecte des déchets ont une mission essentielle, qui est de fournir un service efficace et d'assurer le ramassage des ordures. Cependant, d'après cet intervenant, elles ne remplissent pas correctement leur rôle.

Les éboueurs : rôle et conditions de vie et de travail

Les éboueurs qui travaillent sous l'autorité des PME intervenantes dans le secteur ont été mentionnés aussi comme acteurs par les répondants.

Cependant le rôle des éboueurs ne se limite pas uniquement à la collecte des déchets, selon certaines personnes rencontrées (E1 ; E14 ; E15 ; E16). Pour l'un des répondants, les éboueurs participent au processus de recyclage en vendant directement des bouteilles et des plastiques recyclés. Il témoigne que l'arrivée de la SGDS a facilité aux éboueurs la commercialisation des matériaux qu'ils trient et ramassent dans les maisons (E15). En effet, selon les répondants, les éboueurs se rendent régulièrement dans les maisons pour collecter les déchets et sur les points de regroupement pour fournir des matériaux recyclables (E1 ; E15). Ce sont eux qui passent de maison en maison pour ramasser les ordures et qui viennent nous vendre, puis nous les achetons chez eux (E1 ; E16). Il y a aussi des hommes communément appelés « Gan Gblé Gblé » qui sont des ramasseurs d'ordures qui font les tris et sélectionnent les plastiques et les bouteilles recyclés (E1).

Selon quelques personnes rencontrées, de nombreux éboueurs ne vivent pas dans des conditions adéquates (E11 ; E13). Un répondant a mentionné : « nos éboueurs ils ne sont pas dans de bonnes conditions de vie. C'est vraiment difficile, puisque nous aussi en tant que responsable de la GIE nous n'arrivons pas à dégager de l'argent suffisant pour s'occuper d'eux » (E13). La rémunération des éboueurs varie, comme l'a souligné un autre répondant : « les éboueurs sont à 50 000 francs CFA, mais d'autres sont à 45 000¹⁷ francs CFA par mois » (E2).

4.2.1.3 Les organismes de la société civile/Les organisations non gouvernementales

Description

Les ONG sont des organisations indépendantes du gouvernement qui agissent dans divers domaines sociaux. Les organismes non gouvernementaux du domaine de la gestion des déchets sont aussi des acteurs que les répondants ont mentionnés. Un répondant explique : « avant, chacun était à son propre compte et ce n'étaient pas des entreprises. On était des ONG et chacun avait son domaine là où il intervenait » (E8).

Depuis 2010, la création d'ONG spécialisées dans la gestion des déchets a été une tendance, comme l'indique un autre témoignage : « c'est depuis 2010 que j'ai créé mon ONG dans la gestion des déchets. En ce temps, j'étais une ONG et j'avais des abonnés » (E9). La création des ONG dans le cadre de la gestion des déchets au Bénin a pris de l'ampleur à partir des années 2000. Ces ONG travaillent avec les autorités locales notamment les mairies dans la pré-collecte des déchets solides ménagers (E13).

¹⁷ 50 000 francs CFA équivalent à environ 119 dollars canadiens, tandis que 45 000 francs CFA correspondent à environ 107 dollars canadiens. En tenant compte du coût de la vie, ces montants représentent un revenu modeste, souvent insuffisant pour couvrir toutes les dépenses essentielles, notamment le logement, l'alimentation et les soins de santé.

Leur rôle

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle important dans la gestion des déchets à Sèmè-Podji (E7; E11; E15). Par le passé, elles étaient sollicitées par les autorités locales pour assurer la collecte et le traitement des déchets, grâce à leur engagement et leur expertise en matière de préservation de l'environnement. Un répondant a expliqué que, dans cette période, les conditions étaient encore meilleures que celles d'aujourd'hui : la gestion des déchets était efficace et l'accumulation des déchets était mieux maîtrisée. À cette époque, les ONG collectaient tous les déchets des quartiers (E13).

Cependant, cette responsabilité a progressivement été transférée à des structures plus formelles comme des PME qui travaillent en collaboration avec la SGDS, afin de mieux organiser les services. La SGDS et PME travaillent désormais en collaboration avec les mairies pour assurer une gestion plus efficace des déchets (E7; E11; E13). Un répondant souligne que : « la collecte des ordures est maintenant réglementée et confiée à la SGDS » (E13).

Malgré ce changement, certaines ONG du secteur restent actives dans la gestion des déchets, mais elles se concentrent désormais sur d'autres aspects tels que la sensibilisation des populations, la valorisation des déchets et l'éducation environnementale (E7; E13). Par exemple l'ONG « Gbobeto » a mis en place des projets verts mais pas à grandes échelles (E9). Toutefois, comme le mentionnent d'autres acteurs dont nous avons fait référence, les conditions de salubrité se seraient dégradées.

4.2.1.4 Le secteur informel

Secteur informel en général

Les acteurs de milieu informel selon les répondants sont en majorité des femmes vendeuses de bouteilles recyclées. Ces femmes vendeuses de bouteilles recyclées, communément appelées « Gohotos », jouent aussi un rôle dans la gestion des déchets au sein de la

communauté. Leur activité, bien que méconnue et non reconnue officiellement par les autorités locales, s'avère indispensable pour la propreté et le recyclage des matériaux. Plusieurs répondants témoignent qu'il y a des femmes qui sont dans le commerce de la vente des bouteilles des plastiques. On les appelle les "Gohotos" et elles sont dans le secteur informel (E5 ; E 11 ; E6 ; E15).

Ces femmes ne bénéficient pas de reconnaissance officielle de la part des autorités. Des répondants ont expliqué que le gouvernement ne reconnaît pas les activités de ces femmes et qu'elles se retrouvent livrées à elles-mêmes (E1 ; E 7 ; E15 ; E16 ; E18).

Les femmes Gohotos : Piliers du recyclage et de l'économie informelle à Sèmè-Podji

- Le métier des Gohotos : Entre recyclage et commerce

Les Gohotos sont des femmes engagées dans la récupération et la revente de bouteilles et de plastiques usagés. Selon les répondants leur activité consiste à racheter ces objets auprès des ménages, des marchés ou directement dans des lieux de regroupement des déchets solides ménagers (E1 ; E15 ; E16). Une répondante explique : « nous faisons l'achat et la vente des bouteilles et des plastiques recyclés, les bidons d'huile déjà utilisés » (E16).

Parfois, ces femmes se déplacent de maison en maison pour collecter ces objets déjà utilisés souvent des bouteilles et des plastiques. Elles vont aussi au niveau des points de regroupements des déchets et collectent ces objets que les éboueurs ont triés. Une répondante ajoute : « donc on part souvent les ramasser dans des lieux de regroupements des ordures, puis les nettoyer et les revendre à d'autres personnes » (E16). Le nettoyage des bouteilles est une étape fondamentale. Une répondante explique : « nous les nettoyons correctement et nous les mettons en des lots de quarantaine et dans des sacs de jute » (E15).

Ce travail, bien que difficile, joue un rôle essentiel dans la gestion des déchets et le maintien de la propreté dans la commune. Ces femmes estiment que leur travail contribue au recyclage des matériaux et au maintien de la propreté dans leur communauté (E5 ; E16). Cependant,

leur activité reste informelle et ne bénéficie pas de reconnaissance officielle, ce qui les expose à diverses difficultés et limites.

- La clientèle des Gohotos : un marché en expansion

Les femmes Gohotos ont su développer une clientèle variée, malgré leur appartenance au secteur informel. Parmi leurs principaux acheteurs, on retrouve les vendeuses de jus, de bissap et autres boissons artisanales. Une répondante explique : « il y a les vendeuses de bissap, des jus et autres qui viennent acheter chez nous des plastiques » (E1).

Leur marché ne se limite pas aux acheteurs locaux. Une autre rapporte : « beaucoup de personnes quittent très loin dans des marchés et viennent s'approvisionner chez moi des plastiques et des bouteilles déjà utilisées » (E15).

Certaines Gohotos stockent leurs produits chez elles et contactent directement leurs acheteurs, notamment pour des ventes en gros (E1 ; E15 ; E16 ; E18). Une femme témoigne : « aujourd'hui, les gens viennent s'approvisionner en bouteilles et plastiques chez moi à la maison et je vends souvent en gros » (E15).

Malgré le caractère informel de l'activité, selon les répondants, la demande des bouteilles et plastiques recyclés reste élevée, et les Gohotos ont su bâtir un réseau solide, permettant une activité commerciale dynamique (E1 ; E15).

- Origine et motivation : pourquoi les femmes se lancent dans cette activité

L'origine de l'engagement des Gohotos dans la gestion des déchets varie. Pour certaines, il s'agit d'une transmission familiale. Une répondante a hérité de l'activité de sa mère, et a suivi les traces de cette dernière en achetant et vendant des bouteilles et plastiques recyclés. Elle raconte :

« Ah ce travail, nous le faisons depuis notre enfance. La zone dans laquelle nous avons grandi, c'est ce travail que les gens font en majorité. De plus, c'est notre maman qui faisait ça depuis que j'étais petite. Et c'est comme cela que c'est devenu une habitude pour moi aussi. [...] C'est cela que maman a fait et moi aussi je le

fais. C'est en ce moment que j'ai commencé moi-même à suivre ma mère et à acheter et vendre aussi des bouteilles et plastiques recyclés. C'est un peu notre début » (E16).

Depuis 2003, une autre femme qui est aussi Gohoto, achète des bouteilles et plastiques recyclés de maison en maison, activité qu'elle a commencée avec sa mère. Malgré plusieurs déplacements forcés de son magasin, elle continue cette activité malgré l'informel (E1).

D'autres ont découvert cette activité après avoir exercé un autre métier sans lien avec le recyclage. Une répondante témoigne : « j'ai commencé ce travail il y a de cela 4 ans. Avant, j'étais une vendeuse de fruits tropicaux. [...] Je ramassais des bouteilles vides que je vendais à des vendeuses de jus de bissap » (E15).

Certaines femmes ont intégré ce domaine par nécessité économique, faute d'emploi. Un Gohoto confie : « je n'avais pas de boulot aussi dans le temps, donc il faut aller aussi trouver quoi manger. Et comme c'est quelque chose que ma sœur faisait et elle, elle s'en sortait un peu, pourquoi ne pas l'accompagner » (E18).

Ces parcours divers montrent que, loin d'être un simple métier de survie, l'activité des Gohotos représente une opportunité économique permettant à ces femmes d'assurer leur subsistance et celle de leur famille.

- Défis et résilience des Gohotos

Les répondants ont mentionné que ce travail est pénible et nécessite beaucoup d'efforts (E1 ; E15 ; E18). Une femme Gohoto présente ses difficultés :

« Le travail est pénible parfois. Les personnes chez qui nous achetons il y a d'autres qui nettoient et travaillent sur les plastiques et bouteilles, mais il y a d'autres qui ne font rien sur ça et c'est nous qui faisons tout cela. C'est parfois très fatigant. Donc si nous achetons, nous travaillons encore sur ces objets avant de les vendre. Parfois si ce sont les éboueurs qui ils amènent il faut savoir que c'est totalement sale et il faut laver proprement avant de les regrouper en en douzaine. Donc il faut ranger les plastiques à part, retrouvez les bouchons correspondant à chaque plastique, bien les laver et les mettre dans un grand sac de jute. Faudra aussi les classer par contenance, et pas propreté » (E16)

Le secteur informel pose plusieurs défis aux Gohotos. L'absence de réglementation rend leur activité précaire. Une femme témoigne des expulsions qu'elle a subies :

« Au début j'allais de maison en maison avec un panier sur ma tête pour acheter des bouteilles en plastique [...]. Mais il faut savoir qu'ils nous ont cassés plusieurs fois et on allait à un autre endroit et tous nos clients se dispersaient, après on revient encore ici et on nous casse encore. En 2020, ils ont cassé encore à nouveau » (E1).

Ces difficultés n'ont pas empêché ces femmes de poursuivre leur activité dans la région. Malgré les obstacles, elles font preuve de résilience et trouvent des solutions pour continuer et à subvenir à leurs besoins. Ces femmes sont toutefois conscientes de leur situation informelle. Une femme mentionne : « nous savons que nous sommes dans l'informel » (E15). Une autre dit « beaucoup de femmes comme nous exercent leur activité dans l'informel ici » (E18).

Pour ces femmes, la solidarité entre collègues et la persévérance sont essentielles à leur réussite. Beaucoup continuent leur activité malgré l'absence de structures de soutien.

Ainsi on peut retenir que les femmes dites Gohotos dont les activités qui consistent à collecter, nettoyer et revendre des matériaux recyclés, sont souvent motivées par le besoin d'améliorer leurs conditions de vie. Elles transforment leur activité en un pilier économique, malgré leur appartenance au secteur informel. Leur engagement et leur résilience témoignent de leur détermination à transformer une activité marginalisée en un véritable levier économique, malgré les nombreux défis qu'elles rencontrent. Leur travail met aussi en lumière une économie parallèle, où le recyclage et la vente de plastiques et bouteilles deviennent une source viable de revenus.

4.2.2 Collaboration et conflits entre acteurs

Parmi les répondants rencontrés, certains ont mentionné qu'il y a une collaboration et une coordination entre les différents acteurs du secteur (E6 ; E8 ; E10 ; E14). D'autres en revanche ont mentionné la présence de conflit entre les acteurs et organismes de la gestion des déchets dans la commune (E9 ; E11).

Parmi ceux qui ont mentionné la présence d'une collaboration, un répondant mentionne que la société SGDS collabore « en commun accord avec des PME » (E6) pour mener des travaux de gestion des déchets dans différents arrondissements et quartiers de ville de la commune.

Un autre répondant souligne qu'il y a des rencontres entre les chefs des PME partenaires de la SGDS pour le contrôle du travail effectué par les éboueurs sur le terrain. Il précise que des rencontres sont tenues « avec les chefs des PME partenaires de la SGDS pour leur expliquer de bien prendre au sérieux le travail et de contrôler le travail que font les éboueurs dans notre localité » (E8). Enfin un autre répondant dans la même veine, mentionne qu'il travaille lui aussi avec les autres acteurs du secteur. Il explique : « l'important c'est que les déchets soient enlevés dans les maisons par les éboueurs qui travaillent pour nos différentes PME et nous travaillons tous avec la SGDS » (E14).

Cependant, certains répondants ont rapporté des conflits entre les acteurs du secteur des déchets (E9 ; E11). Selon leurs explications, avec l'arrivée de la SGDS, certaines PME qui n'ont pas été sélectionnées par la SGDS, se retrouvent souvent en situation de précarité et d'incertitude. En effet, un répondant qui est promoteur d'une PME a souligné que sa structure a été éjectée du GIE alors qu'il est dans le domaine des déchets depuis des décennies (E9). On nous souligne que certaines PME ont été exclues du GIE en raison de leur non-conformité aux exigences imposées par la SGDS, comme le manque d'équipements adaptés ou une capacité opérationnelle jugée insuffisante. De plus, avec la centralisation des activités, la SGDS a réduit le nombre de partenaires nécessaires, ce qui a conduit à l'éjection de certaines PME qui ne pouvaient pas s'adapter à cette nouvelle organisation.

Lors du choix des PME pour gérer les déchets dans la commune, des responsables politiques placent parfois de nouvelles sociétés dont les dirigeants n'ont ni l'expérience ni les compétences nécessaires (E11). Cela exclut des entreprises expérimentées qui effectuaient ce travail auparavant, les mettant en difficulté. En conséquence, des tensions apparaissent au sein des groupements d'intérêt économique (GIE), avec des conflits entre les entreprises établies et celles imposées. En réalité, des politiciens favorisent leurs proches par des liens politiques, et la SGDS sélectionne leurs entreprises, au détriment de celles qui sont présentes depuis longtemps sur le territoire.

En résumé, la gestion des déchets solides à Sèmè-Podji repose sur une collaboration entre plusieurs acteurs de la gestion des déchets. Les autorités locales, telles que les mairies, sont au cœur des opérations, réglementant et travaillant en partenariat avec la SGDS. Cette société, créée par le gouvernement pour moderniser le secteur, coordonne les activités de collecte et de traitement en collaboration avec les PME et les éboueurs. Ces derniers, essentiels dans le processus, assurent la collecte dans les maisons, le tri et la vente de matériaux recyclables, bien qu'ils soient parfois confrontés à des conditions de travail difficiles et à une rémunération limitée. Parallèlement, il y a aussi les ONG qui jouent un rôle important depuis les années 2000 dans la pré-collecte des déchets et la sensibilisation des populations. Ces organismes, sont aussi en partenariat avec les autorités locales notamment la mairie, et contribué à améliorer la collecte des déchets tout en développant des solutions durables. En outre, le secteur informel, représenté par des femmes appelées Gohotos, participe au recyclage des matériaux et au maintien de la propreté dans la région, bien que leur activité soit peu reconnue officiellement.

4.3 LE PROCESSUS DE GESTION DES DÉCHETS ET LES OPINIONS À SON ÉGARD

Dans la commune de Sèmè-Podji, la gestion des déchets solides ménagers repose sur un processus structuré comprenant plusieurs étapes : la pré-collecte, la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets, ainsi que leur enfouissement. Ce système de gestion est encadré

par une gouvernance spécifique et suscite diverses opinions parmi les acteurs locaux impliqués.

Cette section examine chacune de ces étapes, en s'appuyant sur les témoignages des répondants et en mettant en lumière les enjeux environnementaux, sanitaires, éducatifs, financiers, logistiques et organisationnels qui influencent la gestion des déchets dans la commune. Elle explore également les solutions proposées par ces répondants, notamment la sensibilisation et l'accompagnement, l'installation de bacs à ordures et la réorganisation du système de gestion.

4.3.1 Les étapes du processus

Dans la commune de Sèmè-Podji, la gestion des déchets solides ménagers repose sur des étapes essentielles, telles que décrites par les répondants. Ces étapes qui constituent le fondement d'un système de gestion des déchets incluent : le tri, la pré-collecte, la collecte, le recyclage, et l'enfouissement des déchets. Cette partie explorera chacune de ces étapes, en s'appuyant sur les témoignages des répondants qui sont des acteurs locaux impliqués dans la gestion des déchets de la commune.

4.3.1.1 Le tri des déchets solides ménagers

Le tri des déchets consiste à séparer les différentes catégories de déchets à la source, c'est-à-dire dans les foyers. Selon Mickaël Dupré (2013), cette étape facilite la gestion ultérieure des déchets. Elle permet notamment de distinguer les déchets recyclables des non-recyclables. Un répondant souligne que : « les déchets doivent être triés cela permettra de rentabiliser » (E8). Toutefois, il peut être difficile de convaincre tout le monde de l'importance de cette pratique : « il est parfois difficile de faire comprendre l'importance du tri des déchets » (E12).

Pour un autre répondant, les déchets ne sont pas triés dans les ménages. Pour lui : « les populations ne font pas le tri de leurs déchets, ça nous revient à nous de le faire parfois avant de les convoier au point de regroupement » (E11).

En revanche, quelques répondants pensent que certains efforts sont faits pour organiser le tri dans le cadre de la gestion des déchets (E6 ; E8 ; E12 ; E16). Un répondant mentionne : « nous organisons la collecte des déchets, leur tri, et leur transport vers les centres de traitement » (E12). Et la communauté participe également en respectant les horaires de collecte et en triant correctement les déchets (E6).

Certains éboueurs font également le tri. Un répondant explique : « il y a des éboueurs qui font des tris, qui choisissent parmi ces ordures des produits qu'ils partent revendre aux femmes Gohotos » (E16). De plus, « des hommes qui sont des ramasseurs d'ordures font le tri, sélectionnent aussi les plastiques et les bouteilles » (E1).

Bien que des efforts soient déployés, certains obstacles demeurent selon les répondants (E14 ; E16). L'un d'eux observe :

« Oh oui, on essaie de faire de notre mieux, mais les ordures ne sont pas triées comme au Canada où il y a les bacs bleus et les bacs verts, ce qui ne facilite pas la tâche aux habitants de la région. Ici, tous les déchets sont mélangés ensemble, ce qui complique la tâche aux éboueurs » (E14).

Certains répondants reconnaissent ne pas trier systématiquement leurs déchets et mélanger tous les types de déchets en attendant les éboueurs (E14 ; E16). Mais des efforts sont faits pour encourager cette pratique. Un répondant déclare : « je dis toujours aux gens de ma localité de trier leurs déchets » (E16). Par ailleurs, il précise que dans certaines occasions, les déchets sont triés pour récupérer les bouteilles et plastiques réutilisables (E16).

4.3.1.2 La pré-collecte des déchets solides ménagers

L'étape de la pré-collecte vise à rassembler les déchets ménagers depuis les maisons et dans des points de collecte temporaires avant qu'ils ne soient acheminés vers des centres de traitement ou de recyclage. Selon certains répondants, cette activité était réalisée auparavant par des ONG qui étaient sous la tutelle de la mairie de Sèmè-Podji (E9 ; E11 ; E18).

Toutefois, la situation a évolué. Aujourd'hui, ce sont des éboueurs employés par des PME partenaires de la SGDS, qui assurent cette activité de pré-collecte (E2 ; E9 ; E11 ; E18).

Les activités de pré-collecte des déchets sont gérées par les PME (E2 ; E9 ; E18). Un répondant explique que « la pré-collecte, ce sont des ONG transformées en PME qui gèrent cela aujourd'hui » (E2), et « il y a les personnes chargées pour ramasser et qui passent de temps en temps dans les maisons pour ramasser » (E18). Le passage à une gestion privée des activités de pré-collecte des déchets représente un changement important. Désormais, ce sont principalement des PME qui s'occupent de ces activités. Elles travaillent avec la SGDS et collectent les déchets directement dans les maisons et jouent un rôle essentiel dans le système (E2 ; E9 ; E18).

La fréquence de la collecte est bien déterminée et connue de tous, avec des passages réguliers dans les maisons : « nous rentrons souvent dans les maisons pour collecter les déchets deux fois par semaine précisément » (E6). Les jours de collecte sont bien connus des résidents, ce qui facilite la participation de la communauté. Un répondant explique : « les populations sont au courant du passage des éboueurs. C'est lundi et jeudi. Donc si tu as des ordures tu les mets au-dehors devant ton portail, et nous passons les ramasser » (E13).

De plus, le service de la pré-collecte est gratuit pour tous citoyens de la région, mais ils peuvent faire des apports volontaires pour accompagner et participer à l'activité en donnant de sommes symboliques aux éboueurs (E2 ; E9 ; E13 ; E14 ; E18).

La majorité des individus interrogés ont indiqué que le service de pré-collecte est possible uniquement dans les quartiers où le recasement¹⁸ est déjà fait (E6 ; E9 ; E11). Des répondants soulignent qu'il y a plusieurs endroits qui sont restés non recasés et des voies non tracées : « notre commune contient beaucoup de rues ou endroits qui sont bitumés et d'autres qui sont pavés. Pour ces endroits bitumés, la pré-collecte des déchets se fait facilement de maison en maison grâce à des sacs ou poubelles appartenant à la population » (E14). Dans

¹⁸ Les quartiers où le recasement est déjà fait sont des quartiers mieux aménagés et dans les zones déjà loties pour accueillir les populations

les quartiers non recasés, la pré-collecte des déchets est souvent plus difficile à organiser. L'absence des voies tracées complique l'accès des éboueurs aux habitations (E9). En conséquence, les déchets s'accumulent dans des dépôts sauvages ou sont jetés dans la nature (E6 ; E9). Cette situation contribue à des problèmes environnementaux et sanitaires dans ces zones. Ces quartiers demeurent ainsi moins bien desservis que les zones aménagées.

Des répondants ont également mentionné que la fin de la gratuité du service de pré-collecte est prévue début de l'année 2025 (E2 ; E9 ; E11). L'un d'eux souligne que « pour la pérennité de la SGDS, les citoyens doivent commencer par payer pour le service de pré-collecte des déchets. Ce ne sera plus gratuit à partir de début 2025 » (E9). Pour un autre répondant, le coût du service sera annexé aux factures d'électricité et d'eau (E11).

On retient que la gestion de la pré-collecte des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji a beaucoup changé. Avant, c'était la mairie, avec l'aide des ONG, qui s'occupait de cette activité. Maintenant, ce sont des PME, en partenariat avec la SGDS, qui assurent ce service. Ce service est gratuit pour les habitants, ce qui facilite son accès, mais cette gratuité rencontre encore des problèmes dans certaines zones. Les quartiers bien aménagés profitent davantage du service, contrairement aux zones non recasées où le manque de routes rend la collecte difficile. Cela entraîne souvent une accumulation des déchets dans ces zones. À partir de début 2025, la gratuité devrait prendre fin, et le coût du service sera intégré aux factures d'eau et d'électricité.

4.3.1.3 La collecte des déchets solides ménagers

À Sèmè-Podji, la gestion de la collecte des déchets est principalement assurée par la SGDS selon plusieurs répondants rencontrés. La collecte des déchets à Sèmè-Podji est principalement gérée par cette dernière et consiste au ramassage des déchets ménagers depuis les points de regroupement jusqu'aux centres de traitement (E6 ; E7 ; E8 ; E9 ; E13).

Cependant, des changements significatifs ont eu lieu récemment selon les témoignages des répondants. Un répondant rapporte : « oui, l'État a fermé tout ça, et a confié cela à une entreprise qui couvre plusieurs communes. Ni la mairie ni les ONG qui intervenaient avant

ne sont plus dans le jeu et ne font plus la collecte des déchets » (E6). De plus la SGDS a eu de nouveaux équipements pour améliorer la collecte des déchets et ces équipements incluent des tricycles, des tracteurs et des camionnettes (E13). L'exclusion des mairies et des ONG partenaires de la gestion des déchets montre une réorganisation importante, où tout est centralisé autour de la SGDS (E6). Bien que cette modernisation s'appuie sur l'acquisition de nouveaux équipements, elle réduit le rôle actif des collectivités locales dans la collecte des déchets. Cette nouvelle approche, dominée par des opérateurs privés, change les relations entre les différents acteurs.

Ce sont les PME qui font le transfert des ordures des points de regroupements vers les centres de traitement (E8). La SGDS SA soutient ces PME en leur fournissant des moyens logistiques pour faire la collecte. Un répondant clarifie :

« Oui, ils le font, ils le font parce que quand on voulait commencer, ils nous ont préfinancés. C'est-à-dire qu'ils nous ont donné des moyens et ils ont mis des tricycles. Nous, par exemple, ici, on a, ils nous ont donné cinq tricycles. Ces tricycles sont pour nous, mais ce n'est pas qu'on nous a donnés, c'est comme si on nous les avait vendus. Et après ça, ils prélèvent cela sur nos factures qu'on envoie jusqu'à ce qu'ils récupèrent le montant. Et c'est avec ces tricycles que nous faisons la collecte des déchets » (E8).

Certains répondants confirment que la SGDS, la société de gestion des déchets et de la salubrité a apporté des améliorations significatives (E2 ; E5 ; E9 ; E11). Avec la SGDS, il y a eu des avancées. Maintenant, ce sont les éboueurs. Juste là, aucun des groupements d'intérêt économique n'avait encore le tonnage qu'il fallait (E2). On assiste selon un répondant à une organisation plus structurée de la collecte qui facilite également le travail des éboueurs. De plus quand les populations savent que les éboueurs vont passer, ils mettent les déchets au niveau de leur portail et le travail se fait méthodiquement (E5).

On retient que la gestion de la collecte des déchets à Sèmè-Podji est principalement assurée par la Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité (SGDS), qui centralise les opérations. Cette transition vers la SGDS marque un changement significatif avec l'exclusion des mairies et des ONG qui géraient auparavant cette activité. Selon des répondants, la SGDS a

modernisé le système en s'équipant de nouveaux moyens logistiques, tout en soutenant des PME dans le transfert des déchets grâce à des préfinancements.

4.3.1.2 Le recyclage et la valorisation des déchets

Le recyclage des déchets consiste à transformer les déchets recyclables en nouveaux produits. Les répondants ont mentionné que plusieurs initiatives locales visent à promouvoir le recyclage (E5 ; E6 ; E12 ; E16). Un répondant souligne que « le recyclage et la réutilisation sont essentiels pour réduire notre impact environnemental » (E12). Les déchets peuvent être transformés et valorisés de différentes manières lorsqu'ils sont bien gérés : « si c'est bien entretenu, traité, recyclé et revalorisé, on peut encore les utiliser à d'autres fins » (E16).

Quelques pratiques de recyclage sont déjà en place à Sèmè-Podji. Une personne interrogée mentionne qu' « avec les canettes que nous recyclons, on peut fabriquer des marmites » (E5). Une autre ajoute que « le recyclage et le compostage sont des pratiques qui gagnent en popularité » (E6).

Dans la commune, le recyclage des déchets semble toutefois être une pratique peu développée selon plusieurs témoignages (E5 ; E6 ; E8 ; E9 ; E16 ; E18). Beaucoup mentionnent que les déchets solides ménagers ne sont pas triés et restent mélangés jusqu'aux points de regroupement, ce qui complique les efforts de valorisation et de recyclage. Un répondant déclare : « tous les types de déchets sont ensemble jusqu'au point de regroupement, même au niveau de l'enfouissement à Ouessè » (E9). Cette situation reflète une absence de tri organisé, que ce soit à la source ou lors des premières étapes de collecte.

La pratique du recyclage ne se limite pas aux Gohotos. Des répondants mentionnent que des gens utilisent aussi des déchets pour faire d'autres choses comme le compost (E5 ; E18). Sur les tas d'ordures, on trouve divers objets qui peuvent être récupérés et transformés : « c'est dans les déchets aussi que nous trouvons les objets et souvent il y a les personnes qui viennent nous vendre les bouteilles et les plastiques recyclées » (E18).

En dépit de ces efforts, il reste des défis à surmonter. Un répondant constate que « les produits qu'on peut encore utiliser se trouvent dans les déchets qu'ils jettent » (E8), indiquant que le potentiel de recyclage est encore sous-exploité.

On retient que le recyclage des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji se développe progressivement grâce à diverses initiatives locales. Les répondants mentionnent que des pratiques comme le compostage ou la transformation de canettes en marmites commencent à gagner en popularité. Certaines personnes récupèrent également des bouteilles et plastiques sur les tas d'ordures pour les réutiliser ou les revendre. Cependant, le recyclage reste limité et difficile à mettre en place. Toutefois, le travail informel des Gohotos, ces femmes qui collectent et trient les déchets de façon artisanale, joue un rôle essentiel dans la valorisation des déchets. L'absence de tri organisé des déchets, qui restent mélangés jusqu'aux points de regroupement, complique les efforts de valorisation. Malgré le potentiel existant pour réutiliser et transformer les déchets, cette pratique est encore peu exploitée dans la commune.

4.3.1.3 L'enfouissement des déchets

L'enfouissement des déchets, également connu sous le terme d'enfouissement sanitaire, est un processus de gestion des déchets qui consiste à enterrer les déchets dans le sol. Cette activité à Sèmè-Podji présente des défis et pratiques.

Les répondants sont globalement mécontents de la façon dont l'enfouissement des déchets est géré à Sèmè-Podji. Ils estiment que les déchets sont enfouis sans aucun traitement, ce qui donne l'impression que les sites d'enfouissement ressemblent plus à des décharges (E6, E9, E13). Deux principaux sites d'enfouissement des déchets existent, comme le précise un autre répondant : « la finalité des déchets au niveau des centres d'enfouissement, on en a deux. À Ouessè, à Takon, on a la commune de Sakété » (E6). Ces centres sont les destinations finales pour les déchets collectés à Sèmè-Podji, où ils sont enfouis sans traitement préalable (E9, E13). Les déchets collectés sont finalement acheminés vers ces centres d'enfouissement. La commune ne détient pas un centre d'enfouissement.

En parallèle à l'enfouissement classique, certaines pratiques de gestion des déchets incluent l'incinération, également notée par un répondant : « d'autres font l'incinération à certains endroits » (E5).

On retient À Sèmè-Podji, que l'enfouissement des déchets est une pratique courante, mais jugée insatisfaisante par plusieurs répondants. Ils estiment que les déchets sont simplement enterrés sans traitement préalable, donnant aux sites d'enfouissement l'apparence de décharges plutôt que de centres de gestion adaptés.

En résumé, dans la commune de Sèmè-Podji le tri est peu pratiqué, et la majorité des déchets solides ménagers reste mélangée jusqu'aux points de regroupement et les points d'enfouissement. Cela rend difficiles la valorisation et le recyclage des déchets. En ce qui concerne la pré-collecte, elle était autrefois gérée par la mairie en collaboration avec des ONG. Aujourd'hui, elle est assurée par des PME partenaires de la SGDS, avec des éboueurs qui passent régulièrement chez les habitants. Bien que le service soit gratuit, il connaît des difficultés dans certaines zones, notamment les quartiers non recasés où l'accès est limité. Pour la collecte, les jours et la fréquence de collecte sont bien définis, ce qui permet aux populations de participer en laissant leurs déchets devant leurs portails. Malgré une certaine organisation, des défis persistent pour les zones moins accessibles et de manque d'infrastructures. Pour ce qui est du recyclage, des initiatives locales commencent à émerger, comme le compostage ou la transformation des canettes en marmites. Toutefois, le rôle des Gohotos reste crucial. Grâce à leur travail, certains matériaux sont revalorisés et réintégrés dans l'économie circulaire, bien que le recyclage dans son ensemble demeure peu développé. Le manque de tri limite les efforts de valorisation, et le potentiel des déchets recyclables reste largement sous-exploité. Concernant l'enfouissement des déchets, les déchets sont acheminés vers deux principaux centres d'enfouissement, à Ouessè et Takon. Cependant, ces sites fonctionnent comme de simples décharges sans traitement préalable.

4.3.2 Gouvernance et opinions sur le système de gestion des déchets

La gestion des déchets dans la commune de Sèmè-Podji repose sur un système de gouvernance qui implique les différents acteurs. Ce fonctionnement soulève diverses opinions parmi les répondants : certains reconnaissent des efforts d'amélioration, tandis que d'autres pointent des défis persistants. Cette sous-section explore la structure de gouvernance en place, ainsi que les opinions et perceptions des répondants à son égard.

4.3.2.1 Gouvernance de la gestion des déchets à Sèmè-Podji

La gouvernance de la gestion des déchets dans la commune de Sèmè-Podji a connu une transformation avec l'arrivée de la SGDS. L'organisation du secteur a évolué, modifiant le rôle des acteurs locaux, la coordination des interventions et la structure du service de collecte.

Avant l'implantation de la SGDS, la gestion des déchets était principalement assurée par les collectivités locales (E6 ; E9 ; E11 ; E13). C'était une gestion décentralisée et les mairies supervisaient les opérations de collecte et de traitement des déchets, en partenariat avec des ONG engagées dans le domaine. Ces organismes non gouvernementaux faisaient la pré-collecte et la collecte des déchets solides ménagers et la sensibilisation des habitants.

Cependant, ce système présentait plusieurs limites (E7 ; E9 ; E11). La coordination entre les différentes structures impliquées dans la gestion des déchets était parfois fragmentée, rendant la planification et l'exécution des collectes irrégulières. Un acteur du secteur explique : « la mairie organisait la collecte avec des ONG, mais il n'y avait pas de structure bien définie pour suivre l'évolution du système » (E7).

De plus, les financements disponibles étaient limités, ce qui compliquait l'achat d'équipements adaptés et la modernisation du service (E1 ; E9 ; E12). Un répondant souligne cette difficulté : « il fallait des moyens que la mairie n'avait pas toujours. Parfois, les ONG devaient fonctionner avec très peu de ressources » (E12).

Avec la mise en place de la SGDS, le modèle de gestion des déchets a été profondément modifié. La SGDS a pris le contrôle des opérations de collecte, en collaborant avec des PME

qui étaient auparavant des ONG sous la tutelle des mairies. Cette transition a conduit à l'exclusion progressive des collectivités locales, qui jouaient autrefois un rôle clé dans la gestion des déchets. On assiste à une gestion centralisée du secteur. L'un des changements les plus notables a été la réorganisation du mode de prestation des services. Un répondant observe : « aujourd'hui, ce sont des PME qui travaillent directement avec la SGDS. La mairie n'a plus un pouvoir décisionnel sur l'organisation de la collecte des déchets » (E10). Si cette nouvelle structuration a permis une meilleure régulation et un encadrement technique plus structuré, selon des répondants, elle a également soulevé des interrogations sur la coordination des acteurs et leur implication dans la gouvernance locale.

Par ailleurs, plusieurs répondants ont évoqué des défis liés à cette transition (E5 ; E13 ; E15 ; E16). Certains regrettent un manque de concertation dans la mise en œuvre du nouveau système de gestion, ce qui aurait entraîné des déséquilibres dans la répartition des responsabilités. Un intervenant précise : « il y a eu des réformes, mais elles n'ont pas toujours pris en compte les réalités locales. Certains quartiers se sentent oubliés » (E15).

Bien que l'arrivée de la SGDS ait apporté des améliorations dans l'organisation technique et la logistique du ramassage, plusieurs défis persistent (E1 ; E5 ; E13 ; E15 ; E16). Le manque d'implication des collectivités locales et les difficultés de coordination entre les PME et la SGDS affectent l'efficacité du système. Un répondant affirme : « il faut trouver un système où les acteurs travaillent ensemble, car la gestion des déchets ne concerne pas uniquement la SGDS » (E16).

En somme la gouvernance de la gestion des déchets à Sèmè-Podji a évolué avec l'arrivée de la SGDS, entraînant une transition d'un modèle décentralisé, où les collectivités locales supervisaient la collecte avec des ONG, vers une gestion centralisée sous l'autorité de la SGDS. Cette restructuration a modifié les responsabilités des acteurs, remplaçant les ONG par des PME sous contrat avec la SGDS, et réduisant progressivement l'implication des mairies.

4.3.2.2 Opinions sur le système de gestion des déchets

Pour mieux comprendre les défis et les réussites de ce processus, nous avons recueilli les représentations sociales de divers acteurs locaux, incluant les coordinateurs d'arrondissement, les entrepreneurs des PME impliquées dans la collecte des déchets, ainsi que les Gohotos qui exercent dans l'informel. Ces différents répondants ont partagé leur perception de l'efficacité actuelle du système, des difficultés rencontrées et des améliorations possibles.

Les répondants reconnaissent que comparativement aux années passées, beaucoup de déchets quittent les quartiers (E5 ; E9; E11; E12). Cela montre une amélioration progressive dans la gestion des déchets, notamment grâce à une organisation de la collecte et à l'implication de certains acteurs locaux. Cela signifie que les ordures sont enlevées plus fréquemment, ce qui contribue à assainir les quartiers. Cependant, cette amélioration reste inégale et ne résout pas complètement les problèmes liés aux déchets, car des défis restent à surmonter. Un répondant donne sa perception:

« Actuellement, la gestion des déchets à Sèmè-Podji est en amélioration, mais il y a encore des défis. Tous les déchets ne sont pas ramassés ou traités de la même manière, ce qui pose des problèmes de pollution. Dans les zones reculées, c'est encore du désordre » (E12).

En effet, plusieurs problèmes freinent une gestion optimale des déchets solides à Sèmè-Podji. Parmi eux, on peut citer le manque d'infrastructures adaptées pour le tri et le traitement des déchets, ce qui fait que la plupart des ordures finissent dans des décharges à ciel ouvert. De plus, dans les zones reculées et difficiles d'accès, la collecte est souvent irrégulière ou inexistante, entraînant une accumulation des déchets. Ces déchets, en se détériorant, produisent des odeurs nauséabondes et polluent les sols et les eaux.

La gestion des déchets à Sèmè-Podji est perçue comme un domaine complexe selon les témoignages des répondants (E1; E11; E12; E16). Un répondant souligne que, malgré les efforts, des lacunes persistent, notamment dans certaines régions de la commune où la

couverture est insuffisante. Par exemple, dans la zone d'Agblangandan, les ordures s'accumulent souvent dans les recoins des rues, et les équipes de collecte, comme les conducteurs de tricycles ne respectent pas toujours les horaires (E1). Cette situation montre que, bien que des progrès aient été réalisés, la gestion reste incomplète dans certaines zones.

De nombreux répondants pointent le désordre dans la manière dont les déchets sont collectés dans plusieurs quartiers (E1; E5; E9; E12; E16). Un autre répondant mentionne que trois arrondissements bénéficient de la gestion des déchets, mais que les zones comme Djeregbé et Aholouyemey restent fortement délaissées. Dans ces endroits, les habitants jettent leurs ordures sans contrôle, faute d'intervention de la SGDS (E9). En particulier, les zones reculées sont fréquemment mentionnées pour leurs tas d'ordures non ramassées, ce qui accentue les problèmes environnementaux et sanitaires dans la commune (E16).

Les représentations sociales traduisent également une reconnaissance des améliorations apportées, mais avec une certaine prudence. Certains répondants soulignent les initiatives positives qui ont été mises en œuvre, notamment une organisation plus structurée, mais insistent sur le besoin de renforcer et d'étendre ces actions à tous les arrondissements (E5; E9; E12). Ils considèrent que, pour maximiser l'efficacité du système, des efforts supplémentaires sont nécessaires dans les régions les moins accessibles.

La représentation sociale des rôles des différents acteurs locaux dans la gestion des déchets est un autre point important. Si la SGDS est reconnue comme un acteur principal, certains répondants regrettent l'exclusion des collectivités locales, comme les mairies et des ONG, qui pourrait jouer un rôle important dans l'organisation des collectes au niveau local (E6; E11).

En somme, selon les répondants, la gestion des déchets à Sèmè-Podji est perçue comme ayant progressé grâce à l'implication de la SGDS et à une organisation plus structurée, permettant de retirer davantage des déchets solides ménagers des quartiers. Cependant, ces améliorations restent inégales, notamment dans les zones reculées où la collecte est irrégulière, et les infrastructures pour le tri et le traitement des déchets demeurent insuffisantes. Les répondants

reconnaissent également des initiatives positives, mais soulignent la persistance de défis, comme le manque d'organisation dans certaines régions et l'exclusion de ce processus des collectivités locales, telles que les mairies et les ONG.

Comme synthèse, la gestion des déchets à Sèmè-Podji a changé avec l'arrivée de la SGDS, qui a remplacé l'ancien modèle où les collectivités locales travaillaient avec des ONG. Désormais, la SGDS supervise directement la collecte, en collaboration avec des PME spécialisées. Cette transition selon certains répondants a permis une meilleure organisation et un contrôle plus structuré, mais elle a aussi réduit le rôle des mairies, ce qui pose des problèmes de coordination et d'adaptation aux réalités locales. Certains répondants regrettent ce changement, notamment parce que certaines zones reculées restent mal desservies et que le tri et le traitement des déchets restent insuffisants.

4.3.3 Principaux problèmes liés à la gestion des déchets selon les acteurs rencontrés et leurs propositions de solutions

Dans cette partie, nous examinerons les principaux problèmes identifiés par les acteurs locaux rencontrés dans la commune de Sèmè-Podji. Ces problèmes incluent des aspects tels que l'insuffisance des infrastructures, les lacunes dans la collecte et le traitement des déchets, les obstacles financiers et la sensibilisation insuffisante des populations. Les témoignages des répondants locaux mettent en lumière ces difficultés et proposent également des solutions pour améliorer la gestion des déchets.

4.3.3.1 Principaux problèmes liés à la gestion des déchets dans la commune selon les acteurs rencontrés

Problèmes environnementaux et sanitaires

La gestion des déchets à Sèmè-Podji présente plusieurs défis environnementaux et sanitaires. L'accumulation des ordures dans certains quartiers entraîne une pollution des sols et des cours d'eau, affectant directement la qualité de l'environnement (E5; E14). Lorsqu'ils ne sont pas collectés ou traités correctement, ces déchets se décomposent et libèrent des substances toxiques, compromettant la santé des populations vivant à proximité des dépôts sauvages (E12; E14; E16). Un répondant exprime son inquiétude en affirmant : « quand il pleut, les déchets sont entraînés vers les maisons et les caniveaux, et ça bouche tout » (E12). Cette situation favorise les inondations et la stagnation des eaux usées, aggravant les risques sanitaires.

Un autre enjeu sanitaire est lié aux pratiques informelles de gestion des déchets. Certains habitants les utilisent comme remblais pour stabiliser le sol, mais cette méthode peut entraîner des conséquences négatives sur la salubrité des espaces urbains. Un acteur du secteur informel précise : « l'utilisation des déchets comme remblais crée avec le temps d'autres problèmes, surtout sanitaires » (E5). Sans traitement préalable, ces déchets libèrent des gaz nocifs en se décomposant (E14; E16). Cela expose les populations aux risques d'infections respiratoires et cutanées, notamment pour les travailleurs du secteur informel qui manipulent les ordures sans équipement de protection adapté.

Par ailleurs, l'absence de gestion efficace du tri et de l'élimination des déchets solides contribue à la dégradation de l'environnement urbain. Les tas de déchets non ramassés encombrant les rues et bloquent les canaux de drainage, ce qui aggrave les risques d'inondation pendant la saison des pluies. Un répondant met en avant cette problématique : « il y a toujours des tas d'ordures, surtout dans les zones reculées. Les déchets s'accumulent et attirent les moustiques et les maladies » (E16).

En somme, la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji pose de véritables problèmes environnementaux et sanitaires selon les répondants. L'accumulation des ordures entraîne une pollution des sols et des cours d'eau, aggravant la qualité de l'environnement et mettant en danger la santé des populations. Lorsqu'ils ne sont pas collectés à temps, ces déchets favorisent les inondations et la stagnation des eaux usées, créant des conditions

propices à la prolifération de maladies. De plus, certaines pratiques informelles, comme l'utilisation des déchets pour stabiliser le sol, accentuent les risques sanitaires en raison de la libération de substances toxiques.

Problèmes de sensibilisation et d'éducation environnementale

La gestion des déchets à Sèmè-Podji est confrontée aussi à des défis liés à la sensibilisation et à l'éducation environnementale. Plusieurs répondants estiment que l'information sur la gestion des déchets reste insuffisante, ce qui limite l'adoption de pratiques plus structurées (E6 ; E9 ; E11 ; E16). Un répondant explique : « le principal défi est de changer les mentalités » (E9).

Par ailleurs, certains répondants soulignent les difficultés liées à la mise en place de campagnes d'information adaptées. Un autre répondant observe que, malgré plusieurs initiatives, les résultats restent mitigés : « nous avons mené plusieurs actions de sensibilisation, mais cela prend du temps pour que les choses évoluent réellement » (E6).

Un autre élément soulevé par les répondants est le manque de dispositifs institutionnels pour accompagner l'éducation environnementale. Un répondant exprime cette préoccupation :

« Il faut des supports, des formations et des actions concrètes pour que la sensibilisation soit efficace. On ne peut pas juste dire aux gens de mieux gérer les déchets sans outils adaptés » (E12).

Certains acteurs plaident pour un renforcement des programmes éducatifs, intégrant des notions de gestion des déchets dès le plus jeune âge (E9; E12). L'idée d'un accompagnement plus structuré est avancée par un répondant : « si dès l'école on apprend aux enfants à trier et à gérer les déchets, cela deviendra une habitude » (E9). Une telle approche pourrait contribuer à changer les comportements sur le long terme et renforcer la prise de conscience collective sur l'impact des déchets dans l'environnement et la santé publique.

En somme, selon les répondants, le défi de la sensibilisation et de l'éducation environnementale à Sèmè-Podji repose sur plusieurs aspects : la nécessité d'une information

plus efficace, l'intégration de stratégies éducatives durables, et l'accompagnement des acteurs locaux par des outils adaptés.

Problèmes financiers

Le financement insuffisant constitue un obstacle majeur à la gestion efficace des déchets solides à Sèmè-Podji. De nombreux répondants soulignent que le manque de fonds empêche l'achat d'équipements adaptés et la modernisation des infrastructures de collecte des déchets (E1 ; E3 ; E4 ; E5 ; E9 ; E12 ; E15). Cette situation est aggravée par la nature marécageuse du territoire, qui nécessite l'utilisation de matériel plus robuste, comme des tracteurs, plutôt que les tricycles actuellement en service. Comme l'explique un répondant :

« En matière des ordures, il y a trop de difficultés, surtout les moyens et les tricycles qu'on utilise. Parce que ces tricycles-là ne peuvent pas effectuer le travail. Surtout vous savez, si on prend Sèmè-Podji, c'est une zone marécageuse. C'est-à-dire des basfonds. Il faut des tracteurs » (E11).

En parallèle, les infrastructures existantes ne permettent pas toujours d'assurer une collecte optimale des déchets. Plusieurs répondants expliquent que les engins de collecte tombent fréquemment en panne à cause de l'état des routes, ce qui entraîne des retards dans la collecte des ordures (E1; E5; E14). Un répondant déplore la situation en affirmant : « les gens qui conduisent les tricycles pour venir ramasser les ordures ne viennent pas à temps à cause de leurs engins qui tombent en panne à cause de l'état des voies » (E1). La dégradation des routes limite ainsi l'efficacité des interventions, rendant le ramassage plus compliqué et coûteux.

Un autre enjeu financier concerne l'achat et l'utilisation des poubelles homologuées. Bien que leur nécessité soit reconnue, leur coût élevé constitue un frein majeur pour de nombreux foyers (E5; E11; E15). Vendues généralement à 25 000¹⁹ francs CFA, ces poubelles coûtent trop cher pour les familles qui ont peu de moyens, ce qui limite leur adoption (E5). Un répondant exprime cette difficulté en disant :

¹⁹ 25 000 francs CFA correspondent à environ 60\$ CAD.

« Nous avons beaucoup de poubelles au niveau de la société de l'État, et ces poubelles sont vendues généralement à 25 000 francs CFA. Nos populations veulent qu'on les distribue gratuitement. Ils disent qu'il faut qu'ils trouvent d'abord à manger avant de penser à acheter des poubelles. Les gens ont faim et n'ont pas d'emplois » (E5).

Face à cette réalité, le gouvernement a tenté de répondre à cette problématique par l'intermédiaire de la SGDS en mettant des poubelles à disposition de la population. Cependant, malgré cette initiative, le prix reste trop élevé pour certaines familles (E8).

De même la capacité de stockage des équipements de collecte constitue une autre contrainte importante. Certains témoignages indiquent que les contenances actuelles sont limitées, obligeant les éboueurs à effectuer plusieurs trajets pour évacuer l'ensemble des déchets (E9; E14). Un répondant résume bien cette difficulté en expliquant : « la contenance de la barque à ordures ne permet pas de stocker beaucoup de déchets, ce qui oblige les éboueurs à faire plusieurs tours » (E14).

En somme, la gestion des déchets solides à Sèmè-Podji est confrontée à d'importantes difficultés financières selon les répondants. Le manque de financement limite l'achat d'équipements adaptés et la modernisation des infrastructures, ce qui affecte la qualité du service de collecte. Par ailleurs, l'accès aux poubelles homologuées reste difficile en raison de leur coût élevé, empêchant de nombreux foyers de les adopter.

Problèmes d'accessibilité et de logistique

L'accessibilité aux différents quartiers de Sèmè-Podji représente un défi majeur pour la gestion des déchets. Certains secteurs sont difficiles à atteindre en raison de l'absence de voies adaptées et du manque de moyens logistiques performants. Plusieurs répondants soulignent que certaines zones restent complètement enclavées, ce qui empêche les collecteurs de venir régulièrement ramasser les ordures (E9; E10 ; E14). Cette situation entraîne une accumulation de déchets dans certains endroits, aggravant les problèmes sanitaires et environnementaux (E9; E10).

En parallèle, les horaires de collecte ne sont pas toujours respectés, ce qui complique encore la gestion des déchets. Un répondant qui est responsable d'une PME explique : « nous avons un planning, mais à cause des imprévus sur le terrain, il est difficile de tenir les délais. Il arrive que nous soyons obligés de reporter certaines collectes » (E7). Plusieurs témoignages évoquent cette irrégularité qui crée une frustration chez les habitants, qui constatent que les ordures s'entassent pendant plusieurs jours avant d'être évacuées (E7 ; E9 ; E15).

Le manque d'infrastructures adaptées pour le stockage temporaire des déchets complique également la tâche des collecteurs. Plusieurs sources indiquent qu'il n'y a pas assez de points de regroupement avant le ramassage, donc les déchets s'entassent n'importe où, ce qui rend le travail plus difficile (E7; E9; E10 ; E15 ; E18).

En somme la gestion des déchets à Sèmè-Podji est confrontée à des défis majeurs d'accessibilité et de logistique selon certains répondants. Certains quartiers enclavés sont difficiles à atteindre en raison du manque de routes adaptées et d'infrastructures suffisantes, ce qui entraîne une accumulation prolongée des déchets et aggrave les risques sanitaires. En plus des difficultés d'accès, les horaires de collecte sont souvent irréguliers, notamment en raison d'imprévus sur le terrain, ce qui génère des retards et une insatisfaction parmi la population.

Problèmes d'organisation et de gouvernance

La gestion des déchets solides ménagers dans la commune de Sèmè-Podji est confrontée aussi à des problèmes d'organisation et de coordination entre les acteurs impliqués. La restructuration du secteur a entraîné une transformation significative, avec la Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité (SGDS) qui est désormais l'acteur central. Elle collabore avec des PME qui étaient auparavant des ONG sous la tutelle des mairies (E2 ; E9 ; E11 ; E18). Toutefois, l'exclusion progressive des mairies a engendré des défis liés à la répartition des responsabilités et à la fluidité des interventions (E9 ; E11).

L'un des enjeux majeurs réside dans l'absence d'un cadre organisationnel clair pour harmoniser les actions entre les différents acteurs. Plusieurs répondants soulignent que si

c'était uniquement les GIE qui étaient constitués, ce serait mieux, car il y a aussi des PME qui interviennent sans être membres d'un groupement du GIE (E11; E13; E15).

En outre, le manque de communication et de collaboration entre les institutions impliquées affecte la régularité du service de collecte (E15). Un répondant observe qu'« il y a une transition qui n'a pas été bien expliquée à tous les acteurs. Mais certaines zones semblent oubliées dans l'organisation » (E8).

Par ailleurs, les PME doivent désormais répondre aux exigences de la SGDS, mais le dialogue entre les deux parties reste parfois limité. Un répondant qui est responsable d'un GIE souligne que « les PME sont obligées de s'adapter aux exigences de la SGDS, mais il y a parfois un manque de communication sur les attentes et les modalités de collecte » (E12).

On retient que la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji est aussi confrontée à des problèmes d'organisation et de coordination entre les acteurs impliqués. La restructuration du secteur a placé la SGDS au centre des opérations, collaborant avec des PME. Cependant, l'exclusion progressive des mairies a engendré des difficultés dans la répartition des responsabilités et la fluidité des interventions.

Au total, la gestion des déchets solides ménagers dans la commune de Sèmè-Podji est confrontée à plusieurs défis majeurs selon les répondants. D'abord, les problèmes environnementaux et sanitaires liés à l'accumulation des ordures affectent la qualité des sols et des cours d'eau, favorisant la propagation de maladies et aggravant les risques d'inondation. Ensuite, le manque de sensibilisation et d'éducation environnementale limite l'adoption de bonnes pratiques de tri, de recyclage et de gestion des déchets, sans oublier les problèmes financiers et d'accessibilité autres différentes zones.

4.3.3.2 Solutions proposées par les acteurs rencontrés

Les répondants ont proposé quelques pistes de solutions faces aux différents problèmes de la gestion des déchets dans la commune de Sèmè-Podji.

Sensibilisation et accompagnement

La sensibilisation et l'accompagnement des acteurs locaux sont perçus comme des leviers essentiels pour améliorer la gestion des déchets à Sèmè-Podji. Plusieurs répondants soulignent la nécessité de renforcer les initiatives de sensibilisation auprès des ménages afin de favoriser des pratiques plus adaptées (E9; E11; E12; E14; E16). Un répondant affirme : « nous travaillons à améliorer la sensibilisation de la population » (E12), tandis qu'un autre insiste sur la nécessité d'étendre ces actions à l'ensemble des quartiers : « il faut aussi et surtout sensibiliser la population, dans les quartiers, tous les quartiers » (E16). Un aspect clé de la sensibilisation repose sur l'apprentissage des techniques de tri des déchets. Il est suggéré qu'il faut aussi sensibiliser la population et leur montrer comment séparer les déchets (E16).

En complément des campagnes de sensibilisation, certains répondants souhaitent la mise en place de programmes éducatifs et d'ateliers pratiques. Un répondant explique : « nous pensons organiser des ateliers, des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs » (E6). Ces démarches permettraient de structurer l'information et de garantir une meilleure appropriation des bonnes pratiques par la population.

Certains répondants insistent également sur l'importance d'un accompagnement plus ciblé des chefs de ménage pour assurer une transmission efficace des connaissances et des consignes (E5; E6).

Installation de bacs à ordures

L'installation de bacs à ordures dans les quartiers apparaît comme une solution pour améliorer la gestion des déchets à Sèmè-Podji. La mise en place de ces équipements permettrait de faciliter la collecte et de réduire les dépôts sauvages. Un répondant souligne cette nécessité en affirmant : « nous voulons installer plus de bacs à ordures dans les quartiers pour faciliter la collecte » (E6).

La différenciation des bacs selon les couleurs est également évoquée comme une approche bénéfique pour optimiser le tri et la gestion des déchets. Un répondant précise : « il faudrait qu'il y ait des bacs de différentes couleurs et les populations doivent être sensibilisées pour

connaître chaque couleur et savoir où déposer quoi » (E14). Cette méthode pourrait faciliter le tri à la source et améliorer les processus de recyclage et de traitement.

Toutefois, la mise en place de ces bacs nécessite une planification structurée et une organisation efficace afin d'assurer leur bonne utilisation. Un acteur du secteur suggère que « les bacs doivent être placés aux endroits accessibles et selon un plan bien défini » (E10). Une approche méthodique garantirait une meilleure gestion des espaces dédiés aux déchets et une fluidité dans le processus de collecte.

Réorganisation du système de gestion

La gouvernance du système de gestion des déchets à Sèmè-Podji est un sujet clé abordé par plusieurs acteurs, qui suggèrent une réorganisation du secteur et une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes. Certains répondants estiment qu'un retour à un modèle plus inclusif permettrait une gestion plus efficace. Un intervenant souligne cette nécessité en affirmant : « revenir à l'ancien système, en appuyant et en impliquant la mairie », tout en précisant qu'il est essentiel de ne pas surcharger les entreprises privées pour éviter des dysfonctionnements (E2).

En parallèle, plusieurs réponses insistent sur l'importance d'une approche collaborative. Un répondant rappelle qu'« il faudra réorganiser ce secteur et intégrer tout le monde » (E16), soulignant ainsi le besoin d'une gestion plus harmonisée.

Un autre point mis en avant est la nécessité d'une collaboration entre les différentes institutions responsables de la gestion des déchets. Un répondant explique que « cela va au-delà de la sensibilisation, c'est d'abord un travail de fond, en passant par le ministère chargé de la gestion des déchets en commun accord avec la société de gestion des déchets ménagers » (E14). Une concertation accrue entre les autorités nationales et locales, ainsi que les entreprises privées, pourrait permettre une gouvernance plus structurée et une prise de décision mieux adaptée aux réalités du terrain.

Enfin, plusieurs acteurs insistent sur l'urgence de renforcer la coordination entre les dirigeants pour assurer une gestion plus efficace. Un intervenant suggère qu'« il faudrait que

les dirigeants s'organisent bien ensemble et trouvent les meilleures solutions face à la gestion des déchets dans notre commune » (E16). Cette recommandation met en avant la nécessité d'un cadre institutionnel plus clair et d'un dialogue constructif entre les parties prenantes pour améliorer la performance du service de collecte.

Les répondants proposent plusieurs solutions pour améliorer la gestion des déchets à Sèmè-Podji, notamment en renforçant la sensibilisation et l'accompagnement des populations, en mettant en place des campagnes éducatives et des ateliers pour apprendre le tri des déchets. L'installation de bacs à ordures, différenciés par couleur pour faciliter la collecte et le recyclage des déchets, est aussi suggérée comme une solution pour limiter les dépôts sauvages et améliorer l'organisation de la collecte. Enfin, une meilleure gouvernance avec une coordination plus efficace entre la SGDS, les collectivités locales et les entreprises privées, afin de structurer les interventions et clarifier les responsabilités.

La gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji a connu des améliorations, mais reste confrontée à de nombreux défis. L'évolution vers une gestion centralisée avec la SGDS a permis une meilleure structuration du service, mais a également affecté la coordination entre les différents acteurs. Le manque de tri, la couverture irrégulière de la collecte et l'insuffisance des infrastructures de traitement limitent les efforts de recyclage et accentuent les problèmes environnementaux. Pour garantir un système plus efficace et durable, une meilleure concertation entre les acteurs, une sensibilisation accrue et une réorganisation du dispositif de collecte et de valorisation des déchets semblent être des solutions essentielles à mettre en place selon les répondants.

En somme, la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji est un enjeu complexe qui mobilise plusieurs acteurs. Si les déchets sont souvent perçus comme une nuisance en raison de leur impact environnemental et sanitaire, certains répondants y voient aussi une ressource économique pouvant être valorisée à travers le recyclage et la réutilisation. Cependant, le tri

demeure peu développé, ce qui limite les possibilités de valorisation et entraîne une accumulation des déchets dans des décharges sans traitement adéquat.

L'arrivée de la SGDS a transformé l'organisation du système en une gestion centralisée, modifiant le rôle des collectivités locales et des ONG qui étaient historiquement impliquées dans la pré-collecte et la sensibilisation. Bien que cette évolution ait amélioré la régulation du secteur, elle a aussi posé des problèmes de coordination et laissé certaines zones mal desservies. Face à ces défis, les répondants suggèrent des actions concrètes comme la sensibilisation et l'accompagnement des populations, l'installation de bacs différenciés pour encourager le tri, et une meilleure concertation entre les différents acteurs pour structurer le service de gestion des déchets. Une gouvernance plus inclusive et un renforcement des infrastructures pourraient ainsi permettre une gestion plus efficace et durable, adaptée aux réalités locales.

CHAPITRE 5

INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

Après avoir présenté les résultats découlant de l'analyse des entrevues dans le chapitre précédent, ce chapitre propose une lecture transversale et interprétative de ces données. Il s'agit ici de comprendre ce que les résultats signifient au-delà de ce qu'ils montrent en surface, en mettant en évidence les grandes tendances, les contradictions, ainsi que les dynamiques qui traversent les différents thèmes abordés.

Cette analyse se divise en deux parties complémentaires. La première partie s'appuie uniquement sur les résultats pour repérer les points communs, les divergences et les tensions qui se dégagent de l'ensemble des données. La seconde partie, quant à elle, met en dialogue ces résultats avec les éléments du cadre théorique et les études déjà existantes sur le sujet, dans le but de mieux saisir leur portée.

5.1 LECTURE TRANSVERSALE DES RÉSULTATS

Cette première partie de l'analyse a pour but de faire ressortir les éléments communs les plus importants qu'on retrouve dans l'ensemble des résultats du chapitre précédent. Elle met en avant ce qui revient souvent dans les réponses, mais aussi les points de tension ou les contradictions dans les discours des répondants, et ce sans mobiliser de références théoriques. Il est à noter que certains aspects majeurs en particulier les questions de représentation et de gestion apparaissent transversalement dans cette analyse. Toutefois, leur traitement sera réservé à la seconde partie de ce chapitre, en les mettant en discussion avec le cadre conceptuel et les écrits que nous avons mis au jour.

5.1.1 Collaboration entravée et zones de tension

Les résultats montrent que la gestion des déchets à Sèmè-Podji est marquée par des difficultés dans la collaboration entre les différents acteurs impliqués. Bien que plusieurs répondants reconnaissent l'existence de moments de convergence ou de coopération, de nombreuses zones de tension, de conflit ou de dysfonctionnement persistent, entravant le bon fonctionnement du système de gestion.

Les répondants indiquent que les conflits d'intérêts entre acteurs sont fréquents. Par exemple, certains responsables évoquent que les priorités et les objectifs des différentes parties - qu'il s'agisse des autorités locales, de la SGDS, des PME ou des femmes Gohotos - ne sont pas toujours alignés. Cela entraîne des tensions là où chacun cherche à défendre ses propres intérêts plutôt que de travailler ensemble pour l'intérêt général. La compétition entre différentes PME pour accéder à des zones ou à des marchés de gestion des déchets semble aussi aggraver ces tensions.

Les responsabilités floues constituent une autre source de conflit. Pour les répondants, l'absence d'un cadre clair de répartition des rôles rend difficile la coordination. Certains soulignent que plusieurs acteurs œuvrent sans une définition précise de leurs missions ou sans référence à un cadre institutionnel clair. Par exemple, la coexistence de plusieurs PME opérant sans être membres d'un GIE. D'autres tensions apparaissent aussi autour des questions financières. Certains acteurs du secteur privé les PME trouvent que les contrats sont mal distribués. Cela crée un sentiment d'injustice.

En somme, selon les répondants la collaboration dans la gestion des déchets à Sèmè-Podji est souvent entravée par des conflits d'intérêts, une définition floue des responsabilités et une coordination insuffisante.

5.1.2 Consensus autour des lacunes du système actuel

Au fil des entrevues réalisées à Sèmè-Podji, un constat revient presque systématiquement dans les propos des différents répondants : le système actuel de gestion des déchets présente

de nombreuses limites. Malgré leurs différences de statut, de rôle ou de représentation du déchet, la plupart des répondants indiquent que le dispositif en place souffre de quelques insuffisances.

L'une des principales lacunes soulignées par les répondants concerne le manque de moyens matériels surtout les infrastructures (les bacs à ordures et les centres de tri). Ce manque d'équipement entraîne selon eux des retards dans la collecte des déchets solides ménagers.

Ensuite, les répondants évoquent des problèmes d'organisation et de coordination. Par exemple, certains quartiers ne sont pas couverts par les services de collecte, ou le ramassage est irrégulier. D'autres parlent d'une mauvaise répartition des responsabilités entre les autorités locales et la SGDS. Ils soulignent que les mairies sont écartées de la gestion.

Des répondants indiquent également la présence de certaines zones géographiques qui présentent des tensions spécifiques. Par exemple, certains quartiers des arrondissements sont mal desservis du fait que ces zones ne sont pas recasées et loties. Les acteurs de ces zones paraissent avoir des attentes différentes ou des modes de gestion divergents. Dans une idée proche, des barrières logistiques et géographiques compliquent aussi la situation. Certains quartiers sont difficiles d'accès pour les tricycles, les camions de collecte, notamment en saison pluvieuse.

Un autre point important souligné par les répondants serait selon eux la faiblesse de la sensibilisation et de l'éducation environnementale. Plusieurs répondants soulignent qu'il faudrait suffisamment informer les populations sur les bonnes pratiques en matière de tri ou d'évacuation des déchets. Cela éviterait selon eux, des comportements inadaptés, comme l'utilisation des déchets pour des remblais.

En somme, les répondants estiment que le système actuel de gestion des déchets Sèmè-Podji présente de nombreuses difficultés, et évoquent l'éducation comme l'une des solutions possibles.

5.2 INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS À LA LUMIÈRE DU CADRE THÉORIQUE ET DES RECHERCHES EXISTANTES

Après avoir mis en évidence les points communs, les divergences et les tensions à partir des propos des répondants, cette deuxième partie propose de mettre en dialogue les résultats obtenus avec les éléments du cadre conceptuel et les travaux de chercheurs confirmés. Nous souhaitons ainsi mieux comprendre la portée des faits observés, - confirmer ou nuancer les résultats en rapport à certains apports théoriques, et souligner les spécificités locales révélées par l'étude de terrain.

5.2.1 Déchets : définitions et représentations sociales

Il existe diverses définitions de la notion de déchet. Ces définitions diffèrent d'un auteur à un autre mais aussi selon les contextes dans lesquels le déchet est utilisé. Les résultats des entretiens réalisés à Sèmè-Podji montrent que les répondants ont des représentations très variées des déchets.

Dans notre étude, certains répondants les voient comme des éléments sales, dangereux et inutiles, porteurs de maladies et de pollution. Cette vision rejoint les travaux de Dupré (2013), Lhuillier et Cochin (1999), ainsi que Nyamba (2006, cité dans Sangaré, 2012), qui décrivent le déchet comme une menace à éliminer rapidement pour préserver la santé et l'environnement. Les propos de certains répondants confirment cette image négative du déchet : ils parlent de mauvaises odeurs, de risques sanitaires et de désordre (E4 ; E5 ; E6 ; E12 ; E13 ; E15 ; E18). Par exemple pour un répondant : « beaucoup de gens voient encore les déchets comme une nuisance, quelque chose de sale et de désagréable » (E6). Cette perception pousse à rejeter les déchets et à marginaliser ceux qui les manipulent.

Cependant, Bertolini (1996, cité dans Fontaine, 2022) nuance cette vision : les déchets ne sont pas seulement des objets sans valeur. Pour cet auteur, ce qui est déchet pour l'un peut être ressource pour un autre. À cet égard, d'autres personnes interrogées, notamment les

femmes Gohotos et des responsables des PME, voient les déchets non comme un fardeau, mais comme une ressource précieuse (E1, E3, E7, E8, E15). Selon eux, les déchets peuvent avoir une valeur, produire du revenu, ou même être bons pour l'environnement s'ils sont bien utilisés. Cette approche valorisante rejoint la pensée de Bertolini (cité dans Fontaine, 2022), qui affirme que le déchet n'a pas seulement une valeur économique nulle : il peut faire partie d'un ensemble complexe de valeurs socio-culturelles. En d'autres termes, ce qui est un rebut pour l'un peut être une richesse pour l'autre.

Une troisième représentation, plus discrète mais importante, est celle du déchet comme objet magico-symbolique. Certains répondants évoquent par exemple : ne pas balayer la nuit, éviter certains gestes autour des ordures, ou encore des rituels liés aux tas de déchets, car cela peut attirer les esprits (E13, E15, E16). D'autres mentionnent des rituels effectués sur les tas d'ordures. Ces croyances rappellent les travaux de Mary Douglas (1971), qui montre que la saleté et les déchets sont des constructions sociales, liées aux normes culturelles et aux valeurs spirituelles. Pour elle, ce qui est vu comme sale ou propre traduit en réalité nos valeurs, nos croyances et l'ordre social que nous cherchons à maintenir. Chez certains répondants, ce qui est perçu comme impur peut aussi avoir une force spirituelle, parfois même positive.

Pour Douglas (1971), la saleté peut être perçue comme désordre, mais aussi comme source de créativité dans certains contextes. Pourrions-nous dire que les femmes Gohotos font preuve de créativité avec les déchets ?

Ainsi, les résultats de terrain confirment que les déchets à Sèmè-Podji ne sont pas perçus de manière uniforme. Ils sont à la fois rejetés, valorisés et respectés selon les croyances, les activités économiques et les traditions locales. Ces représentations influencent fortement les comportements et les pratiques de gestion des déchets. S'ils choisissent de s'en éloigner, de les valoriser, ou même de les respecter selon certaines croyances.

5.2.2 Mode de gestion des déchets : défis et opportunités

Dans le domaine de la gestion des déchets, trois approches sont couramment utilisées pour la gestion des déchets solides : la première est une méthode traditionnelle qui repose sur l'incinération des déchets (Gbilimou et al., 2024 ; Gbinlo, 2010). La seconde est le mode de valorisation (recyclage et compostage) qui s'appuie une organisation du secteur informel et un appui des politiques publiques. Le troisième est le mode intégré ou durable qui est l'avenir de la gestion des déchets, car il tient compte de la prévention, tri, valorisation et gouvernance locale participative.

Le modèle de gestion observé à Sèmè-Podji suit les étapes classiques : tri, pré-collecte, collecte, recyclage et enfouissement (E6 ; E8 ; E12 ; E16). Les répondants ont mentionné ces étapes dans le processus de gestion des déchets. Le modèle de Sèmè-Podji montre une structuration logique qui s'aligne en partie avec le mode intégré ou durable, qui prend en considération la prévention, le tri et valorisation et gouvernance locale et participative.

Selon les répondants, à Sèmè-Podji le système de gestion officielle ne semble pas s'attarder à la valorisation, mais le système informel paraît majoritairement basé sur ce volet. La gouvernance locale et participative est centrale dans le mode intégré. Or a Sèmè-Podji les résultats des entretiens réalisés à Sèmè-Podji ne paraissent pas pointer un rôle central des autorités locales dans la gestion des déchets. Dans notre étude, les répondants mentionnent que la mairie collabore avec les structures de collecte et accompagne certains acteurs sur le terrain, mais ne gère plus actuellement les déchets dans la commune (E1 ; E6 ; E8 ; E11 ; E14). C'est plutôt la SGDS, entreprise mandatée par le gouvernement, qui est l'acteur majeur dans la modernisation du secteur selon ces répondants, tout en travaillant en partenariat avec les mairies et les PME locales (E5 ; E6 ; E11 ; E13). Il y a une gestion participative dans la commune sauf que le secteur informel n'est pas reconnu.

Bien que la dimension prévention ne soit pas mentionnée dans les résultats découlant de l'analyse des entrevues réalisées à Sèmè-Podji, son absence ne saurait être interprétée comme une absence de cette pratique dans la commune.

On retient que, Sèmè-Podji suit une logique de gestion des déchets qui s'approche du mode intégré.

5.2.3 Défis et opportunités liés à la gestion des déchets

Les problèmes environnementaux et sanitaires dont parlent les répondants à Sèmè-Podji illustrent les risques évoqués par Koledzi et al. (2014) et Kondoh et al. (2019), quant aux dépôts dits sauvages et le manque de protection des nappes phréatiques. De plus, les déchets non traités peuvent libérer des substances toxiques, comme l'ont signalé les répondants, ce qui s'inscrit dans une préoccupation pour des dangers de santé publique mentionnés par des auteurs.

Monqid (2011) insiste sur l'incivilité et le non-respect des règles de tri comme obstacles majeurs à une gestion efficace. Nous avons retrouvé ce type de jugement lorsque nos répondants traitaient de la sensibilisation et de l'éducation environnementale de leurs concitoyens.

À Sèmè-Podji, les témoignages des répondants confirment la présence du recyclage informel, qui d'après Sory et Tallet (2012), est bien présent dans certaines villes africaines. Selon les auteurs le recyclage informel joue un rôle important dans la gestion des déchets. Ce recyclage est souvent porté par des personnes non reconnues officiellement, qui interviennent sans encadrement institutionnel. Il découle généralement de la pauvreté, du chômage et des besoins économiques. À Sèmè-Podji, les témoignages des répondants confirment la présence active des acteurs du secteur informel notamment des femmes appelées Gohoto qui récupèrent et recyclent des bouteilles et plastiques. Ces femmes contribuent à la réduction des déchets et à la valorisation des matières. Leur travail illustre parfaitement le recyclage informel décrit par Sory et Tallet (2012) et Wiego (2013).

Enfin, les problèmes de financement, d'accessibilité et de planification évoqués par les répondants sont également abordés par Koledzi et al. (2014) et Mangenda et al. (2020), qui

montrent que la gestion des déchets est souvent freinée par le manque de moyens et la complexité des systèmes à mettre en place.

La gestion des déchets porte également des opportunités. Par exemple, Baguelin et al. (2021) expliquent que les activités de collecte, de tri et de recyclage peuvent créer de nombreux emplois. Les résultats de notre démarche à Sèmè-Podji, cette idée se vérifie partiellement : la SGDS qui est une structure chargée de la gestion des déchets dans la commune collabore avec plusieurs PME partenaires et d'autres organismes communautaires à des différentes étapes du processus de gestion. Cette collaboration se traduit par des recrutements des éboueurs et agents de collecte affiliés.

Enfin à Sèmè-Podji grâce aux femmes Gohotos, on assiste à la récupération des déchets. Baguelin et al. (2021) parlent également de la récupération des déchets, qui consiste à transformer les déchets en ressources utiles. Cette idée existe également à Sèmè-Podji mais d'après nos entretiens et nos observations, elle reste limitée à quelques matériaux tels que les bouteilles et les plastiques et n'est pas encadrée par une politique publique. De plus, même si les auteurs insistent sur l'importance de l'implication des communautés locales, nous avons rencontré des propos assez mitigés sur la participation à Sèmè-Podji. Les répondants ont parlé de mesures à mettre en place à cet effet. La littérature sur la participation et l'implication communautaire, dont les études réalisées par Kondoh et al. (2019) et Tarrisse-Vicard et al. (2013) sur la gestion des déchets expliquent clairement que la mobilisation doit être préparée, soutenue et venir d'un enjeu jugé prioritaire pour s'activer.

5.2.4 Gestion participative des déchets solides ménagers

La gestion des déchets dans les PED dépend de nombreux facteurs, notamment les politiques publiques, les régulations locales et la diversité des acteurs impliqués (Gbinlo, 2010). Selon plusieurs auteurs, elle ne peut pas être menée efficacement sans une coopération entre tous les acteurs concernés, qu'ils soient publics, privés ou communautaires.

Les résultats des entretiens réalisés à Sèmè-Podji ne paraissent pas pointer un rôle central des autorités locales dans la gestion des déchets. Les auteurs Gbinlo (2010) et Eyebiyi (2011) ont souligné que les mairies sont des acteurs clés dans la mise en œuvre des politiques de gestion. Dans notre étude, les répondants mentionnent que la mairie collabore avec les structures de collecte et accompagne certains acteurs sur le terrain, mais ne gère plus actuellement les déchets dans la commune (E1 ; E6 ; E8 ; E11 ; E14). C'est plutôt la SGDS, entreprise mandatée par le gouvernement, qui est l'acteur majeur dans la modernisation du secteur selon ces répondants, tout en travaillant en partenariat avec les mairies et les PME locales (E5 ; E6 ; E11 ; E13). Les PME, comme le suggèrent les informateurs, assureraient la collecte et le transport des déchets solides ménagers (E12 ; E13). Ce rôle correspond à celui du secteur privé formel décrit par Wilson (2006, 2007), bien que les répondants insistent sur la présence d'autres acteurs tels que des éboueurs et des femmes Gohotos qui participent au recyclage informel dans la commune (E1 ; E14 ; E15 ; E16). Ce point nuance-t-il les propos de Sory et Tallet (2012), qui évoquent des tensions entre secteur formel et informel ? Chose certaine, les entretiens menés à Sèmè-Podji indiquent une forme de complémentarité, même si la reconnaissance officielle manque, et n'ont pas soulevé lors des entretiens de points de tension.

La SGDS travaille en collaboration avec les autorités locales et d'autres organismes du secteur. Elle fixe les règles, attribue les contrats et dirige les opérations de collecte. Toutefois, les témoignages montrent que ces décisions sont souvent prises sans associer les acteurs de terrain, ceux qui vivent et gèrent concrètement les déchets chaque jour. Cela crée un sentiment d'injustice, où les uns décident pendant que les autres subissent, et nourrit un déséquilibre dans la gestion quotidienne des déchets. Ce déséquilibre est particulièrement visible chez les femmes du secteur informel, les éboueurs, qui malgré leur rôle, restent en marge des instances de discussion.

Les ONG, autre acteur mentionné par des auteurs (Eyebiyi, 2011), ont également joué un rôle important dans la commune, surtout avant l'arrivée de la SGDS. Les répondants rappellent qu'elles assuraient la pré-collecte et la sensibilisation de la population (E7 ; E9 ;

E13 ; E15). Cela va dans le sens des auteurs qui traitent leur importance dans les systèmes participatifs, bien que, dans le cas de Sèmè-Podji, leur rôle ait été réduit avec la formalisation du secteur et beaucoup d'entre elles se soient converties en PME et aient intégré des GIE.

Enfin, les acteurs informels, notamment les femmes "Gohotos", sont très présents dans les témoignages. Elles récupèrent et revendent des bouteilles plastiques, contribuant ainsi au recyclage dans les quartiers (E5 ; E6 ; E11 ; E15). Leur activité correspond à celle des zabbâlin au Caire ou des recicladores à Lima, décrits par Monqid (2011), Durand (2012) et Wiego (2013). Toutefois, les répondants soulignent un manque de reconnaissance officielle et de soutien, ce qui rejoint les critiques théoriques sur la marginalisation du secteur informel (Topanou, 2012).

En somme, les résultats d'enquête à Sèmè-Podji confirment la diversité des acteurs impliqués dans la gestion des déchets à savoir les autorités locales, les PME, les ONG et des acteurs du secteur informel, comme l'ont mentionné des auteurs tels que Sory et Tallet (2012). Les résultats montrent également une forme de complémentarité même si la reconnaissance officielle manque.

5.2.5 Pistes pour des recherches ultérieures

5.2.5.1 La gestion des déchets, un miroir des rapports de pouvoir

L'analyse des résultats réalisée à Sèmè-Podji révèle que la gestion des déchets ne se limite pas à une question de technique ou de moyens financiers. Elle est aussi liée aux rapports de pouvoir entre les différents acteurs en présence : autorités locales, PME, SGDS, organisations non gouvernementales, mais aussi éboueurs et acteurs du secteur informel notamment les femmes Gohotos (Wiego, 2013). Certains propos de nos répondants l'ont souligné, comme la mention de l'exclusion de PME du GIE et l'ingérence politique dans la sélection des PME, favorisant des entreprises non qualifiées (E9, E11).

En outre, la gestion des déchets à Sèmè-Podji reflète aussi les inégalités sociales et territoriales. Certaines zones, surtout les plus pauvres, sont moins bien desservies lors de la pré-collecte. Les habitants de ces zones y sont parfois contraints de brûler les déchets ou de les déposer dans des endroits inappropriés faute d'alternatives.

Ces deux éléments n'ont pas été relevés initialement lors de la réalisation du cadrage conceptuel. Cependant, compte tenu de leur intérêt, nous souhaitons indiquer quelques pistes pour de futures travaux à ce sujet.

5.2.5.2 Les femmes Gohotos : Piliers du recyclage et de l'économie informelle à Sèmè-Podji

Enfin, et surtout, les femmes vendeuses de bouteilles recyclées, communément appelées « Gohotos », devraient faire l'objet de travaux plus poussés. Elles paraissent jouer un rôle important dans la gestion des déchets au sein de la communauté. Elles sont présentes dans tous les quartiers de la commune. Souvent motivées par des besoins économiques, ces femmes assurent une partie importante du recyclage, souvent sans appui ni reconnaissance. À Sèmè-Podji, l'implication des femmes Gohotos est réelle, mais elle reste ignorée dans les politiques de gestion, ce qui limite leur contribution dans la gestion des déchets.

Pourtant, les résultats montrent que ces femmes font preuve d'une expertise locale : elles connaissent les types de déchets à forte valeur, négocient avec les acheteurs, développent des stratégies commerciales, et s'adaptent aux réalités du marché. Leur capacité d'organisation est souvent sous-estimée, alors qu'elle constitue un levier important pour la durabilité. Inclure ces femmes dans les politiques locales, les former et reconnaître leur travail peut améliorer à la fois la justice sociale et l'efficacité de la gestion des déchets dans la commune. Les recherches futures pourraient s'attacher à une analyse approfondie du rôle et de la contribution des femmes Gohotos dans la gestion des déchets, en explorant également les mécanismes d'insertion socioprofessionnelle qui leur sont accessibles dans ce domaine.

CONCLUSION GÉNÉRALE

À partir des données de terrain et d'une revue de la littérature, cette recherche a permis d'explorer les représentations sociales du déchet chez les acteurs locaux de la commune de Sèmè-Podji, d'identifier les rôles et responsabilités de ces différents acteurs dans la gestion des déchets solides ménagers, et d'analyser l'influence de ces représentations sur les pratiques de gestion des déchets.

Les résultats de cette recherche mettent en évidence une réalité plurielle et parfois contradictoire. Les déchets sont, pour une majorité de répondants, associés à des éléments négatifs : saleté, danger pour la santé. Cette représentation produit un rejet, une volonté de s'en débarrasser sans chercher nécessairement à les valoriser. Cependant, une autre partie des répondants, - notamment des femmes engagées dans le secteur informel appelées Gohotos, ainsi que certains promoteurs de PME, - perçoivent les déchets comme une ressource économique potentielle. Leur collecte, leur tri et leur revente constituent une forme de subsistance pour eux. L'étude a également suggéré une dimension symbolique, parfois spirituelle, attachée aux déchets. Ces éléments viennent rappeler que les déchets ne sont pas des objets neutres, mais investis de significations sociales et culturelles.

L'analyse a aussi permis d'examiner les dynamiques institutionnelles de la gestion des déchets. L'arrivée de la SGDS a introduit un système de gestion plus centralisé, renforçant la régulation, mais affaiblissant le rôle historique des collectivités locales, des associations et des ONG dans la pré-collecte. Ce basculement semble avoir pour effet de créer de nouvelles inégalités : certaines zones, notamment périphériques, restent mal desservies, tandis que les initiatives locales sont parfois ignorées. Des problèmes de coordination entre acteurs, de manque de concertation et d'insuffisance d'infrastructures ont été pointés comme limitant l'efficacité globale du système.

Un constat de ce mémoire est enfin que les femmes du secteur informel, en particulier les Gohotos, jouent un rôle essentiel dans la gestion des déchets ménagers, bien qu'elles soient rarement reconnues par les autorités.

Par ailleurs des répondants suggèrent des solutions pour l'amélioration de la gestion des déchets passant par les citoyens, dont par un renforcement des campagnes de sensibilisation, l'accès à des équipements de tri, et la formation des populations, en particulier des chefs de ménage.

D'un point de vue théorique, cette étude contribue à une compréhension du rôle des représentations sociales dans la gestion des déchets. Elle renforce l'idée que les déchets ne sont pas seulement des objets physiques à gérer, mais des objets sociaux, porteurs de sens, de conflits, d'inégalités et parfois de pouvoir. Dans le contexte de Sèmè-Podji, l'étude montre que cette gestion des déchets est traversée par des enjeux multiples : techniques, économiques, sociaux, culturels et politiques.

Cependant, ce travail comporte plusieurs limites. L'échantillon de 18 personnes est très mince pour avoir une généralisation, même dans le contexte de Sèmè-Podji. De plus l'enquête n'a pas pu couvrir tous les arrondissements de la commune de Sèmè-Podji. Aussi les représentations sociales analysées sont celles exprimées par des catégories d'acteurs et non celles de l'ensemble de la population. Une autre limite importante réside dans le fait que, malgré la présentation des critères de sélection des terrains et des répondants, ces éléments n'alimentent pas l'analyse. Celle-ci demeure essentiellement descriptive et ne met pas en évidence les variations sociales ou géographiques pourtant attendues.

Certains aspects, comme l'analyse détaillée des filières de recyclage ou l'impact environnemental des pratiques locales, n'ont pas pu être explorés en profondeur. L'approche adoptée n'a pas permis non plus de mesurer l'évolution des pratiques dans le temps, ni de quantifier les effets des politiques actuelles.

Ces limites ouvrent néanmoins des perspectives pour des recherches futures. Il serait pertinent de mener des études plus larges, combinant des données quantitatives et

qualitatives, afin d'évaluer les effets réels des stratégies de sensibilisation ou des dispositifs de gouvernance partagée. Une approche comparative avec d'autres communes du Bénin, ou d'autres pays de la région, permettrait également de mieux cerner les facteurs favorables à une gestion efficace des déchets.

Enfin, ce mémoire invite les décideurs, les chercheurs et les acteurs locaux à repenser la gestion des déchets en intégrant pleinement les dimensions sociales, culturelles et politiques. Il encourage la mise en place d'une gouvernance plus inclusive, qui donne une place active à tous les acteurs, valorise les savoir-faire locaux, et soutienne les acteurs du secteur informel. C'est à cette condition qu'une gestion plus efficace et plus durable pourra être envisagée à Sèmè-Podji et dans d'autres communes confrontées aux mêmes enjeux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abric, J.-C. (2008). Pratiques sociales et représentations. Dans *Pratiques sociales et représentations* p. 253-253.
- Ayimadé, V. (2024). Évaluation des risques environnementaux et sanitaires liés à la gestion des déchets dans la commune de Sèmè-Podji. Laboratoire de Géoarchitecture Territoire, Urbanisation, Biodiversité, Environnement https://www.urbanisme-francophonie.org/wp-content/uploads/2024/02/Presentation_These_Virgile-AYIMADE.pdf
- Azonnakpo, O. V., Azonnakpo, J. P. G., et Agbossou, E. K. (2020). Inondations et Santé Publique en Aval du Delta du Fleuve Ouémé : Cas de la Commune de Sèmè-Podji. *Int J Prog Sci Technol*, 21(1).
- Baguelin, O., Beir, J. D., et Sourisseau, S. (2021). Gestion des déchets, recyclage et qualité de l'emploi. *Travail et Emploi* (166-167), 47-73.
- Balet, J.-M. (2023). *Gestion des déchets*. Dunod.
- Banerjee, S., et Sarkhel, P. (2020). Municipal solid waste management, household and local government participation: a cross-country analysis. *Journal of environmental planning and management*, 63(2), 210-235.
- Bergeron, F. (2015). Analyse des systèmes de gestion des déchets par l'étude du mécanisme de répartition des déchets. *Environnement, Ingénierie et Développement*.
- Bertolini, G. (1996). Evolution des mentalités vis-à-vis des ordures ménagères/Changing attitudes with respect to household waste. *Géocarrefour*, 71(1), 83-86.
- Bouhleb M., Furniss J. (2023) « Le président “propre” : métaphores politiques de déchets et de propreté », *Confluences Méditerranée*, no 125(2), p. 169-182.
- Bouhleb-Abid, M., 2024. « Le rôle des « Berbechas » en Tunisie : Le pilier marginalisé de l'économie circulaire ? », *Vertigo* [En ligne], 24-3 | Décembre 2024, mis en ligne le 02 décembre 2024, consulté le 16 décembre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/48747> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/14ehn>

- Bhada-Tata, P., et Hoornweg, D. A. (2012). What a waste?: a global review of solid waste management.
- Bourgeois, I. (2021). Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données. Presses de l'Université du Québec.
- Cirelli C. Florin B. (dir.), 2015, Introduction : Vivre des déchets. Sociétés urbaines et déchets : éclairages internationaux. Tours. France. Presses universitaires François-Rabelais. 2015, 450 ppp.
- Cirelli, C., B. Florin, 2016, Les récupérateur-e-s des déchets : entre marginalisation et reconnaissance, Mouvements, des idées et des luttes, [En ligne] URL : <https://mouvements.info/recuperateurs-de-dechets/>
- Cirelli, C., et Maccaglia, F. (2021). Penser le politique par les déchets. *Géocarrefour*, 95(95/1).
- Dansou, B. S., et Odoulami, L. (2017). Enjeux environnementaux des stratégies de gestion des déchets dans la ville de Porto-Novo au Sud Bénin. *Revue Ivoirienne des Sciences et Technologie*, 30, 138-159.
- Dias, S. M., 2016, Waste pickers and cities, *Environment and Urbanization*, 28, 2, pp. 1–16. DOI : 10.1177/0956247816657302
- Douglas, M. (1971). De la souillure : essai sur les notions de pollution et de tabou.
- Dupré, M. (2013). « Représentations sociales du tri sélectif et des déchets en fonction des pratiques de tri ». *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 98(2), 173. <https://doi.org/10.3917/cips.098.0173>
- Durand M., 2011, « Gestion des déchets et inégalités environnementales et écologiques à Lima (Pérou), entre vulnérabilité et durabilité ». *M@ppemonde*, 2011, 103, pp.4. ffhalshs-00920654
- Durand M., 2012, « Mesurer les inégalités écologiques et environnementales dans les villes en développement : Déchets et eaux usées à Lima », *Flux* 2012 /3 89-90, pages 67 à 78.
- Durand, M. (2012). La gestion des déchets dans une ville en développement : comment tirer profit des difficultés actuelles à Lima ? *Flux* (1), 18-28.
- Durand M., Djellouli Y., Naoarine C., 2015, « Gestion des Déchets ». Presses universitaires de Rennes. www.pur-editions.fr

- Eyebiyi, Élieth. P. (2011). Gérer les déchets ménagers en Afrique. Le Bénin entre local et global. *Afrique contemporaine*, 238(2), 152-154.
- Florin B., 2021, « Sociétés urbaines et gestion des déchets dans les villes sud méditerranéennes : les effets des réformes modernisatrices sur le secteur informel », *Insaniyat* / [Online], 92 | 2021, Online since 31 December 2021
- Fondation GNIDEHOUE (2023) « Les femmes « Gohoto », pionnières de l'économie alternative axée sur la seconde vie des emballages plastiques » en ligne, [Les femmes « Gohoto », pionnières de l'économie alternative axée sur la seconde vie des emballages plastiques | Fondation GNIDEHOUE](#) [Consulté le 23 septembre 2024]
- Fontaine, L. (2022). Proposition de scénarios pour la gestion des ordures ménagères résiduelles Université de la Réunion
- Fournier, C. M. (2011). *Représentations sociales de citoyens de Saint-Léonard à l'égard de l'immigration*. Université de Sherbrooke.
- Gaymard, S. (2021). *Les fondements des représentations sociales : Sources, théories et pratiques*. Dunod.
- Gbilimou, A., Bangoura, M. R., & Conte, F. (2024). Stratégie de valorisation économique des déchets solides ménagers de Conakry en Guinée, Afrique de l'Ouest. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 5(7), 223-237.
- Gbinlo, R. (2010). Organisation et financement de la gestion des déchets ménagers dans les villes de l'Afrique subsaharienne : le cas de la ville de Cotonou au Bénin [Université d'Orléans].
- Gnessi, S., et Kibora, L. O. (2019) Gouvernance locale et gestion des déchets ménagers à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso. *Démocratie par le bas et politique municipale au Sahel*, 91.
- Godfrey, L., et Oelofse, S. (2017). Historical review of waste management and recycling in South Africa. *Resources*, 6(4), 57.
- Guimelli, C. (1999). Structuration progressive d'une représentation sociale : la représentation de l'infirmière. *La genèse des représentations sociales*, 171-181.

- Jacquemot, P. (2013). Chapitre 6-Urbanisation et politique de la ville. *Collection U*, 111-134.
- Jaglin S., Debout L. Salenson I. (dir.), 2018, De rebut à la source : Valorisation des déchets dans les villes de Sud, Editions AFD, 978-2-37902-007-0. Hal-01856401
- Jodelet, D. (1985). Civils et Bredins. Rapport à la folie et représentations sociales de la maladie mentale dans un milieu rural français Thèse de Doctorat d'État].
- Jodelet, D., et Moscovici, S. (1989). *Folies et représentations sociales*. Presses universitaires de France Paris.
- Jodelet, D. (2003). 1. Représentations sociales : un domaine en expansion. In *Les représentations sociales* (Vol. 7, pp. 45-78). Presses Universitaires de France.
- Joxe, S., 2022, Quand les pauvres vivent des déchets des riches. Recyclage et inégalités Buenos Aires, Métropolitiques, [En ligne] URL : <https://metropolitiques.eu/Quand-les-pauvres-vivent-des-dechets-des-riches.htm>
- Karak, T., Bhagat, R. M., et Bhattacharyya, P. (2012). Municipal Solid Waste Generation, Composition, and Management: The World Scenario. *Critical Reviews in Environmental Science and Technology*, 42(15), 1509-1630.
- Koledzi, K. E., Baba, G., Agbebavi, J., Koffi, D., et Matejka, G. (2014). Gestion des déchets dans les villes en développement : transfert, adaptation de schéma et sources de financement. *Environnement, Ingénierie et Développement*.
- Kondoh, E., Bodjona, M. B., Aziabile, E., Tchegueni, S., Kili, K. A., et Tchangbedji, G. (2019). Etat des lieux de la gestion des déchets dans le Grand Lomé. *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, 13(4), 2200-2209.
- Koné-Bodou Possilétya, J., Kouamé, V. K., Fé Doukouré, C., Yapi, D. A. C., Kouadio, A. S., Ballo, Z., et Sanogo, T. A. (2019). Risques sanitaires liés aux déchets ménagers sur la population d'Anyama (Abidjan-Côte d'Ivoire). *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 19(1).
- Kpadenou (2023). *Regards sur la gestion des déchets à Sèmè-Podji, Benin* (FR) (pp. 1-30)
- Lafore, R. (2010). Le rôle des associations dans la mise en œuvre des politiques d'action sociale. *Informations sociales*, 162(6), 64-71.
- Lhuillier, D., et Cochin, Y. (1999). *Des déchets et des hommes*. Desclée de Brouwer.

- Mangenda, H. H., Mulaba, P., et Kiawutua, A. (2020). Gestion des déchets ménagers dans la ville de Kinshasa : Enquête sur la perception des habitants et propositions. *Environnement, Ingénierie et Développement*.
- MDGL-Bénin (2021) « *SEME-PODJI Une promesse de fleuron industriel pétrie d'autres atouts* », en ligne **SEME-PODJI | Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale** [Consulté le 23 octobre 2024]
- Monqid, S. (2011). La gestion des déchets ménagers au Caire: les habitants en question. *Égypte/Monde arabe* (8), 85-105.
- Moscovici, S. (1961). La représentation sociale de la psychanalyse. *Bulletin de psychologie*, 14(194), 807-810.
- Moscovici, S. (2004). *La psychanalyse, son image et son public*. Presses universitaires de France.
- Nations Unies (2022) « Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes », en ligne, **Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes - ONU | Nations Unies**, [Consulté le 12 septembre 2023]
- Paillé, P., et Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*-5e éd. Armand Colin.
- Perroulaz, G. (2004). Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle. *Annuaire suisse de politique de développement* (23-2), 9-24.
- RGPH-4 (2013) « Recensement général de la population et de l'habitat », en ligne, **Principaux-indicateurs-Oueme_Final.pdf** [Consulté le 23 septembre 2023]
- RGPH-5, (2023) « Principaux indicateurs sociodémographiques et économiques » en ligne **Principaux-indicateurs-Oueme_Final.pdf** [Consulté le 23 avril 2024]
- Samson, M., 2009, Refusing to be Cast Aside: Waste Pickers Organising Around the World, WIEGO, 105 p.
- Sangaré, A. (2012). Perception et gestion des déchets solides issus de l'espace public urbain : le cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). *Revue des Sciences Sociales*, 47(1), 112-119.
- Sory, I., et Tallet, B. (2012). Des choix d'aménagement urbain porteurs d'inégalités sociales et environnementales : La gestion des déchets solides à Ouagadougou (Burkina Faso). *Flux* (3), 79-89.

- Subra, P. (2016). Chapitre 3. L'analyse des conflits d'aménagement : enjeux, acteurs, modes d'action, représentations. *P. Subra, Géopolitique locale : Territoires, acteurs, conflits*, 63-84.
- Tarrisse-Vicard, F., Conte, J. L., Aznar, O., Antoni, A., Ferzli, R., et Gouet, J. (2013). Gestion des déchets ménagers : comment les collectivités françaises mobilisent-elles leurs usagers ? *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 13(1).
- Tchuikoua, L. B. (2015). Gestion des déchets solides ménagers à Douala: acteurs, pratiques urbaines et risques environnemento-sanitaires. *Gestion des déchets solides ménagers à Douala*, 1-196.
- Topanou, A. (2012). Gestion des déchets solides ménagers dans la ville d'Abomey-Calavi (Bénin) : Caractérisation et essais de valorisation par compostage Aix-Marseille].
- Van Campenhoudt, L., Marquet, J., & Quivy, R. (2022). *Manuel de recherche en sciences sociales-6e éd.* Armand Colin.
- WIEGO – Women in Informal Employment Globalizing and Organizing, 2013, Les récupérateurs : Le droit d'être reconnues comme travailleurs, [En ligne] URL : <https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/files/WIEGO-Waste Pickers-Position-Paper-Francais.pdf>
- Wilson, D-C., A-O. Araba, K. Chinwah, et C-R. Cheeseman, (2006), Building recycling rates through the informal sector, *Waste Management*, 29, 2, pp. 629 635.
- Wilson, D. C. (2007). Development drivers for waste management. *Waste Management et Research*, 25(3), 198-207.
- Zahrani, F., Naquin, P., et Ngnikam, E. (2006). Pré-collecte des déchets ménagers dans les pays en développement : comment évaluer les actions menées ? *Environnement, Ingénierie et Développement*.
- Zaman, A. U. (2015). A comprehensive review of the development of zero waste management : lessons learned and guidelines. *Journal of Cleaner Production*, 91, 12-25.
- Ziraba, A. K., Haregu, T. N., et Mberu, B. (2016). A review and framework for understanding the potential impact of poor solid waste management on health in developing countries. *Archives of Public Health*, 74(1), 1-11.

ANNEXE I

GUIDE D'ENTRETIEN

Présentation

Bonjour, Je suis Anthelme Gansa, actuellement étudiant en maîtrise en développement régional et territorial à l'Université du Québec à Rimouski. Cet entretien fait partie des travaux de terrain dans le cadre de mémoire de maîtrise en développement régional et territorial. Après avoir parcouru avec vous le formulaire de consentement, vous savez que vos données seront anonymisées lors du traitement. Nous aimerions enregistrer cette conversation pour pouvoir l'écouter à nouveau, la retranscrire afin de l'analyser. Nous vous assurons que cet enregistrement et la retranscription ne seront utilisés que pour les besoins de cette étude.

Questions

1. Rôles spécifiques de chaque acteur dans le système de gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji
 - Pourriez-vous vous présenter et nous décrire votre métier ?
 - Depuis combien de temps faites-vous ce métier ? Avez-vous fait le même métier ailleurs ?
 - Qu'est-ce que vous trouvez caractéristique dans votre travail ?
 - Quelles sont les activités ou les tâches que vous réalisez dans ce cadre ?
 - Quelles sont les ressources ou les compétences dont vous disposez ou dont vous avez besoin pour accomplir votre rôle ?
 - Quelles sont les difficultés ou les contraintes que vous rencontrez dans l'exercice de votre rôle ?

2. Représentations sociales de chaque acteur local du déchet et de la gestion des déchets solides ménagers
 - Pour vous qu'est-ce que les déchets ? Comment les décririez-vous ?
 - Que diriez-vous de la façon dont sont ramassés, gérés ces déchets ? Sont-ils tous ramassés, utilisés, gérés de la même façon ?
 - Quelle est la nature et la quantité des déchets solides que vous produisez chaque jour ?
 - Quelles sont les méthodes que vous utilisez pour trier, stocker et évacuer vos déchets solides ?
 - Avez-vous des croyances face aux déchets ? si oui quelles sont vos croyances ?
 - Quelles sont les valeurs qui vous motivent ou vous orientent dans votre rapport au déchet et à sa gestion ?
 - Quelles sont les normes qui s'appliquent ou qui devraient s'appliquer dans le domaine de la gestion des déchets solides ménagers ?
 - Comment ces normes sont-elles respectées par vous-même ou par les autres acteurs impliqués dans la gestion des DSM ?
 - Quelles sont les croyances que vous avez sur le déchet et sa gestion, et sur quelle base vous les fondez ?
 - Comment ces croyances influencent-elles votre perception de l'impact des déchets solides sur votre environnement et votre santé ?
 - Quelles sont les attitudes que vous avez envers le déchet et sa gestion, et comment elles se manifestent dans vos comportements ou vos émotions ?
 - Comment ces attitudes sont-elles partagées ou divergentes avec celles des autres habitants de Sèmè-Podji ?
 - Quelles sont les expériences, les souvenirs, les émotions ou les motivations qui ont façonné votre rapport au déchet et à sa gestion ?
3. Situation actuelle de la gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji

- Que pensez-vous de la situation actuelle de la gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ?
- Quels sont les principaux problèmes ou défis que vous rencontrez ou que vous observez dans ce domaine.
- Quelles sont les solutions ou les actions que vous mettez en œuvre ou que vous proposez pour améliorer la situation ?

4. Acteurs et enjeux de la gouvernance des déchets à Sèmè-Podji

- Quels sont les acteurs impliqués dans la gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ?
- Selon vous, quel est le rôle et la responsabilité de chaque acteur dans ce système ?
- Existent-ils des conflits autour de la gestion des déchets ? Pouvez-vous m'en parler ?

5. Participation et sensibilisation des acteurs de la gestion des déchets à Sèmè-Podji

- Comment vous impliquez-vous dans le traitement des ordures chez vous à Sèmè-Podji ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent ou qui limitent votre participation ?
- Avez-vous d'autres projets liés à la gestion des déchets ? Menez-vous ou soutenez-vous d'autres initiatives dans le cadre de la gestion des déchets ? Avec d'autres groupes, individus ?
- Quels sont les effets ou les impacts de ces actions ou initiatives sur la situation ?

ANNEXE II
FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (FIC)



Université du Québec
à Rimouski

**FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (FIC) CONCERNANT LA
PARTICIPATION**

1 TITRE DU PROJET

Représentations sociales du déchet et rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji au Bénin.

2 RESPONSABLE(S) DU PROJET DE RECHERCHE

Étudiant-chercheur : Gansa Anthelme étudiant en maîtrise en développement régional et territorial à l'Université du Québec à Rimouski

Directrices de recherche : **Geneviève Brisson**, anthropologue de l'environnement, professeure-chercheure au département Sociétés, Territoires et Développement de l'Université du Québec à Rimouski et **Nathalie Lewis**, sociologue, professeure-chercheure au département Sociétés, Territoires et Développement de l'Université du Québec à Rimouski.

3 FINANCEMENT

Ce projet n'est pas financé; ce projet ne bénéficie d'aucune source de financement; ce projet n'est pas lié à un organisme subventionnaire privé ou public.

4 PRÉAMBULE

Madame, Monsieur,

Dans le but d'atteindre notre objectif de recherche, nous souhaitons mener un entretien auprès des différentes personnes qui interviennent dans la gestion des déchets ménagers dans la commune de Sèmè-Podji.

Pour cela, nous sollicitons votre participation à cette recherche qui consisterait à répondre à des questions lors d'une rencontre avec nous. Si vous êtes d'accord, nous pourrions nous rencontrer dans un endroit de votre choix pour environ une heure.

5 NATURE, OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DU PROJET DE RECHERCHE

5.1 Description du projet de recherche

Ce projet de recherche vise à comprendre comment les habitants de Sèmè-Podji, une ville du Bénin, perçoivent et traitent leurs déchets. Les déchets sont les restes des activités humaines qui ne sont plus utiles ou qui peuvent être nuisibles pour l'environnement ou la santé. La façon dont les habitants voient et gèrent leurs déchets dépend de plusieurs facteurs, comme leur culture, leur éducation, leur situation économique, leur accès aux services publics.

Le rôle des acteurs locaux, c'est-à-dire les personnes, les groupes ou les institutions qui sont impliqués dans la gestion des déchets, est également important. Ces acteurs peuvent avoir des intérêts, des objectifs, des stratégies et des moyens d'action différents pour améliorer la gestion des déchets. Par exemple, certains peuvent favoriser la collecte sélective, le recyclage, la réduction, la sensibilisation, etc.

Ce projet de recherche veut donc analyser les représentations sociales du déchet et le rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji.

5.2 Objectif(s) spécifique(s)

Les objectifs poursuivis dans cette recherche sont :

1. Comprendre la manière dont les déchets solides ménagers sont gérés à Sèmè-Podji ;
2. Identifier les rôles des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers ;
3. Mettre au jour les conceptions et représentations sociales du déchet.

5.3 Déroulement

Votre participation à ce projet de recherche consistera à réaliser une entrevue dont la durée sera environ d'une heure. Les entrevues seront réalisées lors d'une rencontre physique et enregistrées mais l'audio sera retranscrit pour l'analyse.

Les thématiques à aborder sont :

- Les rôles spécifiques de chaque acteur dans le système de gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ;

- Les représentations sociales chaque acteur local du déchet et de la gestion des déchets solides ménagers
- La situation actuelle de la gestion des déchets ménagers à Sèmè-Podji ;
- Les acteurs et les enjeux de la gouvernance des déchets à Sèmè-Podji ;
- La participation et la sensibilisation des acteurs de la gestion des déchets à Sèmè-Podji ;

6 AVANTAGES, RISQUES ET/OU INCONVÉNIENTS ASSOCIÉS AU PROJET DE RECHERCHE

En répondant à cet entretien, vous ne courez pas de risques particuliers. Au contraire, vous contribuez à l'avancement des connaissances sur les représentations sociales du rôle des acteurs dans la gestion des déchets solides ménagers. Cela aura pour effet, nous l'espérons :

- Améliorer la qualité de vie et de la santé publique ;
- Améliorer les programmes de gestion des déchets et donc réduire les impacts environnementaux négatifs;
- Influencer les politiques publiques en matière de gestion des déchets.

7 CONFIDENTIALITÉ, CONSERVATION ET ADMINISTRATION DES DONNÉES ET DIFFUSION

Les données collectées dans le cadre de ce projet de recherche sont confidentielles et ne seront utilisées que pour les besoins de l'étude. Pour garantir l'anonymat et la confidentialité des personnes identifiées, nous protégerons leurs données personnelles par l'utilisation des pseudonymes pour les désigner dans le rapport de recherche, ainsi que dans toute autre communication.

Aussi une fois les entretiens retranscrits, nous supprimerons la "clé de code" c'est-à-dire la liste des répondants et les codes attribués. Ainsi le répondant ne pourra pas consulter ses données pour cette raison.

Les données seront conservées et administrées de manière sécurisée, en respectant les normes éthiques et légales en vigueur. La confidentialité des données recueillies dans le cadre de ce projet de recherche sera assurée conformément aux lois et règlements applicables dans la province de Québec et aux règlements et politiques de l'Université du Québec à Rimouski. Les données seront stockées sur des supports informatiques protégés par des mots de passe et des logiciels de cryptage, et accessibles uniquement aux membres de l'équipe de recherche.

Les données de recherche seront conservées grâce au OneDrive Institutionnel de UQAR. Les formulaires de consentement seront stockés dans un dossier électronique distinct grâce au OneDrive Institutionnel de UQAR et accessible uniquement aux membres de l'équipe. Toutes les données seront conservées pendant une durée de sept ans après la fin du projet de recherche, puis détruites de manière irréversible, en effaçant les fichiers informatiques par un logiciel spécialisé recommandé par le Service des technologies et de

l'information de l'UQAR au moment de la destruction et en détruisant les supports physiques par le service de déchetage de l'UQAR.

8 PARTICIPATION VOLONTAIRE ET DROIT DE RETRAIT

Votre participation à cet entretien est tout à fait volontaire. Ce qui veut dire que vous pourrez vous retirer à n'importe quel moment, sans justifier votre décision et sans aucun préjudice. Si tel était le cas, vous n'auriez qu'à communiquer avec moi à l'adresse de courriel indiquée à la fin de ce formulaire. Ainsi, les données que vous auriez déjà fournies seront immédiatement détruites.

9 INDEMNITÉ COMPENSATOIRE

Sachez qu'aucune compensation financière ou autre ne vous sera versée pour votre participation à l'entretien.

10 PERSONNES-RESSOURCES

Le chercheur responsable de ce projet de recherche s'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement. De plus, si vous avez des questions concernant le projet de recherche ou si vous éprouvez un problème que vous croyez lié à votre participation au projet de recherche, vous pouvez communiquer avec le responsable du projet de recherche aux coordonnées suivantes :

Par Courriel: Anthelme.Gansa2@uqar.ca;

Par téléphone (Bénin): +229 67365888 ; (Canada): (+1) 581-980-9795

Pour toute question d'ordre éthique concernant votre participation à ce projet de recherche, vous pouvez communiquer avec le Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Rimouski aux coordonnées suivantes :

Par courriel : cer@uqar.ca

Par téléphone - Secrétariat du décanat de la recherche : 418-723-1986 poste 1540 (ligne sans frais : 1-800-511-3382)

Par la poste : Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAR, 300, allée des Ursulines, C.P. 3300, succ. A, Rimouski (Québec), G5L 3A1.

11 REMERCIEMENT

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à toute personnes qui acceptera de participer à ce projet de recherche. Votre collaboration est précieuse pour la réalisation

de cette étude, qui vise à mieux comprendre les représentations sociales du déchet et le rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji.

Vous pourrez recevoir si vous le souhaitez un résumé des principaux résultats issus de cette recherche. Veuillez nous faire parvenir votre adresse courriel à laquelle vous aimeriez recevoir ce résumé.

12 CONSENTEMENT DU RÉPONDANT

- Je consens à ce que les données recueillies soient utilisées dans le cadre d'un autre projet de recherche ayant reçu au préalable une approbation éthique.
- Je consens à ce que l'entretien soit enregistré (enregistrement audio) et retranscrit intégralement.

Dans le cadre du projet intitulé « Représentations sociales du déchet et rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji au Bénin », j'ai pris connaissance du formulaire d'information et de consentement et je comprends suffisamment bien le projet pour que mon consentement soit éclairé. Je suis satisfait des réponses à mes questions et du temps que j'ai eu pour prendre ma décision. Je consens donc à participer à ce projet de recherche aux conditions qui y sont énoncées. Je comprends que je suis libre d'accepter de participer et que je pourrai me retirer en tout temps de la recherche si je le désire, sans aucun préjudice ni justification de ma part. Une copie signée et datée du présent formulaire d'information et de consentement m'a été remise.

Nom et signature du répondant

Date

Signature et engagement du chercheur responsable du projet

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au répondant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait à tout moment mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au répondant à cette recherche.

Nom et signature du chercheur responsable du projet de recherche

Date

13 CONSENTEMENT DU RÉPONDANT (Copie de l'équipe de recherche)

- Je consens à ce que les données recueillies soient utilisées dans le cadre d'un autre projet de recherche ayant reçu au préalable une approbation éthique.
- Je consens à ce que l'entretien soit enregistré (enregistrement audio) et retranscrit intégralement.

Dans le cadre du projet intitulé « Représentations sociales du déchet et rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers à Sèmè-Podji au Bénin », j'ai pris connaissance du formulaire d'information et de consentement et je comprends suffisamment bien le projet pour que mon consentement soit éclairé. Je suis satisfait des réponses à mes questions et du temps que j'ai eu pour prendre ma décision. Je consens donc à participer à ce projet de recherche aux conditions qui y sont énoncées. Je comprends que je suis libre d'accepter de participer et que je pourrai me retirer en tout temps de la recherche si je le désire, sans aucun préjudice ni justification de ma part. Une copie signée et datée du présent formulaire d'information et de consentement m'a été remise.

Nom et signature du répondant

Date

Signature et engagement du chercheur responsable du projet

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au répondant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait à tout moment mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au répondant à cette recherche.

Nom et signature du chercheur responsable du projet de recherche

Date

ANNEXE III

CERTIFICAT ÉTHIQUE

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Rimouski (CER-UQAR), certifie, conjointement avec la personne titulaire de ce certificat, que le présent projet de recherche prévoit que les êtres humains qui y participent seront traités conformément aux principes de l'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains ainsi qu'aux normes et principes en vigueur dans la Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32).

Projet # : 2024-494

Titre du projet de recherche : Représentations sociales du déchet et rôle des acteurs locaux dans la gestion des déchets solides ménagers dans la commune de Sèmè-Podji au Bénin.

Chercheur principal à l'UQAR
Anthelme Gansa,
Département sociétés, territoires et développement

Direction / Codirection de recherche
En provenance de l'UQAR: Geneviève Brisson; Nathalie Lewis

Financement : aucun

Date d'approbation du projet : 05 avril 2024
Date d'entrée en vigueur du certificat : 05 avril 2024
Date d'échéance du certificat : 05 avril 2025

N.B. Un rappel automatique vous sera envoyé par courriel quelques semaines avant l'échéance de votre certificat afin de remplir le formulaire F7 - Renouvellement annuel.

-
- Si votre projet se termine avant la date du prochain renouvellement, veuillez remplir le formulaire **F9 - Fin de projet**.
 - Si des modifications sont apportées à votre projet avant l'échéance du certificat, veuillez remplir le formulaire **F8 - Modification de projet**.
 - Tout nouveau membre de votre équipe de recherche devra être déclaré au CER-UQAR lors de votre prochaine demande de renouvellement ou lors de la fin de votre projet si le renouvellement n'est pas requis. ATTENTION: Vous devez faire signer une déclaration d'honneur aux personnes ayant accès aux participants (ou à des données nominatives sur les participants) et la conserver dans vos dossiers de recherche.
-

